

Boussichas, Matthieu; Nossek, Vincent

Working Paper

État des lieux statistique des Objectifs du Développement Durable (ODD) dans les PMA et les autres pays vulnérables

FERDI Document de travail, No. P114

Provided in Cooperation with:

Fondation pour les études et recherches sur le développement international (FERDI),
Clermont-Ferrand

Suggested Citation: Boussichas, Matthieu; Nossek, Vincent (2014) : État des lieux statistique des Objectifs du Développement Durable (ODD) dans les PMA et les autres pays vulnérables, FERDI Document de travail, No. P114, Fondation pour les études et recherches sur le développement international (FERDI), Clermont-Ferrand

This Version is available at:

<https://hdl.handle.net/10419/269395>

Standard-Nutzungsbedingungen:

Die Dokumente auf EconStor dürfen zu eigenen wissenschaftlichen Zwecken und zum Privatgebrauch gespeichert und kopiert werden.

Sie dürfen die Dokumente nicht für öffentliche oder kommerzielle Zwecke vervielfältigen, öffentlich ausstellen, öffentlich zugänglich machen, vertreiben oder anderweitig nutzen.

Sofern die Verfasser die Dokumente unter Open-Content-Lizenzen (insbesondere CC-Lizenzen) zur Verfügung gestellt haben sollten, gelten abweichend von diesen Nutzungsbedingungen die in der dort genannten Lizenz gewährten Nutzungsrechte.

Terms of use:

Documents in EconStor may be saved and copied for your personal and scholarly purposes.

You are not to copy documents for public or commercial purposes, to exhibit the documents publicly, to make them publicly available on the internet, or to distribute or otherwise use the documents in public.

If the documents have been made available under an Open Content Licence (especially Creative Commons Licences), you may exercise further usage rights as specified in the indicated licence.

État des lieux statistique des Objectifs du Développement Durable (ODD) dans les PMA et les autres pays vulnérables

MATTHIEU BOUSSICHAS

VINCENT NOSSEK

➤ MATTHIEU BOUSSICHAS, docteur en économie, est chargé de programmes à la Ferdi depuis 2012 où il travaille notamment sur les questions relatives à l'aide et le financement du développement, ainsi que sur l'agenda du développement et ses objectifs après 2015.

➤ VINCENT NOSSEK, est assistant de recherches à la Ferdi.



Résumé

Ce document propose une comparaison statistique des objectifs du développement durable (ODD) et de leurs principales cibles dans les PMA, les autres pays vulnérables et les autres pays en développement. Il se base sur la liste des ODD adoptés en septembre 2015 lors de la 70e session de l'Assemblée générale des Nations Unies (Nations Unies, 2015).

Alors que le nouvel agenda post-2015 est universel, la grande hétérogénéité des pays pose la question de la différenciation de l'agenda en fonction des spécificités, notamment celles des pays vulnérables. Un élément de réponse tient dans l'identification de ces spécificités pour les objectifs et cibles proposés. Ce document compare ainsi les Pays les Moins Avancés (PMA), les Pays en Développement Sans Littoral (PDSL) et les Petits Etats Insulaires en Développement (PEID) aux pays en développement hors-PMA ou aux pays à revenu intermédiaires (PRI) selon la disponibilité des données. Ce travail s'inscrit dans la continuité du document de travail P77 de la Ferdi (Boussichas, Coudert, & Gillot, 2013) qui établit un bilan factuel par OMD (objectifs du Millénaire pour le développement) pour les pays vulnérables et compare les résultats obtenus par chaque catégorie à ceux des pays en développement hors-PMA.

A l'instar de ce que le bilan des OMD permet d'observer, il apparaît que, globalement, les pays vulnérables et en particulier les PMA se distinguent par un retard significatif sur la majorité des nouveaux objectifs et cibles de l'agenda post-2015. La crainte qu'un élargissement de l'agenda du développement au développement durable ne dilue à l'avenir la priorité donnée jusqu'à maintenant à ces pays ne peut être alimentée par les statistiques tant les besoins des pays vulnérables en matière de développement durable apparaissent globalement plus importants que ceux des autres catégories de pays.

Afin de prendre en compte les niveaux initiaux des pays dans l'évaluation des progrès, ce travail introduit, lorsque cela est possible et pertinent, une évaluation non linéaire des progrès constatés depuis 2000 sur les possibles futurs objectifs. Ainsi, bien que leurs niveaux d'éducation et de santé restent plus faibles, la performance des PMA dans ces deux secteurs s'avère relativement meilleure que celle des autres PED. Le même constat peut être fait pour l'utilisation d'énergies alternatives et renouvelables. En revanche, les progrès des PMA sont décevants en matière de lutte contre la pauvreté et la malnutrition au regard de ce qu'a été la performance des autres PED.

Ces résultats montrent deux choses : 1/ L'approche OMD a probablement permis aux PMA de rattraper en partie (mais en partie seulement) leur retard en matière de capital humain. Ce constat encourageant milite pour une différenciation renouvelée à leur égard, notamment dans les efforts spécifiques de la communauté internationale dont ils bénéficient ; 2/ Les PMA se distinguant cependant par une mauvaise performance en matière de pauvreté et de malnutrition, il est important de considérer spécifiquement ces pays sur l'ensemble des facteurs concourant à cette mauvaise performance. Nombre de ces facteurs sont précisément parmi ceux nouvellement pris en compte dans l'agenda post-2015. Or, les PMA accusent un retard significatif pour la plupart de ces facteurs.

Afin de rééditer pour les autres facteurs du développement la relative bonne performance des PMA en matière de capital humain, les pays vulnérables doivent continuer à bénéficier d'un support particulier de la communauté internationale.

Table des matières

Introduction	9
ODD 1 : Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde .	11
Cible proposée par l'OWG : 1.1 D'ici à 2030, éliminer complètement l'extrême pauvreté dans le monde entier (qui se caractérise, selon la définition actuelle, par le fait de vivre avec moins de 1,25 dollar par jour).....	11
Cible proposée par l'OWG : 1.2 D'ici à 2030, réduire de moitié au moins la proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tout âge qui vivent dans la pauvreté sous tous ses aspects, d'après les définitions nationales qui en sont données.....	12
ODD 2 : Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable	13
CIBLES ET INDICATEURS D'ACCÈS À UNE ALIMENTATION SUFFISANTE	13
Cible proposée par l'OWG : 2.1 D'ici à 2030, éliminer la faim et faire en sorte que chaque personne, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, y compris les nourrissons, aient accès tout au long de l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante	13
Cible proposée par l'OWG : 2.2 D'ici à 2030, mettre fin à toutes les formes de malnutrition, y compris en réalisant d'ici à 2025 les objectifs relatifs aux retards de croissance et à l'émaciation parmi les enfants de moins de 5 ans arrêtés à l'échelle internationale, et répondre aux besoins en matière de nutrition des adolescentes, des femmes enceintes ou allaitantes et des personnes âgées	14
CIBLES ET INDICATEURS DE PRODUCTION AGRICOLE	16
Cible proposée par l'OWG : 2.3 D'ici à 2030, multiplier par deux la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires, en particulier les femmes, les autochtones, les exploitants familiaux, les éleveurs et les pêcheurs, y compris en assurant l'égalité d'accès aux terres, aux autres ressources productives et intrants, aux connaissances, aux services financiers, aux marchés et aux possibilités d'ajout de valeur et d'emplois autres qu'agricoles	16
Cible proposée par l'OWG : 2.4 D'ici à 2030, assurer la viabilité des systèmes de production alimentaire et mettre en œuvre des pratiques agricoles résilientes qui permettent d'accroître la productivité et la production, contribuent à la préservation des écosystèmes, renforcent les capacités d'adaptation aux changements climatiques, aux phénomènes météorologiques extrêmes, à la sécheresse, aux inondations et à d'autres catastrophes et améliorent progressivement la qualité des terres et des sols.....	17
ODD 3 : Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges.....	18
Cible proposée par l'OWG : 3.1 D'ici à 2030, faire passer le taux mondial de mortalité maternelle au-dessous de 70 pour 100 000 naissances vivantes	18

Cible proposée par l'OWG : 3.2 D'ici à 2030, éliminer les décès évitables de nouveau-nés et d'enfants de moins de 5 ans	18
Cible proposée par l'OWG : 3.3 D'ici à 2030, mettre fin à l'épidémie de sida, à la tuberculose, au paludisme et aux maladies tropicales négligées et combattre l'hépatite, les maladies transmises par l'eau et autres maladies transmissibles.....	18
ODD 4 : Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie	22
Cible proposée par l'OWG : 4.1 D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons suivent un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire gratuit, équitable et de qualité, qui leur donne des acquis pertinents et effectifs	22
Cible proposée par l'OWG : 4.5 D'ici à 2030, éliminer les disparités entre les sexes dans le domaine de l'éducation et assurer l'égalité d'accès des personnes vulnérables, y compris les personnes handicapées, les autochtones et les enfants en situation vulnérable, à tous les niveaux d'enseignement et de formation professionnelle.....	24
Cible proposée par l'OWG : 4.6 D'ici à 2030, veiller à ce que tous les jeunes et au moins [] % des adultes des deux sexes sachent lire, écrire et compter.....	24
ODD 5 : Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles	25
Cible proposée par l'OWG : 5.1 Mettre fin, dans le monde entier, à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles.....	25
Cible proposée par l'OWG : 5.5 Garantir la participation entière et effective des femmes et leur accès en toute égalité aux fonctions de direction à tous les niveaux décisionnels de la vie politique, économique et publique.....	25
ODD 6 : Garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau	28
Cible proposée par l'OWG : 6.1 D'ici à 2030, assurer l'accès universel et équitable à l'eau potable, à un coût abordable.....	28
Cible proposée par l'OWG : 6.2 D'ici à 2030, assurer l'accès de tous, dans des conditions équitables, à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats et mettre fin à la défécation en plein air, en accordant une attention particulière aux besoins des femmes et des filles et de celles en situation vulnérable.....	28
ODD 7 et 13 : Énergie et changement climatique	30
Cible proposée par l'OWG : 7.1 D'ici à 2030, garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables et modernes, à un coût abordable	30
Cible proposée par l'OWG : 7.2 D'ici à 2030, accroître considérablement la part de l'énergie renouvelable parmi les différents types d'énergie consommés de par le monde	31
Cible proposée par l'OWG : 7.b D'ici à 2030, étendre l'infrastructure et perfectionner les technologies afin d'approvisionner en services énergétiques modernes et durables tous les	

habitants des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement	31
Cible proposée par l'OWG : 7.3 D'ici à 2030, multiplier par deux le taux mondial d'amélioration de l'efficacité énergétique	33
PRISE EN COMPTE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE	34
ODD 8, 9, 10 & 12 : Croissance économique, infrastructures, emploi, inégalités et modes de production durable.....	36
CIBLE ET INDICATEUR POUR UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE INCLUSIVE	36
Cible proposée par l'OWG : 8.1 Maintenir un taux de croissance économique par habitant adapté au contexte national et, en particulier, un taux de croissance annuelle du produit intérieur brut d'au moins 7 % dans les pays les moins avancés.....	36
CIBLES ET INDICATEURS SUR LES QUESTIONS D'EMPLOI.....	38
Cible proposée par l'OWG : 8.5 D'ici à 2030, parvenir au plein emploi productif et garantir un travail décent pour toutes les femmes et tous les hommes, y compris les jeunes et les personnes handicapées, et une rémunération égale pour un travail de valeur égale.....	38
Cible proposée par l'OWG : 8.6 D'ici à 2020, réduire considérablement la proportion de jeunes qui n'ont pas d'emploi et ne suivent aucun enseignement ni aucune formation	39
Cible proposée par l'OWG : 8.8 Défendre les droits du travail et promouvoir la sécurité sur le lieu de travail pour tous les travailleurs, y compris les travailleurs migrants, en particulier les migrantes, et ceux qui ont un emploi précaire	39
CIBLES ET INDICATEURS SUR L'ENVIRONNEMENT MACROÉCONOMIQUE	40
Cible proposée par l'OWG : 9.3 Accroître, en particulier dans les pays en développement, l'accès des entreprises, notamment des petites entreprises industrielles, aux services financiers, y compris aux prêts consentis à des conditions abordables, et leur intégration au sein des chaînes de valeur et des marchés.....	40
Cible proposée par l'OWG : 9.5 Renforcer la recherche scientifique, perfectionner les capacités technologiques des secteurs industriels de tous les pays, en particulier des pays en développement, notamment en favorisant l'innovation et en augmentant de [x] % le nombre de personnes travaillant dans le secteur de la recherche et du développement pour un million d'habitants et en accroissant les budgets consacrés à la recherche et au développement dans les secteurs public et privé d'ici à 2030.....	40
Cible proposée par l'OWG : 17.1 Améliorer, notamment grâce à l'octroi d'une assistance internationale aux pays en développement, la mobilisation de ressources nationales en vue de renforcer les capacités nationales de collecte de l'impôt et d'autres recettes	42
Cible proposée par l'OWG : 8.2 Parvenir à un niveau élevé de productivité économique par la diversification, la modernisation technologique et l'innovation, notamment en mettant l'accent sur les secteurs à forte valeur ajoutée et à forte intensité de main-d'œuvre.....	43
Cible proposée par l'OWG : 9.1 Mettre en place une infrastructure résiliente, durable, fiable et de qualité, y compris une infrastructure régionale et transfrontière, pour favoriser le	

développement économique et le bien-être de la population, en mettant l'accent sur un accès universel, à un coût abordable et dans des conditions d'équité.....	44
AUTRE CIBLES ET INDICATEURS.....	47
ODD 11 : Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables.....	48
Cible proposée par l'OWG : 11.1 D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à un logement et des services de base adéquats et sûrs, à un coût abordable, et moderniser les bidonvilles.....	48
Cible proposée par l'OWG : 11.6 D'ici à 2030, réduire l'impact environnemental négatif des villes par habitant, y compris en accordant une attention particulière à la qualité de l'air et à la gestion, notamment municipale, des déchets	50
ODD 14 et 15 : Utilisation durable des ressources naturelles et conservation des écosystèmes et de la biodiversité	51
Cible proposée par l'OWG : 15.5 Prendre d'urgence des mesures énergiques pour réduire la dégradation du milieu naturel, mettre un terme à l'appauvrissement de la biodiversité et, d'ici à 2020, protéger les espèces menacées et prévenir leur extinction.....	51
Cible proposée par l'OWG : 15.2 D'ici à 2020, promouvoir la gestion durable de tous les types de forêt, mettre un terme à la déforestation, remettre en état les forêts dégradées et accroître de 1 % le boisement et le reboisement au niveau mondial	54
Cible proposée par l'OWG : 14.1 D'ici à 2025, prévenir et réduire sensiblement la pollution marine de tous types, en particulier celle résultant des activités terrestres, y compris les déchets marins et la pollution des nutriments.....	55
Cible proposée par l'OWG : 14.2 D'ici à 2020, gérer et protéger durablement les écosystèmes marins et côtiers, notamment en renforçant leur résilience, afin d'éviter leur dégradation et les graves conséquences qui pourraient en résulter et prendre des mesures de remise en état pour que les océans soient sains et productifs.....	55
ODD 16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes.....	56
CIBLES ET INDICATEURS SUR LA PROMOTION DE SOCIÉTÉS PACIFIQUES ET INCLUSIVES.	56
Cible proposée par l'OWG : 16.1 Réduire sensiblement, partout dans le monde, toutes les formes de violence et les taux de mortalité qui y sont associés.....	56
Cible proposée par l'OWG : 16.2 Mettre un terme à la maltraitance, à l'exploitation, à la traite, à toutes les formes de violence et de torture dont sont victimes les enfants.....	56
CIBLES ET INDICATEURS SUR LA PROMOTION DE L'ÉTAT DE DROIT ET LA CAPACITÉ INSTITUTIONNELLE ..	58
Cible proposée par l'OWG : 16.6 Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux.....	58
Cible proposée par l'OWG : 16.3 Promouvoir l'état de droit aux niveaux national et international et assurer à tous l'accès à la justice dans des conditions d'égalité.....	59

Cible proposée par l'OWG : 16.5 Réduire sensiblement la corruption et la pratique des pots-de-vin sous toutes leurs formes.....	60
Conclusion	61
References.....	62
Annexes.....	64

Introduction

L'Assemblée générale des Nations Unies a adopté 17 Objectifs du développement durable (ODD) lors de sa 70e session. Ces objectifs furent élaborés par le Groupe de travail ouvert de l'Assemblée générale des Nations Unies dont le rapport du 19 juillet 2014 propose une liste de 16 ODD déclinés en 107 cibles de résultats et 43 cibles de moyens, plus un dix-septième objectif de mise en oeuvre de l'agenda post-2015 matérialisé en 19 cibles de moyens et de modalités d'implémentation (Open Working Group on SDG, 2014).

Au contraire des OMD, les objectifs de l'agenda post-2015 concerneront tous les pays. Son caractère universel rend l'agenda cohérent avec le besoin de gérer collectivement des enjeux de plus en plus transfrontaliers. C'est notamment à ce titre que l'agenda du développement est élargi au développement durable avec la prise en compte de dimensions absentes ou négligées des OMD telles que la préservation de l'environnement, de la biodiversité et du climat, ou la paix et la sécurité. La nécessité incontestée de promouvoir partout et de façon collective des modes de production plus durables et inclusifs ne saurait cependant faire oublier que tous les enjeux ne sont pas universels, que les pays ne sont pas tous exposés de la même façon aux défis collectifs et que tous n'ont pas les mêmes moyens d'y faire face.

A travers ses objectifs, le futur agenda doit pouvoir combiner son fondement universel avec le besoin de différencier les pays selon leurs spécificités, notamment leurs vulnérabilités et les moyens dont ils disposent pour se développer.

Ambitionnant de détecter d'éventuelles spécificités des pays les plus vulnérables sur les nouveaux ODD, ce papier propose un état des lieux statistiques de certaines cibles des ODD proposés par le Groupe de travail ouvert de l'ONU. Il fait suite au document de travail P77 de la Ferdi (Boussichas, Coudert, & Gillot, 2013) qui établit un bilan factuel et comparé des OMD pour les pays vulnérables et les autres pays en développement. Le travail proposé ici reprend cette approche en comparant l'état des ODD dans les Pays les Moins Avancés (PMA), les Pays en Développement Sans Littoral (PDSL) et les Petits Etats Insulaires en Développement (PEID) lorsque des données sont disponibles¹, à l'état des ODD dans les pays en développement hors-PMA ou, à défaut de données plus précises, dans les pays à revenu intermédiaires (PRI) dont la valeur est souvent directement renseignée dans *World Development Indicators* (WDI)².

Nous considérons dans ce papier les 16 ODD de résultats (le dix-septième étant un ODD de moyens), dont certains sont traités de façon groupée en raison de leur proximité thématique. Les cibles retenues sont celles que nous avons jugées les plus pertinentes pour les pays vulnérables et pour lesquelles des données sont disponibles depuis la base du WDI³ pour l'essentiel. Nous avons

¹ Les données les moins bien renseignées concernent les Petits Etats Insulaires en Développement (PEID). Ces pays sont parfois exclus de l'analyse pour cette raison.

² Les listes des PMA, PDSL et PEID sont celles établies à ce jour par l'UN-OHRLLS. Nous avons seulement retenus les PDSL, PEID et PED éligibles à l'APD selon la liste du CAD de l'OCDE (voir annexe n°1 page 65).

³ La production de données statistiques permettant de suivre l'agenda post-2015 est un des grands défis de ce dernier.

également privilégié les nouvelles cibles à celles déjà présentes dans les OMD afin d'éviter les redondances avec Boussichas & al. (2013)⁴.

Lorsque cela est possible et pertinent pour les indicateurs étudiés ici, nous avons complété notre analyse en présentant une mesure du progrès depuis 2000 tenant compte de la non-linéarité généralement observée dans la progression des variables bornées. Nous avons utilisé pour cela la méthode dite du « Logit » développée dans un document de travail de la Ferdi en cours d'élaboration⁵.

Le travail présenté dans ce document n'a pas la prétention de juger le bien-fondé et la pertinence des objectifs et des cibles proposées par le Groupe ouvert de l'ONU. Sa valeur ajoutée est d'identifier les objectifs et cibles sur lesquels les pays vulnérables sont susceptibles d'être traités de façon différenciée, alors que la valeur précise de certaines cibles reste à définir et que les modalités d'une éventuelle différenciation de certains pays doivent encore être débattues.

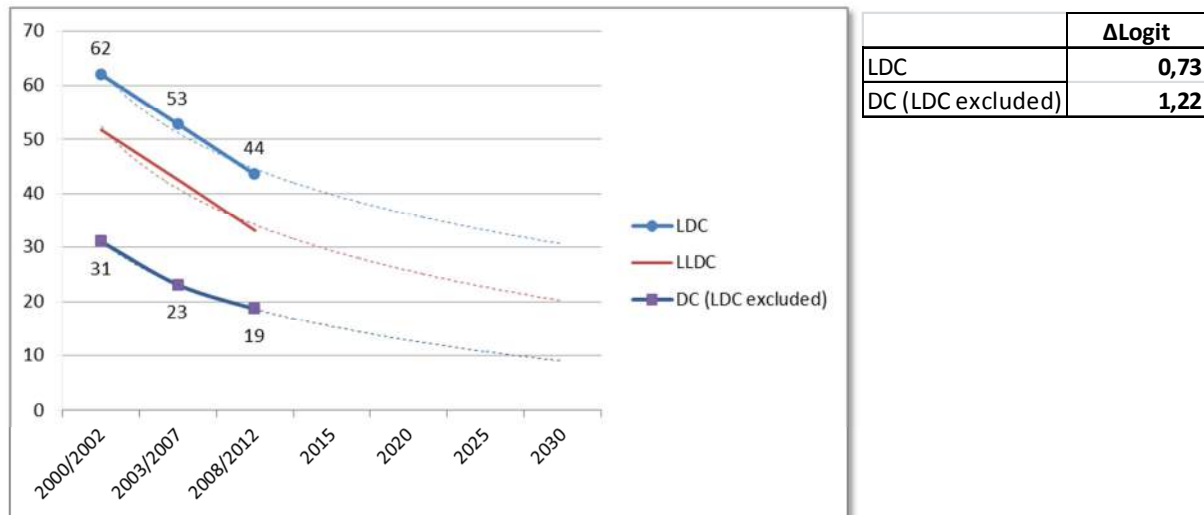
⁴ Les données présentées par catégories de pays sont des moyennes pondérées, généralement par la population, sauf mention contraire. Certaines données par catégorie de pays déjà mentionnées dans Boussichas & al. (2013) peuvent s'avérer légèrement différentes car plusieurs d'entre elles étaient des moyennes de ratios plutôt que des ratios moyens.

⁵ Pour analyser une évolution entre deux points R_0 et R_1 , il convient de considérer cette évolution au regard du niveau initial R_0 (soit le taux de croissance de R_i) mais également de la distance qu'il reste à parcourir depuis R_1 jusqu'à la cible C . La prise en compte combinée de la distance parcourue depuis la situation initiale, de la distance à parcourir jusqu'à la cible et de la non-linéarité dans l'évolution d'un indicateur peut se traduire pour un indicateur borné par la différence des Logit entre les deux points R_0 et R_1 : $\Delta LOGIT (R_i) = Ln \left[\frac{R_1}{Max-R_1} \right] - Ln \left[\frac{R_0}{Max-R_0} \right]$

ODD 1 : Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde

Cible proposée par l'OWG : 1.1 D'ici à 2030, éliminer complètement l'extrême pauvreté dans le monde entier (qui se caractérise, selon la définition actuelle, par le fait de vivre avec moins de 1,25 dollar par jour)

Figure 1 : Poverty headcount ratio at \$1.25 a day (PPP) (% of population)



Source : United Nations, World Bank (WDI & Povcalnet) and authors' estimates

Note : Total proportion by groups. Missing data generated by OLS, more details are available from the authors. Not enough data were available for SIDS

Le groupe de travail ouvert onusien sur les Objectifs du Développement Durable (ODD) propose une évolution ambitieuse de l'ODD 1A⁶ avec l'élimination de l'extrême pauvreté d'ici 2030. En réalité, cet objectif reprend celui de la Conférence de Copenhague de 1996 sur le développement social pour lequel l'ODD 1 était présenté par ses auteurs comme une simple étape vers l'éradication de la pauvreté (CAD, 1996).

Comme mentionné dans le document de travail Ferdi P77 sur un état des lieux statistiques des OMD dans les PMA (Boussichas, Coudert, & Gillot, 2013), si les PED hors-PMA ont aujourd'hui atteint l'ODD 1A, les PMA restent éloignés de la cible et particulièrement plus touchés par l'extrême pauvreté (environ 4 personnes sur 10 dans les PMA contre 2 sur 10 dans les PED hors-PMA). Le prolongement linéaire de la baisse de la pauvreté dans les trois catégories de pays pourrait laisser imaginer que son éradication à 2030 est envisageable. Cependant, le progrès marginal d'une variable bornée étant souvent décroissant aux abords de ses limites théoriques, le prolongement des courbes actuelles de pauvreté est probablement d'ordre non-linéaire (de type logarithmique par exemple) tel que l'illustre la Figure 1 ci-dessus. Sous cette hypothèse, l'objectif d'éradication de la pauvreté en 2030 semble ambitieux pour les pays en développement (PED), improbable pour les pays en développement sans littoral (PDSL, autrement dit pays enclavés) et

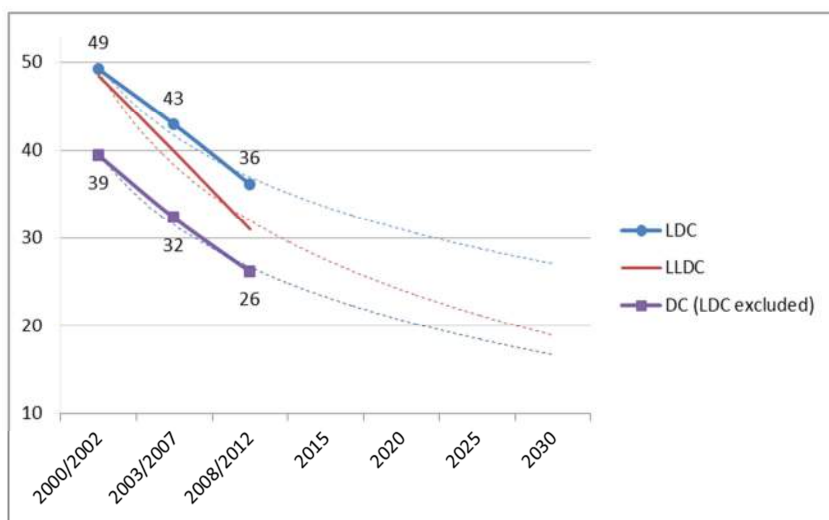
⁶ OMD 1, cible A : Réduire de moitié la proportion de la population dont le revenu est inférieur à 1\$ par jour entre 1990 et 2015

inatteignable pour les PMA. Cette analyse est confortée par le constat d'une moindre performance (mesurée en Logit) des PMA par rapport aux autres PED dans la baisse de la pauvreté depuis 2000 : si l'on tient compte des niveaux initiaux de pauvreté en 2000, à performance égale avec les autres PED, les PMA auraient dû connaître une baisse plus prononcée de leur pauvreté.

Les niveaux de pauvreté devraient donc rester significativement plus élevés dans les PMA et les pays enclavés sur les 15 prochaines années. Cette spécificité plaide en faveur d'une différenciation des pays vulnérables, tant dans le sens d'une cible plus raisonnable pour ces pays, que par un effort de financement particulier de la communauté internationale en leur faveur.

Cible proposée par l'OWG : 1.2 D'ici à 2030, réduire de moitié au moins la proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tout âge qui vivent dans la pauvreté sous tous ses aspects, d'après les définitions nationales qui en sont données

Figure 2 : Poverty headcount ratio at national poverty line (% of population)



	Δ Logit
LDC	0,45
DC (LDC excluded)	0,78

Source : United Nations, World Bank (WDI & Povcalnet) and authors' estimates

Note : Total proportion by groups. Missing data generated by OLS, more details are available from the authors.

Not enough data were available for SIDS

L'une des critiques adressées au premier OMD est de cibler un niveau de pauvreté selon un seuil identique (1.25\$/jour par habitant) dans tous les pays en développement. Or, cela n'est pas juste tant l'hétérogénéité est grande entre pays : non seulement la catégorie des PED s'est largement diversifiée depuis 2000, mais l'agenda ODD concerne désormais tous les pays quel que soit leur niveau de développement. Mesurer la pauvreté selon un seuil propre à chaque pays est à ce titre plus pertinent. Malgré la différence méthodologique de mesure de la pauvreté avec la cible précédente, le constat est le même avec notamment l'impossibilité présumée d'éradiquer la pauvreté d'ici 2030 pour les PMA, et la confirmation du besoin de différenciation des pays vulnérables tel que évoqué plus haut.

ODD 2 : Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable

L'OWG sur les ODD propose de consacrer un objectif aux enjeux agricoles et alimentaires. Le traitement concomitant de ces deux sujets est pertinent. En effet, comme rappelé lors du débat sur *la sécurité alimentaire dans l'agenda post 2015* organisé par la Ferdi et le ministère français des Affaires étrangères le 29 janvier 2014, assurer la sécurité alimentaire suppose de tenir compte de ses quatre dimensions à savoir l'accès à l'alimentation, la disponibilité (liée à la production agricole globale), la durabilité, et les questions d'utilisation et de qualité de la nutrition.

WDI fournit des données statistiques intéressantes sur l'accès des populations à une alimentation suffisante et sur la production agricole.

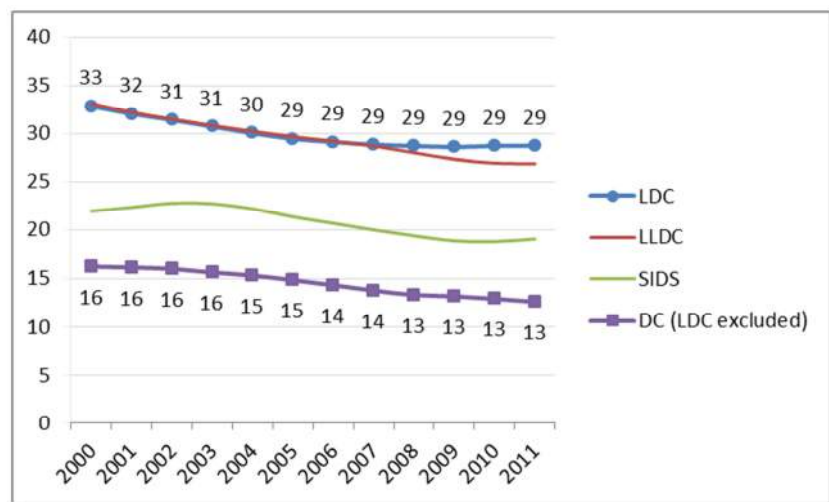
CIBLES ET INDICATEURS D'ACCÈS À UNE ALIMENTATION SUFFISANTE

Cible proposée par l'OWG : 2.1 D'ici à 2030, éliminer la faim et faire en sorte que chaque personne, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, y compris les nourrissons, aient accès tout au long de l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante

Pour évaluer la disponibilité d'une alimentation adéquate, nous avons retenu les indicateurs de prévalence de la sous-nutrition et de profondeur du déficit alimentaire.

Boussichas & al. (2013) mentionnent que, si les PED hors PMA sont aujourd'hui proches de l'objectif fixé par les OMD de réduire de moitié la proportion de personnes qui souffrent de la faim, les PMA restent éloignés de cette cible (-30% depuis 1990). Pire, le nombre de personnes souffrant de la faim dans les PMA a même légèrement augmenté (+27 millions entre 1990 et 2010). La Figure 3 illustre la stagnation de la sous-nutrition à des niveaux élevés pour les PMA et les pays enclavés, deux fois et demi plus élevés que pour les autres PED et 50% de plus que pour les petits États insulaires en développement (PEID).

Figure 3 : Prevalence of undernourishment (% of population)

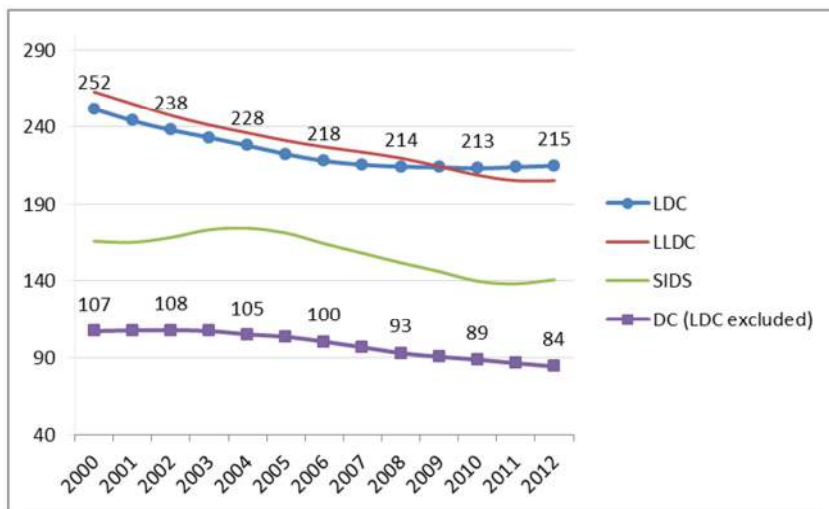


Source : World Bank (WDI)

Comme l'ont souligné les intervenants du séminaire Ferdi-MAE, il existe une plus grande difficulté à lutter contre la malnutrition que contre la pauvreté⁷. Bien qu'insuffisante au regard des objectifs, la baisse de la pauvreté dans les pays vulnérables ne s'est pas accompagnée d'une augmentation proportionnelle de la part d'individus bien nourris.

Ce constat est accentué par l'analyse, plus qualitative, de la profondeur du déficit alimentaire (Figure 4). Cet indicateur rend compte de la sévérité de la sous-nutrition.

Figure 4 : Depth of the food deficit (kilocalories per person per day)



Source : World Bank (WDI)

Tant les niveaux que l'évolution de l'indicateur suivent ceux de la proportion d'individus mal-nourris dans les quatre catégories de pays. L'apport journalier moyen minimum de calories étant estimé à 1800 kilocalories (source : FAO), le déficit calorique par personne équivaut en 2012 à un manque de 12% pour un habitant des PMA et de 5% pour un habitant d'un PED non-PMA. Le besoin de différenciation des PMA et des pays enclavés est ici

aussi mis en lumière.

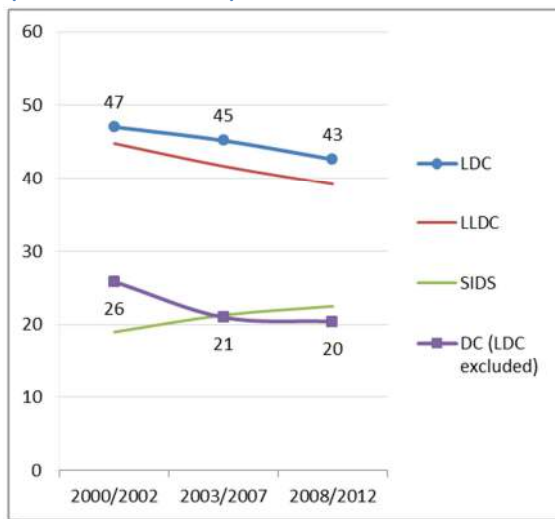
Cible proposée par l'OWG : 2.2 D'ici à 2030, mettre fin à toutes les formes de malnutrition, y compris en réalisant d'ici à 2025 les objectifs relatifs aux retards de croissance et à l'émaciation parmi les enfants de moins de 5 ans arrêtés à l'échelle internationale, et répondre aux besoins en matière de nutrition des adolescentes, des femmes enceintes ou allaitantes et des personnes âgées

L'OWG propose également d'approfondir le suivi de la question alimentaire en ciblant des populations spécifiquement plus vulnérables, notamment les enfants.

Sans surprise, les PMA sont les pays les plus touchés par la malnutrition infantile, qu'elle soit mesurée selon la taille ou le poids (cf. Figure 5 et Figure 6) : la prévalence est environ deux fois plus élevée dans les PMA que dans les PED non-PMA. Une baisse est constatée dans toutes les catégories de pays, sauf pour les SIDS où la malnutrition infantile a progressé depuis 2000 et atteint désormais le niveau moyen des PED non-PMA. Cette baisse semble plus rapide dans les PMA mais l'analyse des progrès en Logit nuance cette performance relative en révélant une performance légèrement inférieure de ces pays en comparaison des autres PED (à performance égale, les PMA auraient dû voir leur malnutrition infantile baisser davantage).

⁷ Voir la page consacrée à l'évènement : <http://www.ferdi.fr/fr/evenement/la-s%C3%A9curit%C3%A9-alimentaire-dans-l%E2%80%99agenda-post-2015-%E2%80%93-quels-objectifs-pour-quels-effets>

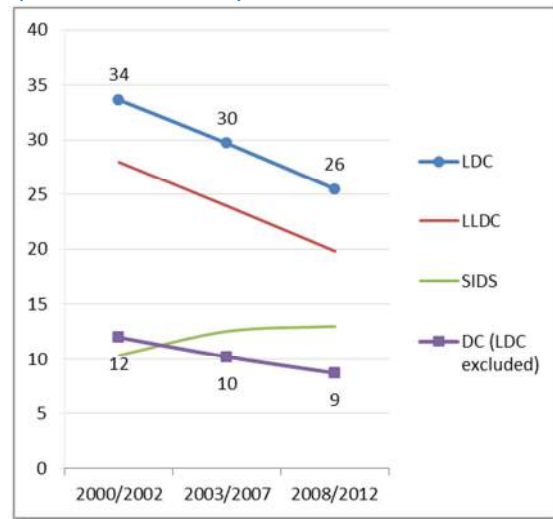
Figure 5 : Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5)



	Δ Logit
LDC	0,20
DC (LDC excluded)	0,34

Source : World Bank (WDI)

Figure 6 : Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5)

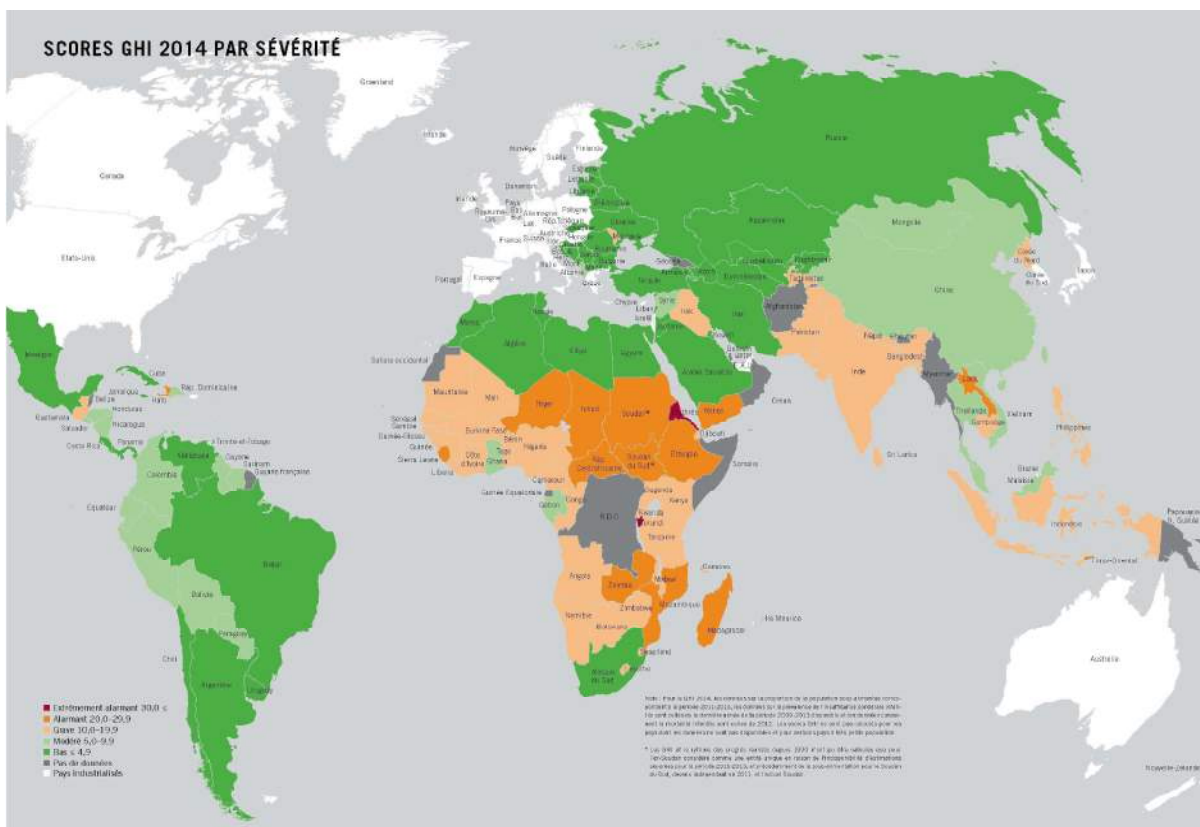


	Δ Logit
LDC	0,32
DC (LDC excluded)	0,44

Source : World Bank (WDI)

Dans son rapport 2014 sur la faim dans le monde, l'IFPRI (Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires) estime que 16 pays restent dans une situation alarmante. La Figure 7 ci-dessous reprend la carte de l'indice de la faim dans le monde (GHI) de l'IFPRI.

Figure 7 : Global Hunger Index (GHI) - 2014



Source : IFPRI (2014)

L'indice GHI⁸ apparaît alarmant en Afrique centrale, dans la corne de l'Afrique et dans certains pays de sud de l'Afrique, ainsi qu'en Sierra Leone, Haïti et au Laos.

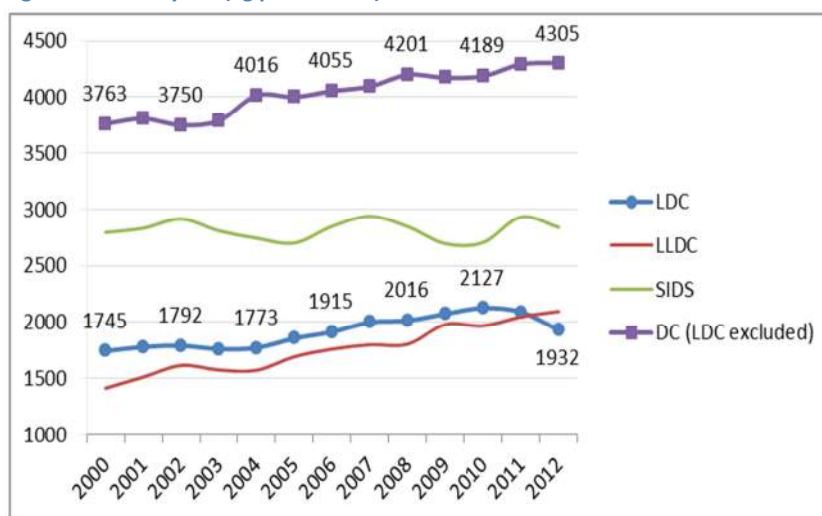
Dans son intervention lors du séminaire Ferdi-MAE, Alain de Janvry (Senior Fellow à la Ferdi) a notamment dégagé 11 points pour remédier à l'insécurité alimentaire : Redéfinir le problème de la malnutrition; Avoir une stratégie nationale de combat à la malnutrition; Investir plus dans l'agriculture; Supporter l'agriculture paysanne; Augmenter le pouvoir d'achat des pauvres par le revenu; Protéger de la vulnérabilité aux chocs; Associer les transferts humanitaires à l'accumulation d'actifs; Gérer le rôle des comportements; Redéfinir les systèmes agro-alimentaires; Faire de l'alimentation un droit humain; Rechercher la coordination internationale.

CIBLES ET INDICATEURS DE PRODUCTION AGRICOLE

Cible proposée par l'OWG : 2.3 D'ici à 2030, multiplier par deux la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires, en particulier les femmes, les autochtones, les exploitants familiaux, les éleveurs et les pêcheurs, y compris en assurant l'égalité d'accès aux terres, aux autres ressources productives et intrants, aux connaissances, aux services financiers, aux marchés et aux possibilités d'ajout de valeur et d'emplois autres qu'agricoles

Dimension essentielle de la sécurité alimentaire, la productivité céréalière est un facteur de distinction élevée entre pays vulnérables et PED non-PMA. Les rendements de ces derniers sont deux fois ceux des PMA et des pays enclavés et 50% plus élevés que dans les PEID. Les pays vulnérables ne semblent pas bénéficier du progrès technique et des conditions d'amélioration de la productivité. Le rapport

Figure 8 : Cereal yield (kg per hectare)



Source : World Bank (WDI)

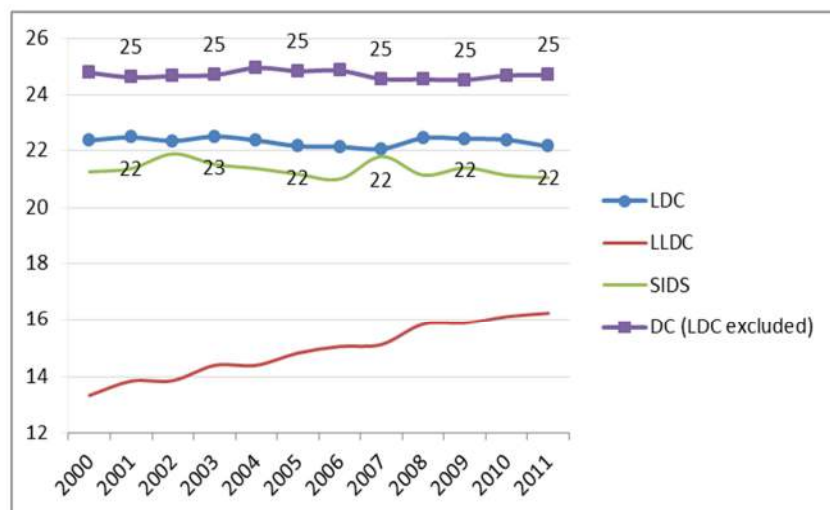
2013 de la CNUCED le confirme : « Dans ces pays [les PMA], le développement agricole est bridé, notamment par la baisse des investissements dans la recherche-développement, l'absence et l'imperfection des marchés de facteurs, l'accès limité aux outils d'atténuation des risques pour les producteurs, et la médiocrité des infrastructures ».

Cette faiblesse n'est pas compensée par une plus grande disponibilité de terres arables, comme en témoigne la Figure 9 relative à la cible ci-dessous.

⁸ Le GHI est un indice composite construit à partir du taux de mortalité infanto juvénile, la part des enfants de moins de 5 ans en insuffisance pondérale et la part des personnes sous-alimentées.

Cible proposée par l'OWG : 2.4 D'ici à 2030, assurer la viabilité des systèmes de production alimentaire et mettre en œuvre des pratiques agricoles résilientes qui permettent d'accroître la productivité et la production, contribuent à la préservation des écosystèmes, renforcent les capacités d'adaptation aux changements climatiques, aux phénomènes météorologiques extrêmes, à la sécheresse, aux inondations et à d'autres catastrophes et améliorent progressivement la qualité des terres et des sols

Figure 9 : Arable land (% of land area)



Source : World Bank (WDI)

La disponibilité de terres arables stagne dans les PED, excepté dans les pays enclavés où, plus faible, elle augmente depuis 2000. Compte tenu de l'augmentation de la population, la FAO estime que la surface arable par personne devrait diminuer de 0,17 ha/p en 2010 à 0,14ha/p d'ici 2050 dans les PED (FAO, 2012). La FAO rappelle également que cette réduction n'est pas

forcément une menace pour la sécurité alimentaire si des gains de productivité viennent la compenser. La Figure 8 précédente illustre la crainte de gains de productivité trop faibles dans les PMA et les pays enclavés. Cependant, la FAO nuance ce problème malthusien en estimant que seules un quart des terres arables d'Afrique sub-saharienne sont actuellement cultivées, contre plus de 90% en Asie du Sud.

ODD 3 : Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges

L'OWG regroupe en un seul objectif « santé » les OMD 4, 5 et 6, soient la réduction de la mortalité infanto juvénile, l'amélioration de la santé maternelle et la lutte contre le VIH et le paludisme. Il propose d'ajouter des cibles relatives à la couverture santé universelle et l'accès aux médicaments.

Cible proposée par l'OWG : 3.1 D'ici à 2030, faire passer le taux mondial de mortalité maternelle au-dessous de 70 pour 100 000 naissances vivantes

Cible proposée par l'OWG : 3.2 D'ici à 2030, éliminer les décès évitables de nouveau-nés et d'enfants de moins de 5 ans

Boussichas & al. (2013) montrent le fort retard des PMA et des pays enclavés sur les autres PED en matière de mortalité infanto juvénile, de vaccination des bébés contre la rougeole, de mortalité maternelle, de conditions d'accouchement, de couverture de soins prénataux. Ces indicateurs sont cependant en nets progrès sur la période 1990-2010⁹. Ceux constatés en matière de mortalité infantile et infanto juvénile ne témoignent pas pour autant d'une surperformance dans les PMA : leur performance, mesurée en Logit, est comparable à celle des autres PED pour la mortalité infantile (0,46 pour les PMA contre 0,45 pour les autres PED) et légèrement supérieure pour la mortalité infanto juvénile (0,56 contre 0,51).

En 2012, 51% des décès dans les PMA étaient dus à des maladies transmissibles ou aux conditions maternelles, prénatales ou de nutrition, contre 47% dans les pays enclavés, 26% dans les PEID et seulement 19% dans les PED non-PMA¹⁰.

Cible proposée par l'OWG : 3.3 D'ici à 2030, mettre fin à l'épidémie de sida, à la tuberculose, au paludisme et aux maladies tropicales négligées et combattre l'hépatite, les maladies transmises par l'eau et autres maladies transmissibles

L'ambition des OMD était d'enrayer la progression du VIH, du paludisme et des grandes maladies. L'OWG propose de mettre fin à ces épidémies. D'après Michel Sidibé, directeur exécutif d'ONUSIDA, « *mettre fin à l'épidémie de SIDA est possible* » à condition que la communauté internationale prolonge son effort : « *S'ouvre à nous une fragile fenêtre de cinq ans durant lesquelles nous devons construire à partir des avancées qui ont été réalisées. Les cinq prochaines années détermineront les quinze prochaines* » (UNAIDS, 2014).

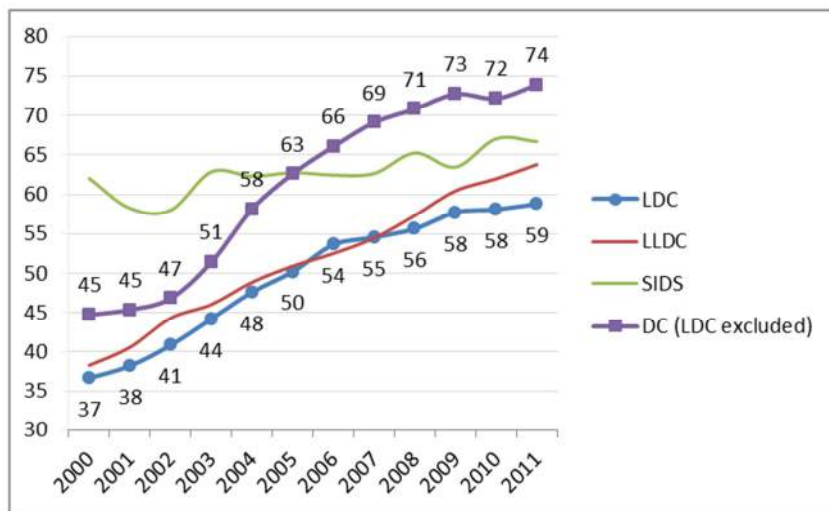
La prévalence du VIH et de la tuberculose sont en léger recul depuis 2000, avec cependant des niveaux plus élevés dans les PMA et les pays enclavés (Boussichas & al., 2013). L'analyse en Logit montre une performance moindre des PMA par rapport aux autres PED en matière de réduction de la prévalence du VIH sur les années 2000.

⁹ Les résultats obtenus par la pondération des moyennes par la population des pays ne modifient pas ces constats.

¹⁰ Source : Banque mondiale - WDI

Les progrès en matière de tuberculose sont pour partie imputables à la grande amélioration dans sa détection (voir Figure 10 ci-dessous) et dans le taux élevé de succès de son traitement, y compris dans les pays vulnérables (voir également Boussichas & al. (2013) sur ce point).

Figure 10 : Tuberculosis case detection rate (% , all forms)



	Δ Logit
LDC	0,75
DC (LDC excluded)	0,66

Source : World Bank (WDI)

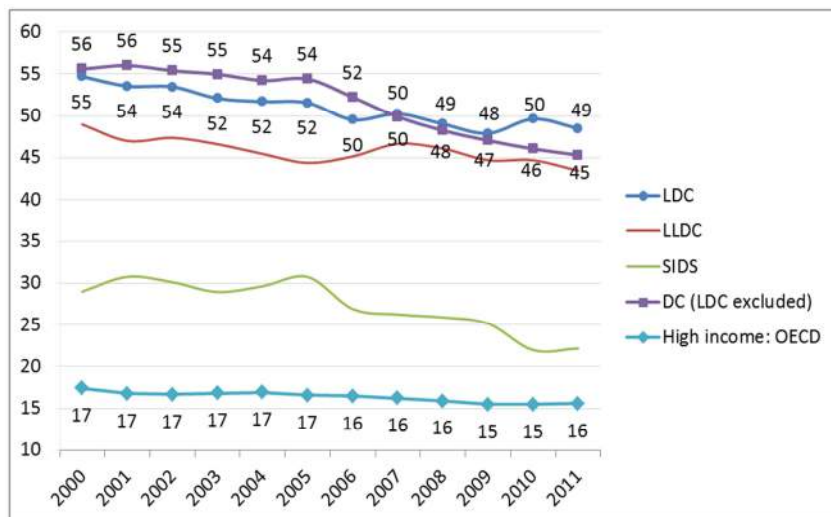
Cible proposée par l’OWG : 3.8 Faire en sorte que chacun bénéficie d’une assurance santé, comprenant une protection contre les risques financiers et donnant accès à des services de santé essentiels de qualité et des médicaments et vaccins essentiels sûrs, efficaces, de qualité et d’un coût abordable

Les Nations Unies ont adopté le 12 décembre 2012 une résolution invitant instamment les gouvernements à accélérer la transition vers l’accès universel à des services de santé de qualité et abordables. Cette résolution s’inscrit dans une sensibilisation croissante de la communauté internationale à ce besoin, particulièrement souligné par le rapport 2010 de l’OMS sur la santé dans le monde (OMS, 2010).

D’après l’OMS, « chaque année, 100 millions de personnes tombent dans la pauvreté parce qu’elles doivent payer directement leurs soins de santé »¹¹. La Figure 11 montre que la part des frais de santé restant à la charge des ménages a lentement diminué depuis 2000 dans les PED, avec cependant une stagnation dans les PMA depuis 2006 (environ 50%), creusant ainsi l’écart avec les PED non-PMA (45% en 2011). Les SIDS se distinguent par un niveau bien plus faible (environ 25%). A titre de comparaison, ce niveau est relativement bas dans les pays à revenu élevé de l’OCDE où il se situe autour de 16% depuis 2000.

¹¹ http://www.who.int/features/factfiles/universal_health_coverage/facts/fr/index2.html

Figure 11 : Out-of-pocket health expenditure (% of total expenditure on health)



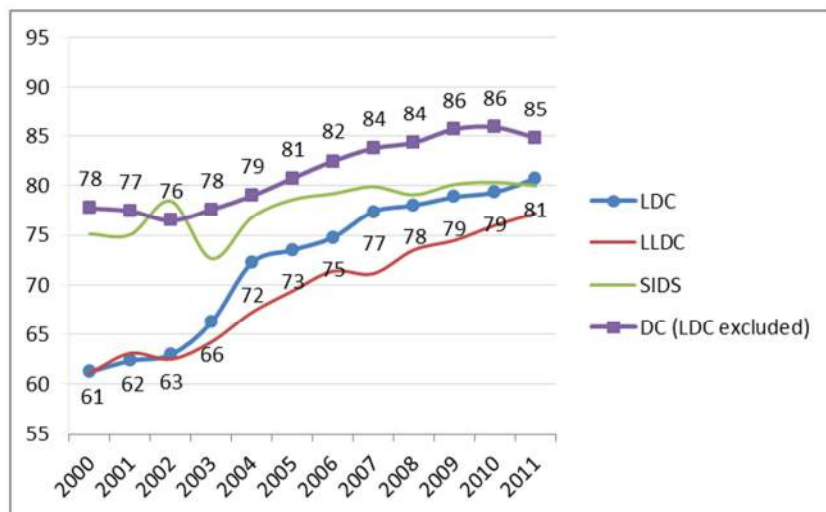
	Δ Logit
LDC	0,24
DC (LDC excluded)	0,18

Source : World Bank (WDI)

L'OMS estime que « seuls 8 des 49 pays les plus pauvres du monde ont une chance de financer leurs services de base sur leurs propres ressources intérieures d'ici 2015 ». Elle recommande « que l'appui extérieur soit accru; et les pays les plus pauvres doivent pouvoir compter sur la solidarité mondiale. Si les pays à revenu élevé devaient immédiatement honorer leurs engagements internationaux souscrits en faveur de l'octroi d'une aide publique au développement, le déficit estimé des fonds nécessaires pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement liés à la santé serait pour ainsi dire effacé »¹².

La couverture de soins fournis aux enfants s'est améliorée dans les quatre catégories de pays, comme en témoignent l'augmentation du taux d'enfants vaccinés contre la rougeole depuis 1990 (voir Boussichas & al., 2013) et l'augmentation du taux d'enfants vaccinés contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche depuis 2000 (Figure 12 ci-dessous).

Figure 12 : Immunization, DPT (% of children ages 12-23 months)



	Δ Logit
LDC	1,18
DC (LDC excluded)	0,43

Source : World Bank (WDI)

¹² http://www.who.int/features/factfiles/universal_health_coverage/facts/fr/index7.html

Les taux de vaccination dans les quatre catégories de pays semblent converger. L'analyse du progrès en Logit montre que les PMA ont connu une surperformance par rapport aux autres PED, démontrant ainsi un phénomène de rattrapage des PMA. Aujourd'hui, plus de quatre enfants sur cinq sont vaccinés contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche. A titre de comparaison les taux atteints en 2011 dans les PMA correspondent aux taux de vaccination de la France dans les années 80. Les PED non-PMA voient cependant leurs taux de vaccination DPT stagner depuis 2009.

Une étude de The Lancet (The Lancet Commission on Investing in Health, 2013) estime que quasiment tous les pays du monde pourraient converger vers un niveau comparable de santé en 2035. L'aide au développement en faveur de la santé doit par conséquent être orientée en priorité vers les populations pauvres des pays pauvres. Dans tous les pays, The Lancet souligne que les politiques fiscales constituent un levier puissant et sous-exploité pour atteindre le point de convergence.

Enfin, l'agenda post-2015 ne devra pas ignorer que l'état de santé d'une population est le fruit d'une multitude de facteurs, et de ce fait considérer les effets liés à la promotion des autres objectifs sur l'ODD santé. A titre d'exemple, citons notamment une autre étude de The Lancet (Gakidou, Cowling, Lozano, & Murray, 2010) qui estime qu'une année supplémentaire d'éducation des femmes en âge de procréer est associée dans les pays en développement avec une réduction de 9,5% de la mortalité infantile.

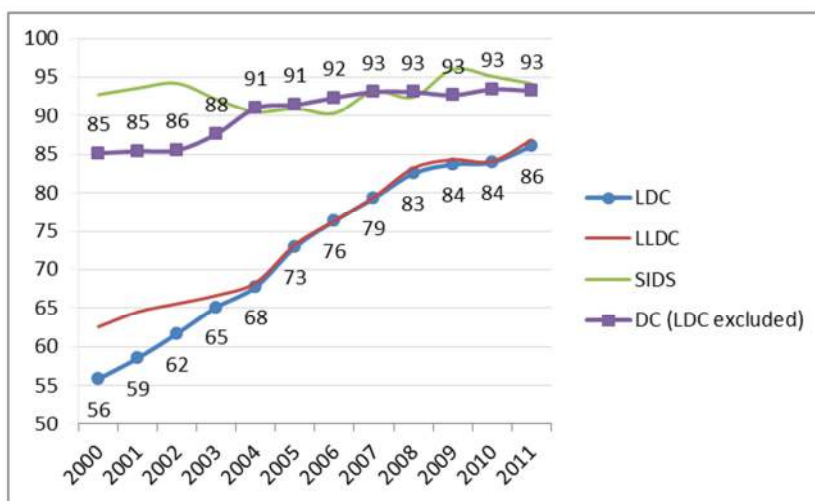
ODD 4 : Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

Les OMD visaient l'universalité de l'éducation primaire. L'objectif n'est pas loin d'être atteint. L'OWG propose d'élargir l'objectif d'éducation à des cibles visant l'acquisition de niveaux de connaissance et une meilleure intégration des populations marginalisées dans le système éducatif. La disponibilité des données dans ces domaines devra être améliorée car peu sont aujourd'hui bien renseignées.

Cible proposée par l'OWG : 4.1 D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons suivent un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire gratuit, équitable et de qualité, qui leur donne des acquis pertinents et effectifs

Concernant l'accès à l'éducation primaire, Boussichas & al. (2013) notent un important phénomène de rattrapage des PMA et des pays enclavés sur les autres PED réduisant ainsi l'écart entre ces groupes. Les données ajustées¹³ de la Banque mondiale confirment ce résultat (Figure 13 ci-dessus). L'analyse en Logit confirme également le phénomène de rattrapage des PMA sur les autres PED.

Figure 13 : Adjusted net enrollment rate, primary (% of primary school age children)



Source : World Bank (WDI)

	Δ Logit
LDC	1,42
DC (LDC excluded)	0,42

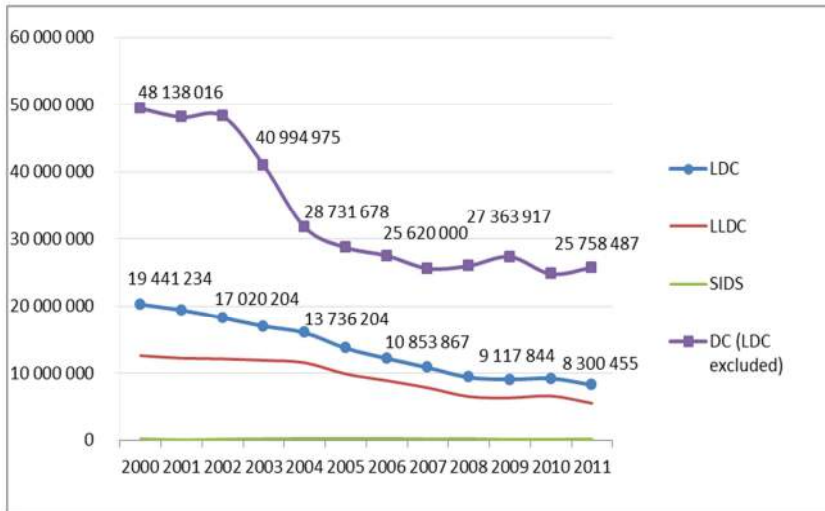
Boussichas & al. (2013) montrent également que « l'évolution de la proportion d'écoliers complétant le cycle primaire est comparable à celle du taux de scolarisation, marquant par là un

¹³ Le taux net ajusté de scolarisation primaire correspond au ratio du nombre d'enfants appartenant à la classe d'âge correspondant au primaire et scolarisés dans le primaire et dans le secondaire, divisé par le total de la population de cette classe d'âge. Au contraire du taux non-ajusté, le taux ajusté tient compte des enfants d'une classe d'âge qui, par précocité, se trouvent scolarisés avec des enfants d'une classe d'âge supérieure.

réel progrès de l'éducation primaire dans toutes les catégories de pays, surtout les plus vulnérables ».

La Figure 14 ci-dessous rend compte de la baisse du volume d'enfants restant en marge de l'éducation primaire. A l'échelle de la population des PMA, les progrès sont remarquables. Dans les PED non-PMA, le nombre d'enfants non scolarisés a connu une chute entre 2002 et 2004 largement imputable à la politique indienne de garantir un repas le midi à chaque enfant scolarisé dans le primaire (Jayaraman & Simroth, 2011).

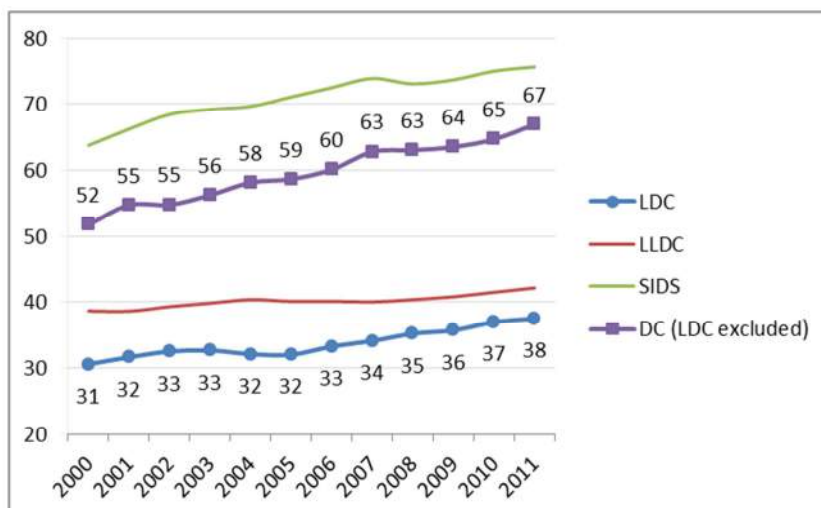
Figure 14 : Children out of school, primary



Source : World Bank (WDI)

Les taux d'achèvement du cycle primaire sont cependant relativement plus faibles dans les PMA, bien qu'en nette progression depuis 1990 (Boussichas & al., 2013). Ajouté à la déscolarisation pouvant suivre l'achèvement du cycle primaire, les taux de scolarisation dans le secondaire restent significativement inférieurs, particulièrement dans les PMA et les pays enclavés (Figure 15). L'analyse en Logit relève néanmoins une performance supérieure des PMA à celle des autres PED durant les années 2000.

Figure 15 : School enrollment, secondary (% net)



	Δ Logit
LDC	0,85
DC (LDC excluded)	0,55

Source : World Bank (WDI)

Cible proposée par l'OWG : 4.5 D'ici à 2030, éliminer les disparités entre les sexes dans le domaine de l'éducation et assurer l'égalité d'accès des personnes vulnérables, y compris les personnes handicapées, les autochtones et les enfants en situation vulnérable, à tous les niveaux d'enseignement et de formation professionnelle

D'après Boussichas & al. (2013), les inégalités de genre en matière de scolarisation sont faibles dans les PED hors PMA et ont été fortement réduites depuis 1990 dans les PMA en primaire (inégalités quasi-nulles désormais) et dans le secondaire (où le ratio femmes/hommes est de 85%). Par ailleurs, le ratio femmes/hommes dans l'enseignement supérieur est passé de 36% à 57% pour les PMA, marquant par-là une réduction de l'inégalité d'accès, alors que le ratio s'est inversé en défaveur des hommes dans les PED hors-PMA (86% en 1990 contre 127% en 2010).

Cible proposée par l'OWG : 4.6 D'ici à 2030, veiller à ce que tous les jeunes et au moins [] % des adultes des deux sexes sachent lire, écrire et compter

Boussichas & al. (2013) montrent également que les taux d'alphabétisation des jeunes et des adultes ont crû de façon élevée depuis 1990 dans toutes les catégories de PED. Chez les jeunes, ce taux atteint aujourd'hui 89% dans les PED et 77% dans les PMA, et chez les adultes 81% dans les PED et 65% dans les PMA.

Une analyse similaire peut être faite pour les taux d'alphabétisation des jeunes et des adultes, avec une croissance généralisée dans l'ensemble des PED, et un phénomène de rattrapage des PDSL (augmentation du taux d'adultes alphabétisés de 41% entre 1990 et 2010) et des PMA (+31%). Si les taux des PDSL atteignent désormais des niveaux proches des autres PED, les PMA restent cependant largement en-dessous. Les taux des PEID sont restés stables, aux alentours de 80%.

ODD 5 : Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

Cet objectif reprend l'OMD 3 dans son intitulé tout en élargissant son périmètre. La cible de l'OMD 3 était d'« *éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005, si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard* ». L'OWG propose de considérer désormais la question du genre à travers un plus grand nombre de dimensions telles que les violences à l'égard des femmes, les différences salariales, les mariages forcés et un ensemble de discriminations dont sont susceptibles d'être victimes les femmes (voir la liste en annexe page 73).

Les données disponibles sont encore pauvres, notamment pour les pays en développement. Les principales renseignées sont les trois ayant servi au suivi de l'OMD 3, à savoir le rapport filles/garçons dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur, la proportion des femmes salariées dans le secteur non-agricole et la proportion des sièges occupés par les femmes au parlement national (voir Boussichas & al., 2013).

Cible proposée par l'OWG : 5.1 Mettre fin, dans le monde entier, à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles

Cible proposée par l'OWG : 5.5 Garantir la participation entière et effective des femmes et leur accès en toute égalité aux fonctions de direction à tous les niveaux décisionnels de la vie politique, économique et publique

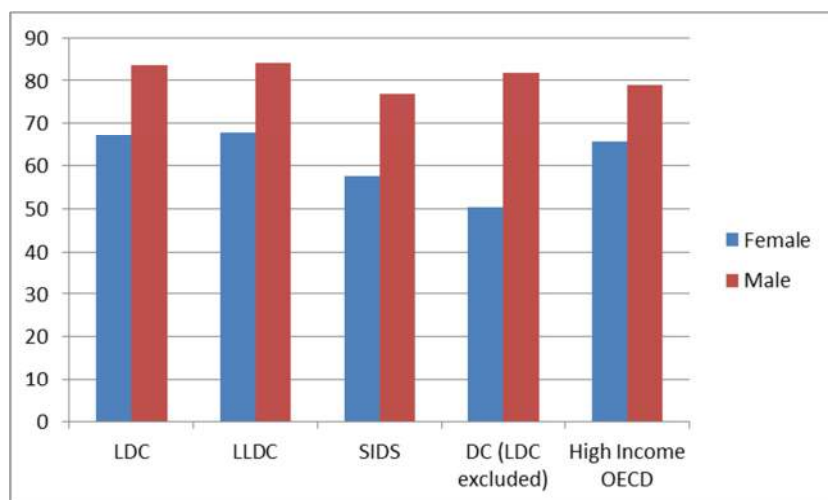
Les femmes représentent un tiers des emplois du secteur non-agricole dans les PED (32% dans les PMA, 37% dans les autres PED) alors que les pays développés sont proches de la parité (47%) (Boussichas & al., 2013). Comme le rappelle la Banque mondiale, « *dans la plupart des pays, les femmes ont moins de chances que les hommes de participer au marché du travail, c'est-à-dire d'avoir un emploi ou d'en rechercher un activement* »¹⁴. Cette proportion est cependant en augmentation depuis 1990.

Néanmoins, sur l'ensemble des secteurs, la part de femmes exerçant un emploi¹⁵ est plus élevée dans les pays vulnérables et les pays développés que dans les PED non-PMA (Figure 16). La banque mondiale explique que « *le taux d'activité féminine tend à suivre une courbe en U, qui est fonction du niveau de développement. Dans bon nombre de pays à faible revenu, où les femmes travaillent dans l'agriculture de subsistance sans toucher de salaire, leur taux d'activité est élevé [...], quand bien même elles participent moins à des activités rémunérées* ». Les pays à revenu intermédiaires de la tranche inférieure (non-mentionnés dans la Figure 16) sont ceux qui présentent le plus faible taux de participation des femmes au marché du travail.

¹⁴ <http://donnees.banquemondiale.org/actualites/Le-niveau-de-participation-des-femmes-aux-marches-travail-inferieur-hommes>

¹⁵ Y compris les emplois non-rémunérés

Figure 16 : Labor force participation rate, male and female (% of male and female population ages 15-64), in 2012



Source : World Bank (WDI)

La Banque mondiale évalue chaque année les politiques et les institutions des pays éligible à l'IDA (*International Development Association* – guichet concessionnel de la Banque mondiale) au moyen d'une mesure composite construite à partir de 16 indicateurs complémentaires (*Country Policy and Institutional Assessment - CPIA*)¹⁶.

L'un d'entre eux mesure la qualité de la politique sur l'égalité des sexes (*dans quelle mesure le pays a mis en place des institutions et des programmes qui appliquent des lois et des politiques faisant la promotion de l'égalité d'accès pour les hommes et les femmes à l'éducation, à la santé, à l'économie et à la protection en vertu des lois* – Source : Banque mondiale).

En 2012, les PMA obtiennent un score moyen de 3.2 inférieur à celui des deux catégories de PRI (3.5), marquant par là un retard des PMA sur les politiques de genre.

Ce résultat est cependant nuancé par ceux du Forum économique mondial qui publie chaque année un rapport sur les inégalités femmes/hommes. L'édition 2013 classe 136 pays en se basant sur leur capacité à combler l'écart entre les genres dans quatre secteurs : santé, éducation, opportunités économiques et participation à la vie politique (World Economic Forum, 2013).

L'indice composite estimant les inégalités femmes/hommes en matière d'opportunités économiques est défini en fonction des différences de salaires et de revenus, de rang hiérarchique dans les entreprises et les administrations (hors parlement et ministères) et de participation au marché du travail entre les femmes et les hommes.

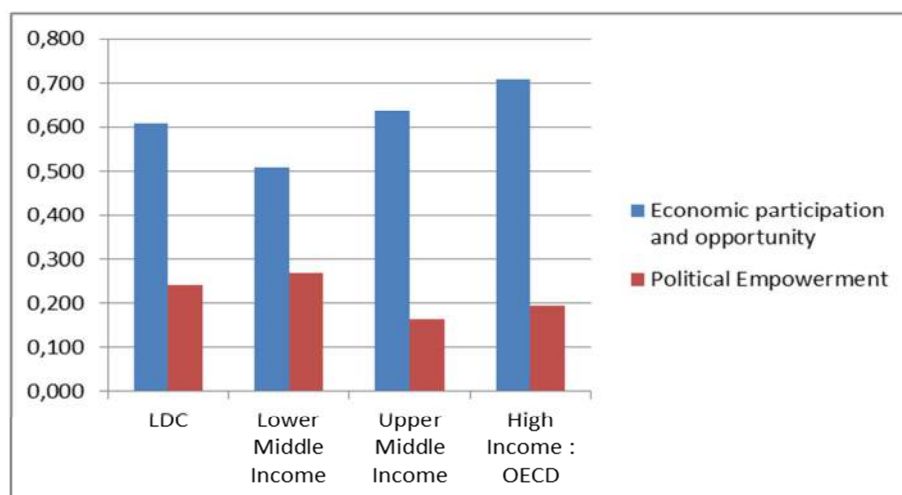
La participation à la vie politique est mesurée selon la représentation des femmes au parlement et dans les cabinets ministériels.

La Figure 17 compare le niveau moyen de ces deux indices des PMA, PRI et pays à revenu élevé de l'OCDE.

¹⁶ L'évaluation CPIA mesure 16 grands indicateurs du développement portant sur quatre domaines : i) gestion économique, ii) réformes structurelles ; iii) politiques d'intégration sociale et d'équité ; et iv) gestion et institutions du secteur public. Les pays sont notés sur une échelle allant de 1 (faible) à 6 (élevé) pour chaque indicateur.

En matière d'opportunités économiques, le score moyen le plus faible est obtenu par les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (PRITI) tandis que les pays à revenu élevé de l'OCDE obtiennent le meilleur score. Le détail par pays (disponible dans la

Figure 17 : Gap Gender Index - Economic opportunity & Political Empowerment



Source : World Economic Forum

version complète du rapport) montre une grande hétérogénéité des pays globalement et à l'intérieur de chaque catégorie de revenu. Si les PMA obtiennent un score moyen comparable aux pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (PRITS), notons que certains sont particulièrement bien classés : Burundi (3^e sur 136 pays), Malawi (4^e), Laos (8^e) et Mozambique (11^e). A titre de comparaison, la France n'est classée que 67^e. Bangladesh (121^e), Mauritanie (131^e) et Yémen (132^e) sont à l'inverse parmi les derniers. Le seul critère permettant de rassembler les pays les plus mal classés semble être religieux, 14 des 15 derniers pays étant des pays musulmans¹⁷. Les pays nordiques sont les mieux classés.

En matière de représentation politique, les femmes des PMA et des PRITI sont en moyenne plus présentes dans les enceintes de décisions nationales. Cependant, on constate également une grande hétérogénéité inter-pays et intra-catégories. Pour les PMA, le Bangladesh (7^e), le Mozambique (18^e) et le Sénégal (20^e) sont bien classés tandis que le Bhoutan (122^e) et le Yémen (131^e) sont en queue de classement. Il en va de même pour les autres catégories de pays. Il est intéressant de noter qu'il n'y pas de corrélation forte entre le classement des opportunités économiques des femmes et celui de leur représentation dans les enceintes de décisions politiques. Il n'y a pas non plus de corrélation évidente avec le niveau de revenu. Les pays nordiques restent cependant les mieux classés.

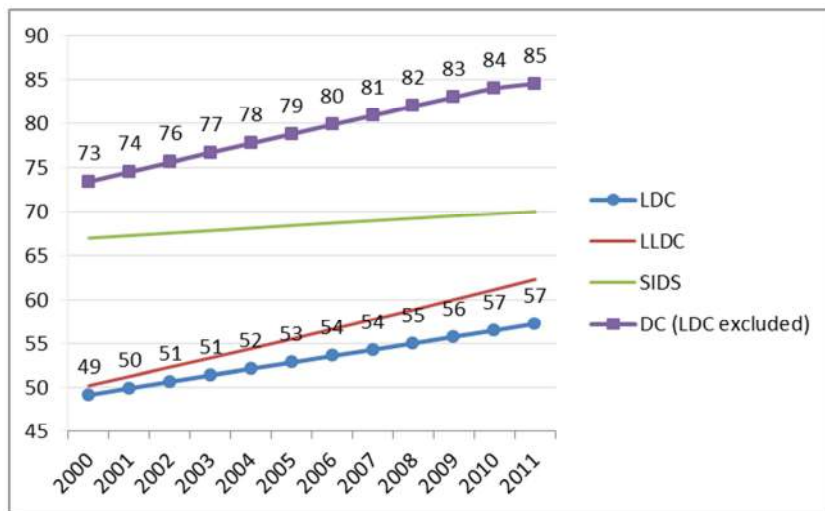
¹⁷ Défini en fonction du pourcentage de musulmans dans le pays ; le seuil de 50% étant retenu ici. A noter que le 15^e pays de cette liste est l'Inde pour lequel le pourcentage de musulmans est de seulement 15% mais dont le volume représente plus de 10% des musulmans dans le monde. Source des données : Pew Research Center.

ODD 6 : Garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

Cible proposée par l'OWG : 6.1 D'ici à 2030, assurer l'accès universel et équitable à l'eau potable, à un coût abordable

Cible proposée par l'OWG : 6.2 D'ici à 2030, assurer l'accès de tous, dans des conditions équitables, à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats et mettre fin à la défécation en plein air, en accordant une attention particulière aux besoins des femmes et des filles et de celles en situation vulnérable

Figure 18 : Improved water source, rural (% of rural population with access)



	Δ Logit
LDC	0,48
DC (LDC excluded)	0,56

Source : World Bank (WDI)

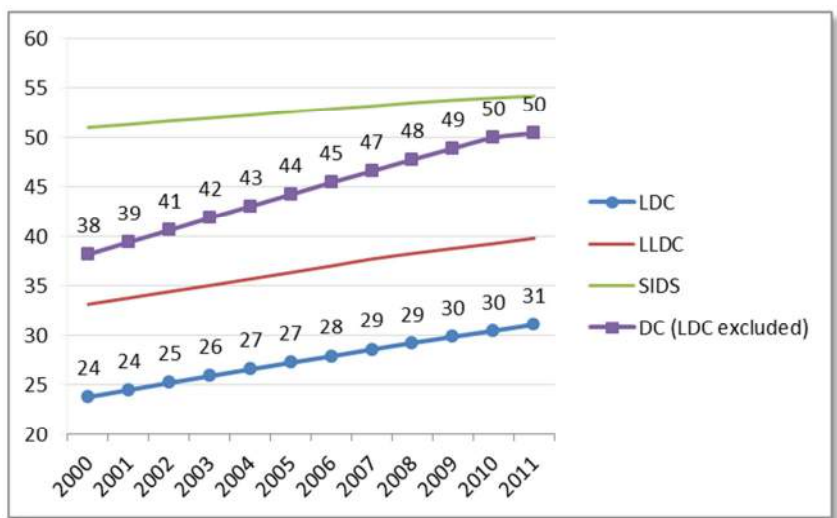
Boussichas & al. (2013) soulignent que les progrès en matière d'eau potable et d'assainissement sur l'ensemble de la population des quatre catégories de pays connaissent une amélioration notable. L'ODD 7.C visant à réduire de moitié la population n'ayant pas accès à l'eau potable d'ici 2015 est considérée par l'ONU et l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) comme atteinte à l'échelon mondial. Boussichas & al. (2013) rappellent cependant que les PMA restent éloignés de la cible, à des niveaux particulièrement plus faibles. En milieu rural, ces tendances et ces différences sont confirmées, avec en outre des niveaux moins élevés pour les quatre catégories de pays.

Les Figure 18 et Figure 19 confirment cela : plus de 40% de la population rurale des PMA n'a toujours pas accès à une source d'eau améliorée contre seulement 15% dans les autres PED ; plus de deux ruraux sur trois vivant dans les PMA ne sont pas en mesure d'utiliser des infrastructures d'assainissement améliorées, contre un sur deux dans les autres PED.

L'analyse en Logit montre de plus que le rythme de croissance des deux indicateurs n'est pas meilleur pour les PMA, excluant l'hypothèse d'un phénomène de rattrapage. L'agenda post-2015 doit prendre en compte la spécificité des populations rurales, et tout particulièrement celle des

PMA. Ceci est d'autant plus important que leur population est en grande partie rurale, en moyenne 70% de la population contre environ 55% pour l'ensemble des PED¹⁸.

Figure 19 : Improved sanitation facilities, rural (% of rural population with access)



	Δ Logit
LDC	0,36
DC (LDC excluded)	0,58

Source : World Bank (WDI)

La problématique de l'accès à l'eau potable et à des infrastructures d'assainissement en milieu urbain est spécifiquement traitée dans le cadre de l'ODD 11 « Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables » page 49. Les tendances et les différences entre catégories de pays sont les mêmes qu'en milieu rural, mais les niveaux d'accès sont plus élevés en milieu urbain.

¹⁸ (source : IFAD <http://www.ifad.org/events/ldc/>)

ODD 7 et 13 : Énergie et changement climatique¹⁹

Dimensions absentes des OMD, les enjeux énergétiques et les conséquences du changement climatique sont deux des principaux nouveaux thèmes que l'agenda post-2015 prend en compte. En toile de fond figure l'introduction du concept de durabilité dans le développement avec la nécessité de réduire les conséquences néfastes de l'activité humaine sur la couche d'ozone, et plus largement l'environnement²⁰.

Les trois premiers volets du 5^e rapport du GIEC²¹ (IPCC, 2013) (IPCC, 2014a) (IPCC, 2014b) prédisent que l'activité humaine continuera de produire une hausse sensible des températures d'ici 2100. Celle-ci entraînera une élévation du niveau des mers, un accroissement de la fréquence et de la sévérité des événements météorologiques les plus extrêmes, constituera une menace pour la sécurité alimentaire dans les régions les plus pauvres du monde et favorisera notamment la survenance de problèmes sanitaires graves. Le GIEC préconise de diviser par deux les émissions de CO₂ pour éviter les changements climatiques les plus importants.

Le volume d'émissions de CO₂ augmente fortement dans les PED non-PMA et dans une moindre mesure dans les PMA sur la décennie 2000 (Boussichas & al., 2013). Ces émissions restent encore largement en-deçà de celles des pays riches : plus de 3 tonnes d'émissions de CO₂ par tête aujourd'hui dans les PED non-PMA et seulement 0,3 dans les PMA contre 12 dans les pays riches.

L'utilisation d'énergies propres est un facteur de réduction des émissions polluantes. L'OWG propose de suivre un ensemble d'indicateurs relatifs à l'utilisation d'énergies avec la volonté de raisonner celle-ci et de promouvoir les énergies les moins polluantes.

Cible proposée par l'OWG : 7.1 D'ici à 2030, garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables et modernes, à un coût abordable

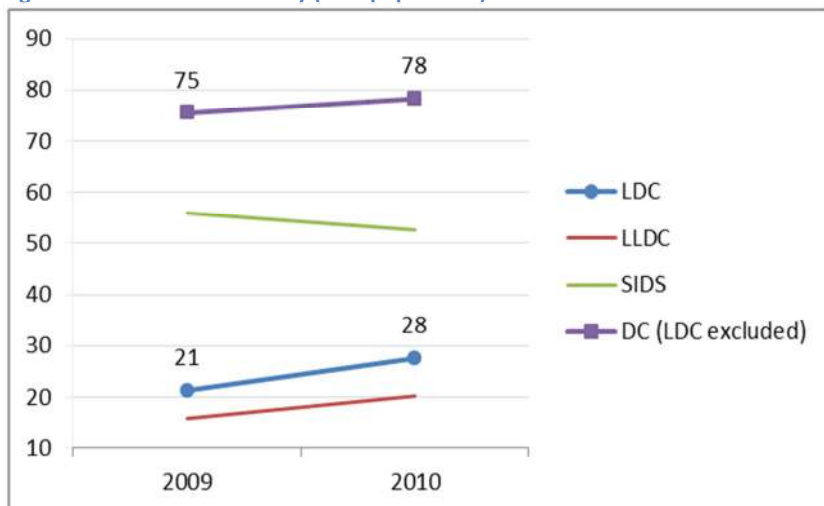
Parmi les services énergétiques durables et modernes, l'accès à l'électricité est essentiel pour les populations. Les données WDI d'accès à l'électricité sont relativement bien renseignées seulement pour 2009 et 2010 (Figure 20 ci-dessous). Elles montrent un très grand retard des PMA et des pays enclavés.

¹⁹ L'objectif présenté ici regroupe les ODD 7 et 13 proposés par l'OWG : *Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable* (ODD 7), et *Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions* (ODD 13)

²⁰ Voir aussi les ODD 14 et 15 page 51 sur une utilisation durable des ressources naturelles et la conservation des écosystèmes et de la biodiversité

²¹ Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat

Figure 20 : Access to electricity (% of population)



Source : World Bank (WDI)

Ce retard illustre autant un besoin important d'investissements dans les infrastructures de production d'électricité qu'un problème d'accès aux services énergétiques par manque de moyens financiers des populations pauvres (Iro Kokino, Labrousse, & Soumail, 2012).

Il importe que le problème d'infrastructures soit résolu de façon cohérente à la fois avec le besoin d'accompagner la croissance économique et la nécessité de freiner l'augmentation des émissions polluantes. L'OWG cible à cet égard la promotion des énergies renouvelables et peu émettrices, sans négliger pour autant l'importance des facteurs d'une croissance économique de qualité que sont l'innovation et l'adoption de réglementations adaptées traitées dans les ODD 8 et 9 (page 36).

Cible proposée par l'OWG : 7.2 D'ici à 2030, accroître considérablement la part de l'énergie renouvelable parmi les différents types d'énergie consommés de par le monde

Cible proposée par l'OWG : 7.b D'ici à 2030, étendre l'infrastructure et perfectionner les technologies afin d'approvisionner en services énergétiques modernes et durables tous les habitants des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement

Selon la définition de la Banque mondiale, « l'énergie propre est une énergie non glucidique qui n'émet pas de dioxyde de carbone lorsqu'elle est produite. L'énergie propre regroupe entre autres l'hydroélectricité, l'énergie nucléaire, géothermale et solaire ». La Figure 21 ci-dessous renseigne sur la part des énergies propres et renouvelables dans la production totale d'électricité dans le monde en 2011. Les deux tiers de la production mondiale d'énergie électrique proviennent de sources pétrolières, de gaz ou de charbon, soient des sources polluantes. L'hydroélectricité ne représente que 16%, le nucléaire 12%, et les autres sources renouvelables 4%.

Les sources les plus polluantes d'énergie sont majoritaires dans toutes les catégories de pays, avec cependant une part relativement moins importante dans les PMA (seulement 50%) et les pays enclavés (55%) pour lesquels l'hydroélectricité fournit l'autre moitié de l'électricité. Cette forme de production propre est moins présente dans les autres catégories de pays. Les besoins importants de leurs économies, plus développées et consommatrices d'électricité, dépassent probablement la capacité de production hydroélectrique dont l'une des limites est fixée par la géographie.

Parmi les autres sources d'énergies propres, le nucléaire reste surtout utilisé dans les pays à revenu élevé (un quart de leur production). La maîtrise de ce type d'énergie est en effet l'apanage d'un nombre restreint de pays dans le monde. Aucun PMA n'en bénéficie, et

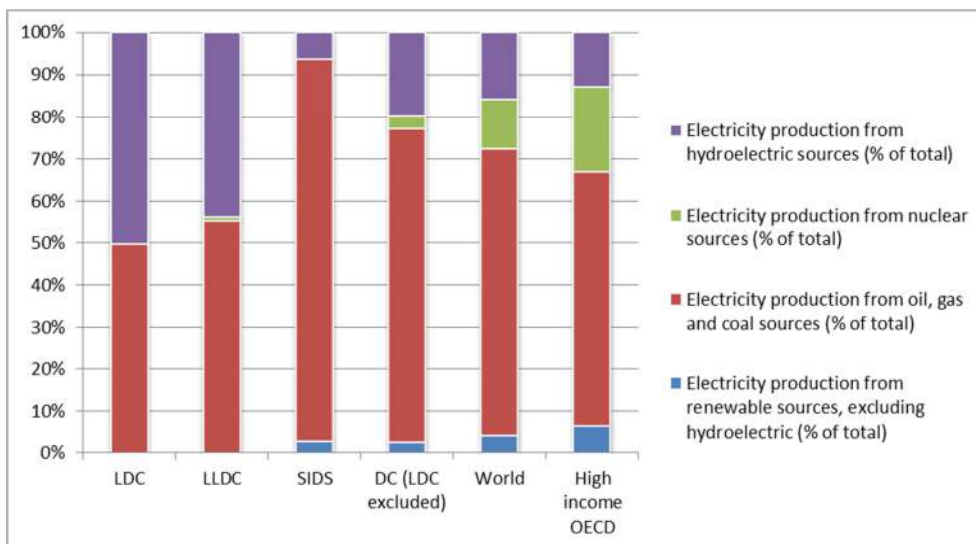
l'Arménie est le seul pays enclavé en développement à produire de l'énergie nucléaire.

Enfin, les sources renouvelables (hors hydroélectricité) ne représentent encore qu'une part très faible de la production électrique. Cette part est plus élevée dans les pays riches, en raison du coût élevé de ce type de production.

L'enjeu d'une production énergétique durable et propre est contraint par son coût. L'atelier Ferdi-Iddri-MAE du 15 février 2013 sur *l'intégration de la durabilité environnementale dans les futurs objectifs du Millénaire pour le développement*²² a notamment souligné la difficulté de rendre compatible un développement économique fort à court terme avec l'adoption d'un modèle de production propre. Elle a également permis de rappeler le besoin spécifique d'un soutien financier et technique des pays vulnérables afin de les accompagner vers un modèle de production en faveur d'une croissance verte.

Au-delà de la promotion des énergies propres, l'amélioration de l'efficacité énergétique est également un levier de réduction des émissions polluantes. L'OWG retient un certain nombre d'indicateurs dans ce sens, notamment ceux-ci-dessous.

Figure 21 : Sources of electricity production (2011)



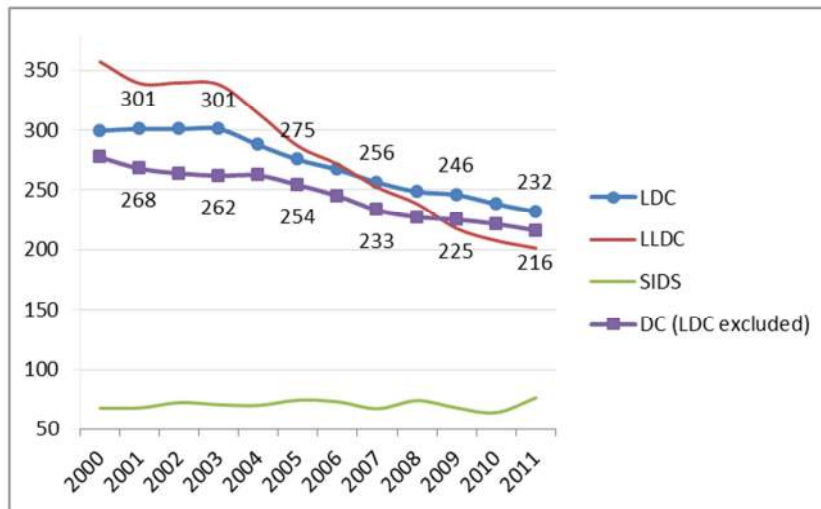
Source : World Bank (WDI)

²² Cet événement s'intégrait dans le processus de consultation lancé par le Programme des Nations Unies pour le développement et pour l'environnement (PNUD et PNUE) co-parrainé par la France et le Costa-Rica.

Cible proposée par l'OWG : 7.3 D'ici à 2030, multiplier par deux le taux mondial d'amélioration de l'efficacité énergétique

Les indicateurs et données disponibles permettant de suivre une telle cible ne sont pas légion. Rapportée au PIB, l'utilisation d'énergie en 2011 est en moyenne quasiment équivalente dans les PMA, les pays enclavés et les PED hors-PMA, alors que celle des SIDS est particulièrement faible (2.5 fois moins élevée). A titre de comparaison, l'utilisation d'énergie par unité de richesses produites des pays à revenu élevé de l'OCDE (non mentionnée dans la Figure 22 ci-dessous) représente la moitié de celle des PMA mais est légèrement supérieure à celle des SIDS.

Figure 22 : Energy use (kg of oil equivalent) per \$1,000 GDP (constant 2005 PPP)

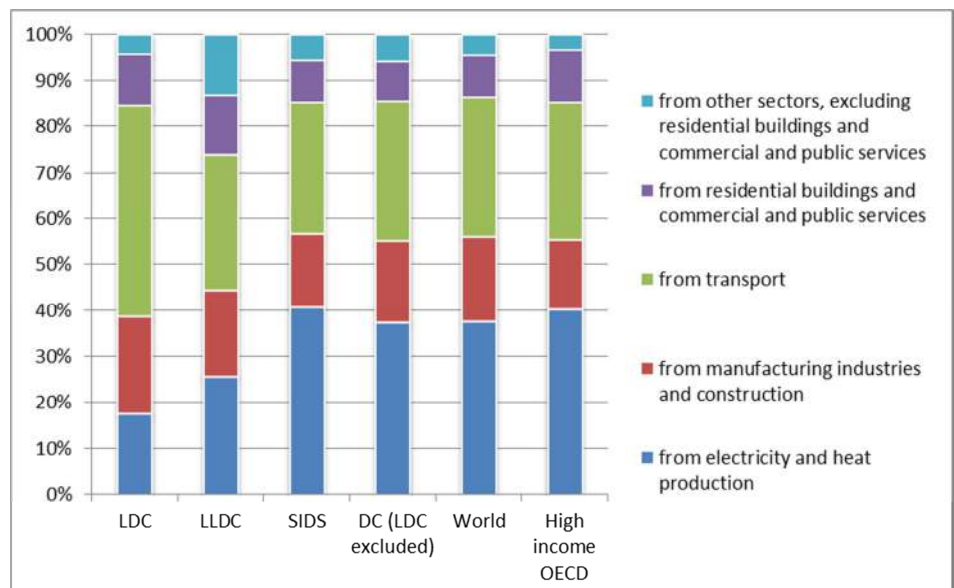


Source : World Bank (WDI)

La première source de CO₂ dans le monde est la production d'électricité et de chaleur, hormis dans les PMA où la production de CO₂ est d'abord imputable aux transports.

Les perspectives en matière d'efficacité énergétique diffèrent selon les types de pays. Par exemple beaucoup de pays émergents devraient voir leur nombre de véhicules en circulation augmenter très fortement ; illustrant cela, Virginie Raison

Figure 23 : Sources of CO₂ emissions (2011)



Source : World Bank (WDI)

(2010) prévoit que le nombre de véhicules en circulation en Chine passe de 76 millions en 2010 à 200 millions en 2015, avec un potentiel de croissance élevé à court et moyen terme si l'on fait

l'hypothèse que le nombre de véhicules pour 1000 habitants en Chine (143 en 2015) converge vers le niveau américain de 820 (chiffre en 2006). Or, Raisson (2010) souligne la très faible évolution technologique des transports routiers, faisant ainsi craindre une augmentation forte des émissions de CO₂ dans ces pays à court terme (sur le seul secteur des transports).

PRISE EN COMPTE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

L'adoption progressive de technologies moins polluantes est un des facteurs d'une lutte efficace contre le changement climatique et ses conséquences. Nous avons regroupé ici les ODD 7 et 13 en raison du lien évident entre les enjeux énergétiques et ceux relatifs au climat. Dans son ODD 13 « Prendre des mesures urgentes pour lutter contre le changement climatique et ses effets », l'OWG cible l'accroissement de la résilience des pays et leur capacité à s'adapter. Si les données manquent encore pour évaluer les efforts entrepris par les pays, il semble pertinent avant tout d'identifier la vulnérabilité de chaque pays au changement climatique.

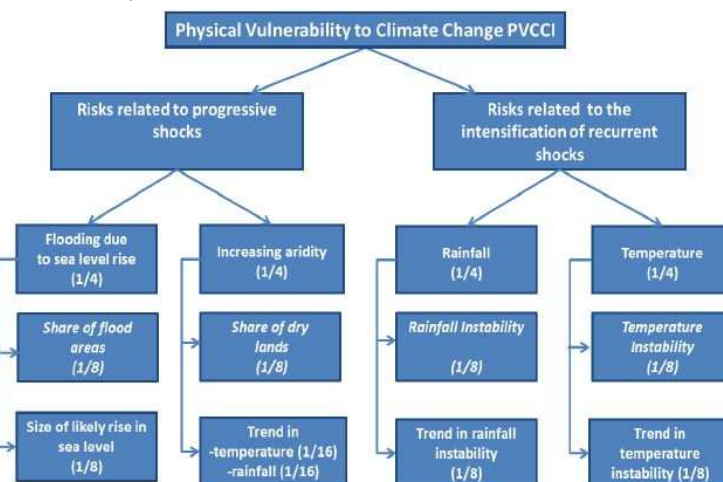
Un indicateur d'identification de la vulnérabilité physique au changement climatique. La croissance probablement élevée des émissions polluantes aura des conséquences néfastes pour l'ensemble des pays du monde. Les plus vulnérables à la fois économiquement et aux chocs climatiques devront recevoir l'appui de la communauté internationale pour faire face.

La Ferdi a développé un indicateur de vulnérabilité physique au changement climatique afin de mieux identifier les pays les plus concernés et exposés (Guillaumont & Simonet, 2011).

Cet indicateur est une moyenne pondérée de composants qui reflètent d'une part l'ampleur des chocs que chaque pays risque de subir et d'autre part son exposition structurelle aux chocs, chaque composant étant supposé capter les facteurs structurels. Les composants du PVCCI sont classés en deux familles (Figure 24) :

- ceux reflétant l'exposition aux chocs, à savoir la part des zones exposées à la montée du niveau de la mer, la part des zones exposées aux sécheresses, et l'instabilité des pluies, l'instabilité des températures.
- ceux reflétant l'ampleur des chocs potentiels : l'élévation prévisible du niveau de la mer, la tendance des niveaux de températures et de pluies, et les tendances dans l'instabilité des températures et des pluies

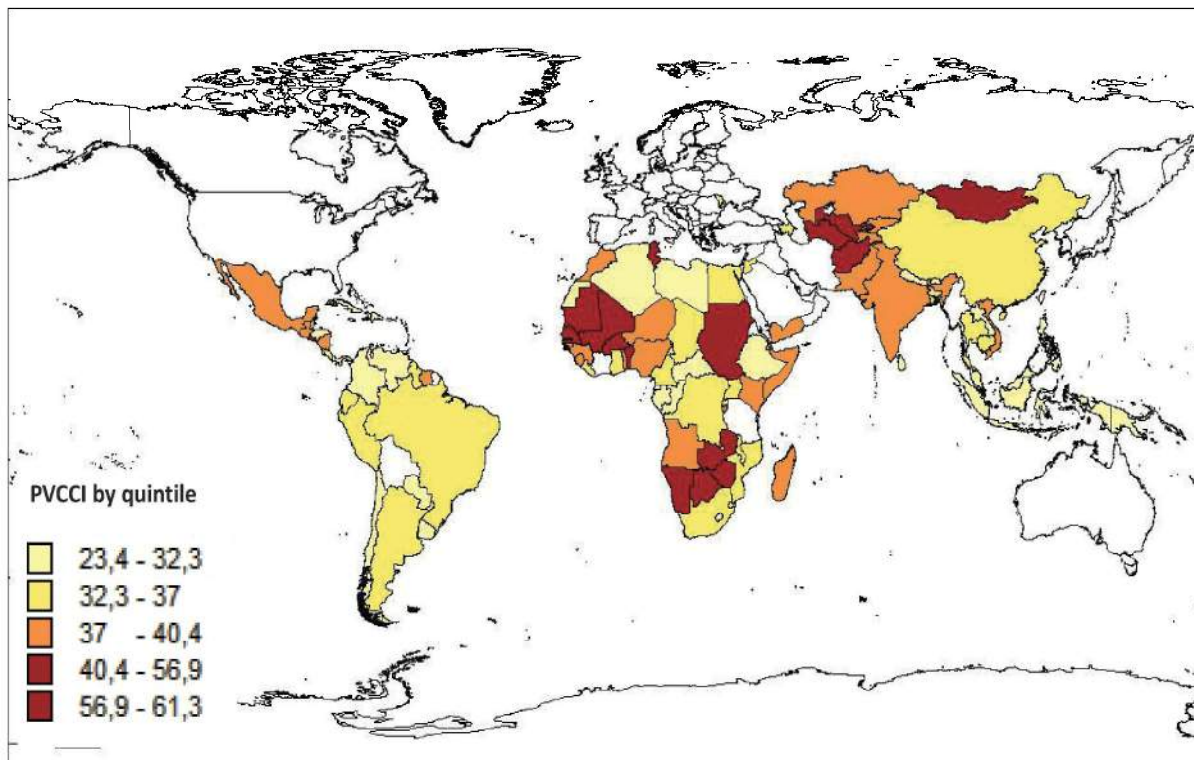
Figure 24 : Composition du PVCCI



NB: The boxes in the two last rows of the diagram refer to exposure components (*in italics*) and to size of the shocks components
 Source: Guillaumont & Simonet (2012)

La carte ci-dessous (Figure 25) illustre les résultats du PVCCI par pays. Les PMA apparaissent significativement plus vulnérables que les autres pays en développement, notamment l'Afghanistan, la Mauritanie, le Niger, le Soudan ou le Yémen. Le classement complet des pays est disponible dans (Guillaumont & Simonet, 2011) et à l'adresse suivante : <http://www.ferdi.fr/fr/indicateur/index-structural-vulnerability-climate-change>.

Figure 25: PVCCI (2011)



Source : (Guillaumont & Simonet, 2011)

ODD 8, 9, 10 & 12 : Croissance économique, infrastructures, emploi, inégalités et modes de production durable²³

Nous avons choisi délibérément de regrouper quatre des objectifs proposés par l'OWG en raison du lien évident entre la recherche d'une croissance économique durable et les questions d'emploi (ODD 8), l'industrialisation et les infrastructures (ODD 9), la réduction des inégalités (ODD 10) et l'adoption de modes de consommation et de production plus durables (ODD 12). Les indicateurs disponibles et bien renseignés pour les pays vulnérables relèvent essentiellement des ODD 8 et 9 proposés par l'OWG.

Les OMD plaçaient en 2000 le curseur du développement sur le soutien aux secteurs sociaux dans les pays en développement, sans faire de la croissance économique un objectif spécifique, considérant plutôt celle-ci comme un moyen : « *la réalisation de cet objectif (réduire de moitié l'extrême pauvreté) implique un accroissement sensible des taux de croissance économique par habitant. Or, ces taux de croissance seront fort variables d'un pays à l'autre, et nous sommes parvenus à la conclusion qu'il ne serait ni possible, ni utile pour la formulation des stratégies nationales, de fixer un objectif de croissance mondiale* » (CAD, 1996).

Le discours a aujourd'hui évolué dans le sens d'une promotion des déterminants de la création d'une valeur ajoutée forte, de qualité, de long terme et inclusive dans les cibles et objectifs. Celle-ci s'accompagne en outre par le renforcement de la prise en compte des questions d'emploi, un des reflets de la qualité de la croissance économique.

CIBLE ET INDICATEUR POUR UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE INCLUSIVE

Cible proposée par l'OWG : 8.1 Maintenir un taux de croissance économique par habitant adapté au contexte national et, en particulier, un taux de croissance annuelle du produit intérieur brut d'au moins 7 % dans les pays les moins avancés

Si une telle cible était retenue, elle devrait être définie par chaque pays, sur la base de son potentiel de croissance. Le rapport CNUCED 2013 sur les PMA (UNCTAD, 2013) estime que la croissance du PIB réel par tête sera de l'ordre de 6% l'an de 2014 à 2018 dans les PMA, contre 4,5% dans le monde, 6% dans les économies émergentes et 2,5% dans les pays développés. Ces moyennes masquent évidemment des différences potentielles significatives entre pays d'une même catégorie.

²³ Titre regroupant les ODD suivants :

Objectif 8. Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous

Objectif 9. Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation

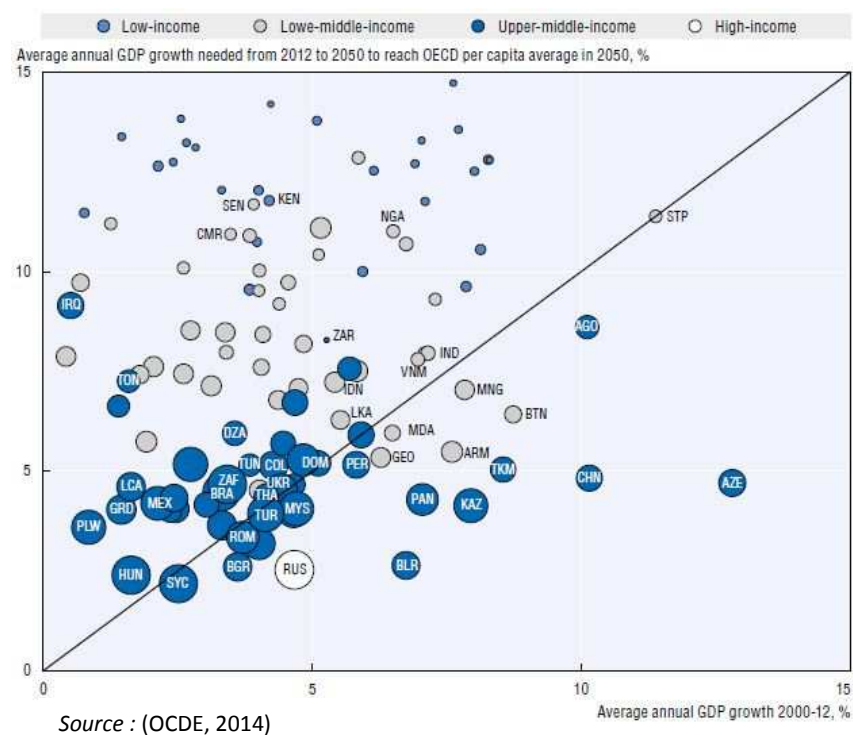
Objectif 10. Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein

Objectif 12. Instaurer des modes de consommation et de production durables

Sur la période 2009-2012, ce taux de croissance était de 5.1% dans les PMA, 2.9% dans le monde, 5.4% dans les économies émergentes et seulement 0.6% dans les pays développés²⁴.

Dans son édition 2014, le rapport OCDE « Perspectives du développement mondial » compare le taux de croissance moyen sur la période 2000-2012 de tous les pays avec le taux auquel chaque pays devrait croître pour atteindre le niveau moyen de PIB des pays de l'OCDE en 2050 (OCDE, 2014). La Figure 26 ci-dessous extraite de cette étude montre que les PRITS sont globalement proches, voire au-delà, des niveaux de convergence requis. En revanche, la majorité des PRITI et la totalité des pays à faible revenu sont en-deçà de ce niveau. Ces résultats restent néanmoins purement spéculatifs en raison de la grande incertitude dans l'évolution à moyen et long termes des trajectoires économiques de chaque pays.

Figure 26 : Comparison Annual GDP growth with annual GDP growth needed to reach OECD level in 2050



²⁴ PIB par tête calculé comme la moyenne pondérée de la croissance réelle de chaque pays (année de référence : 2000)

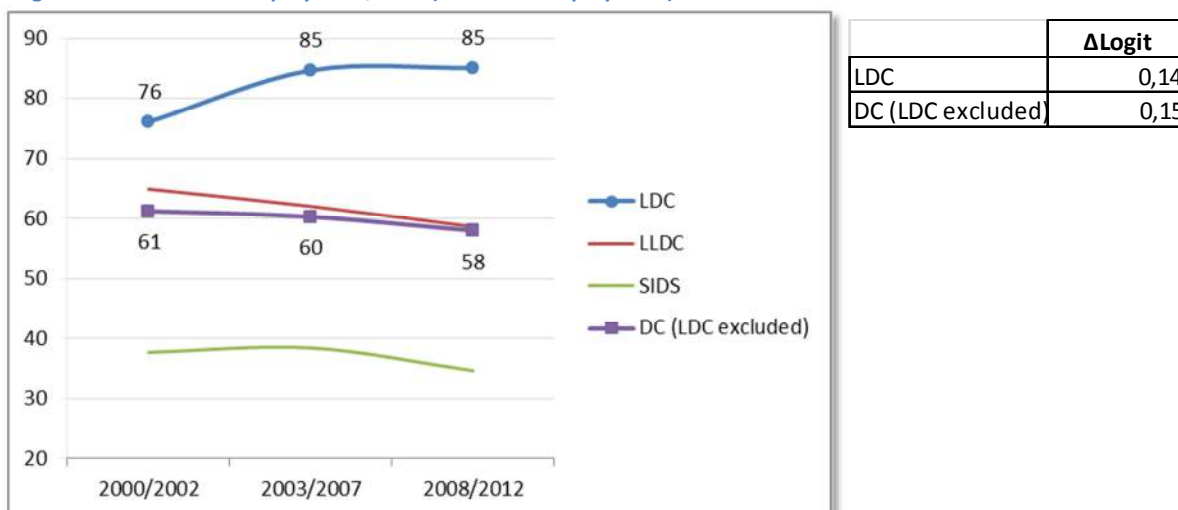
CIBLES ET INDICATEURS SUR LES QUESTIONS D'EMPLOI

L'emploi est souvent listé parmi les thématiques négligées par les OMD. Pourtant, elle faisait l'objet d'une cible spécifique (*OMD 1B : Assurer le plein-emploi et la possibilité pour tous d'avoir un emploi décent*), avec comme principal indicateur de suivi le niveau de l'emploi. L'OWG enrichit celle-ci avec une cible sur l'emploi des jeunes.

Cible proposée par l'OWG : 8.5 D'ici à 2030, parvenir au plein emploi productif et garantir un travail décent pour toutes les femmes et tous les hommes, y compris les jeunes et les personnes handicapées, et une rémunération égale pour un travail de valeur égale

Le pourcentage de la population en âge de travailler employée est plus élevé dans les PMA et les pays enclavés que dans les PEID et les non-PMA (Boussichas & al., 2013). Cette différence s'explique probablement par l'inconfort financier que provoque l'arrêt d'un travail, cet inconfort étant inversement proportionnel au niveau de revenu par tête du pays.

Figure 27 : Vulnerable employment, total (% of total employment)



Source : World Bank (WDI)

L'Organisation Internationale du Travail (OIT) renseigne la part que représentent les emplois vulnérables dans le total des emplois²⁵. Les données présentées ci-dessus dans la Figure 27 sont à considérer avec précaution au regard de la faible disponibilité des données. Ils montrent une grande vulnérabilité des emplois pour les 7 PMA renseignés²⁶, largement plus élevée que dans les autres PED (sur 76 pays).

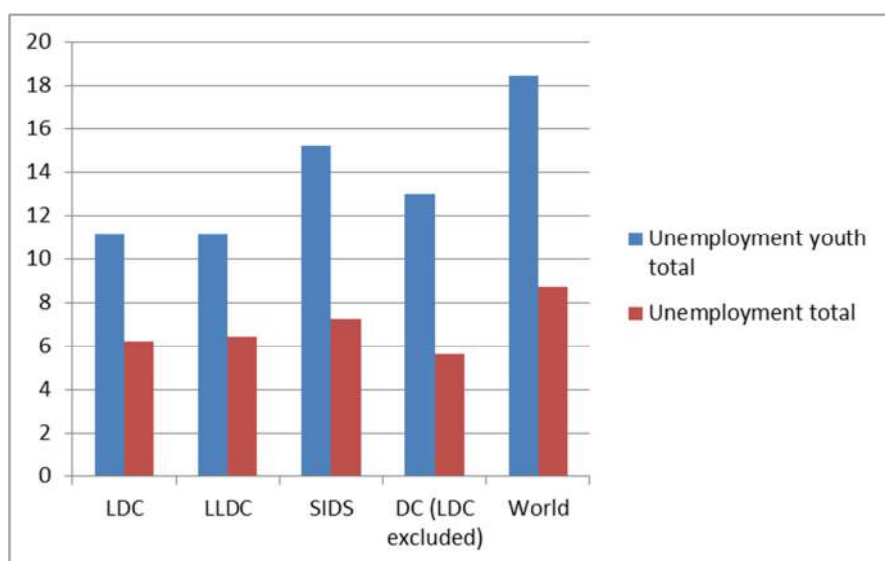
²⁵ Les emplois vulnérables sont ceux des travailleurs familiaux non rémunérés et ceux des personnes travaillant à leur compte en tant que pourcentage du total des emplois (OIT).

²⁶ Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Libéria, Tanzanie, Ouganda et Zambie

Cible proposée par l'OWG : 8.6 D'ici à 2020, réduire considérablement la proportion de jeunes qui n'ont pas d'emploi et ne suivent aucun enseignement ni aucune formation

Avec les mêmes limites statistiques que pour l'indicateur précédent, on observe un taux de chômage des jeunes moins élevé dans les PMA et les pays enclavés que dans les autres PED. La probable plus grande nécessité de travailler des populations pauvres explique vraisemblablement cette statistique (le même raisonnement expliquerait la participation des femmes au marché du travail plus élevée dans les pays vulnérables que dans les autres pays en développement : voir page 26). Le chômage des jeunes reste toutefois significativement supérieur au taux de chômage moyen, quelle que soit la catégorie de pays. Ce constat illustre l'universalité du problème de l'emploi des jeunes.

Figure 28 : Unemployment, youth total in 2012 (% of total labor force ages 15-24)



Source : International Labour Organization (ILO)

Cible proposée par l'OWG : 8.8 Défendre les droits du travail et promouvoir la sécurité sur le lieu de travail pour tous les travailleurs, y compris les travailleurs migrants, en particulier les migrantes, et ceux qui ont un emploi précaire

Considérée dans une acception large, la thématique du respect des droits des travailleurs peut être abordée par la composante du CPIA qui évalue les politiques gouvernementales de protection sociale et de régulation du marché du travail sur leur capacité à réduire le risque de devenir pauvre, à assister ceux qui sont pauvres à gérer ces risques et à assurer un niveau minimal de bien-être à tous les individus²⁷. En 2012, les PMA obtiennent un score moyen de 2.9, contre 3.1 pour chacune des deux catégories de PRI.

Une autre composante du CPIA estime la qualité des politiques d'inclusion sociale (en considérant plusieurs dimensions telles que notamment le genre, l'équité dans l'utilisation des ressources publiques ou le niveau de protection sociale et du travail)²⁸. En 2012, les PMA obtiennent un score

²⁷ CPIA social protection rating (1=low to 6=high)

²⁸ CPIA policies for social inclusion/equity cluster average (1=low to 6=high)

moyen également moins bon que pour chacune des deux catégories de PRI : 3.2 pour les PMA contre 3.4 pour les PRI.

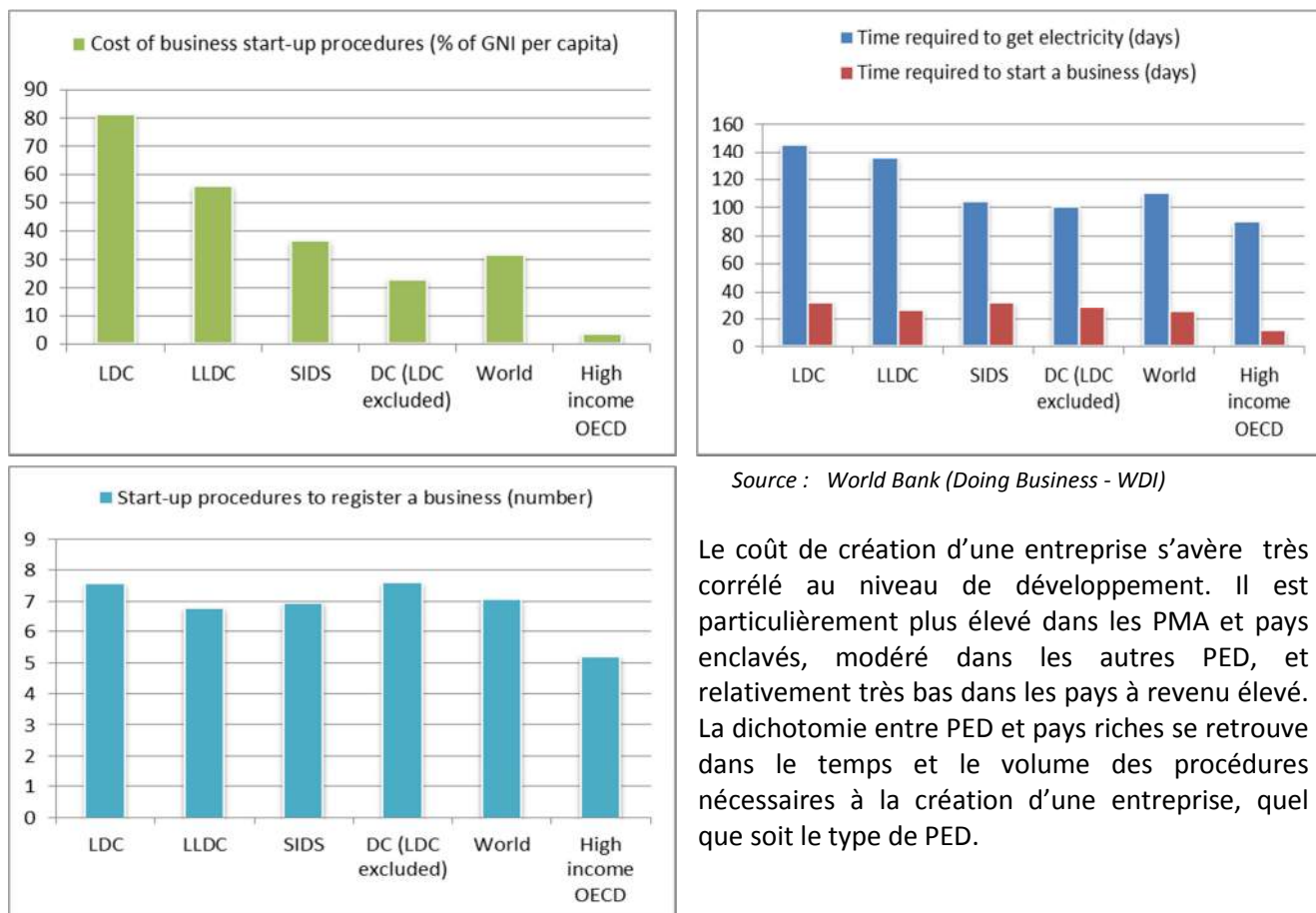
CIBLES ET INDICATEURS SUR L'ENVIRONNEMENT MACROÉCONOMIQUE

Dans sa proposition du 19 juillet 2014, l'OWG propose également une série de cibles visant à promouvoir les déterminants institutionnels du développement du tissu entrepreneurial.

Cible proposée par l'OWG : 9.3 Accroître, en particulier dans les pays en développement, l'accès des entreprises, notamment des petites entreprises industrielles, aux services financiers, y compris aux prêts consentis à des conditions abordables, et leur intégration au sein des chaînes de valeur et des marchés

Cible proposée par l'OWG : 9.5 Renforcer la recherche scientifique, perfectionner les capacités technologiques des secteurs industriels de tous les pays, en particulier des pays en développement, notamment en favorisant l'innovation et en augmentant de [x] % le nombre de personnes travaillant dans le secteur de la recherche et du développement pour un million d'habitants et en accroissant les budgets consacrés à la recherche et au développement dans les secteurs public et privé d'ici à 2030

Figure 29: Cost, time and procedures to start-up a business (in 2013)



Source : World Bank (Doing Business - WDI)

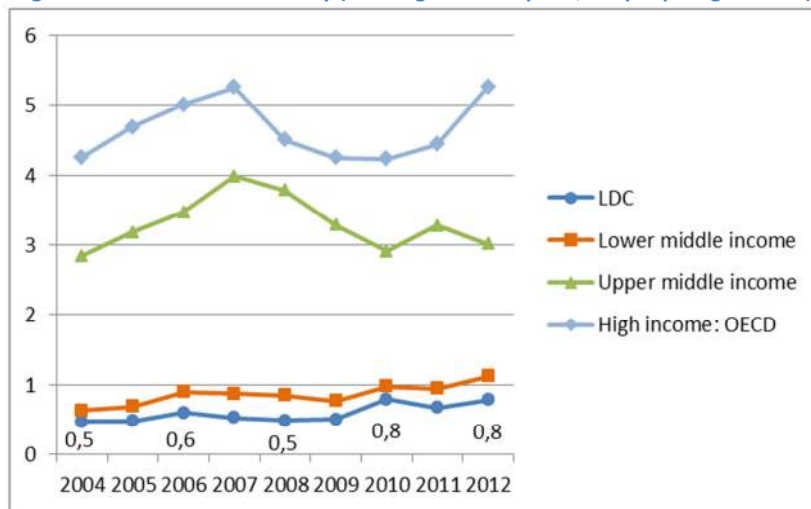
Le coût de création d'une entreprise s'avère très corrélé au niveau de développement. Il est particulièrement plus élevé dans les PMA et pays enclavés, modéré dans les autres PED, et relativement très bas dans les pays à revenu élevé. La dichotomie entre PED et pays riches se retrouve dans le temps et le volume des procédures nécessaires à la création d'une entreprise, quel que soit le type de PED.

Illustrant les trois cibles ci-dessus, la série de données « *Doing Business* ²⁹ » de la Banque mondiale évalue les conditions de création d’une entreprise (temps, coût, procédures) dans tous les pays.

Ces différences expliquent pour partie l’écart de dynamisme en matière de création d’entreprises constaté sur la Figure 30 ci-dessous :

Les nouvelles inscriptions d’entreprises (mesurées ici pour 1000 personnes âgées de 15 à 64 ans)³⁰ sont trois fois plus importantes dans les PRITS et six fois plus importantes dans les pays à revenu élevé que dans les PMA et PRIT³¹. Ces contraintes à la création d’entreprises peuvent expliquer en partie le poids de l’économie informelle plus élevé dans les PED (voir page 46 la cible consacrée à cette problématique).

Figure 30: New business density (new registrations per 1,000 people ages 15-64)



Source : World Bank (WDI)

L’une des composantes du CPIA évalue dans quelle mesure la politique macroéconomique, les lois et le cadre réglementaire des affaires sont propices aux investissements privés et au dynamisme des activités économiques privées (*CPIA business regulatory environment rating*).

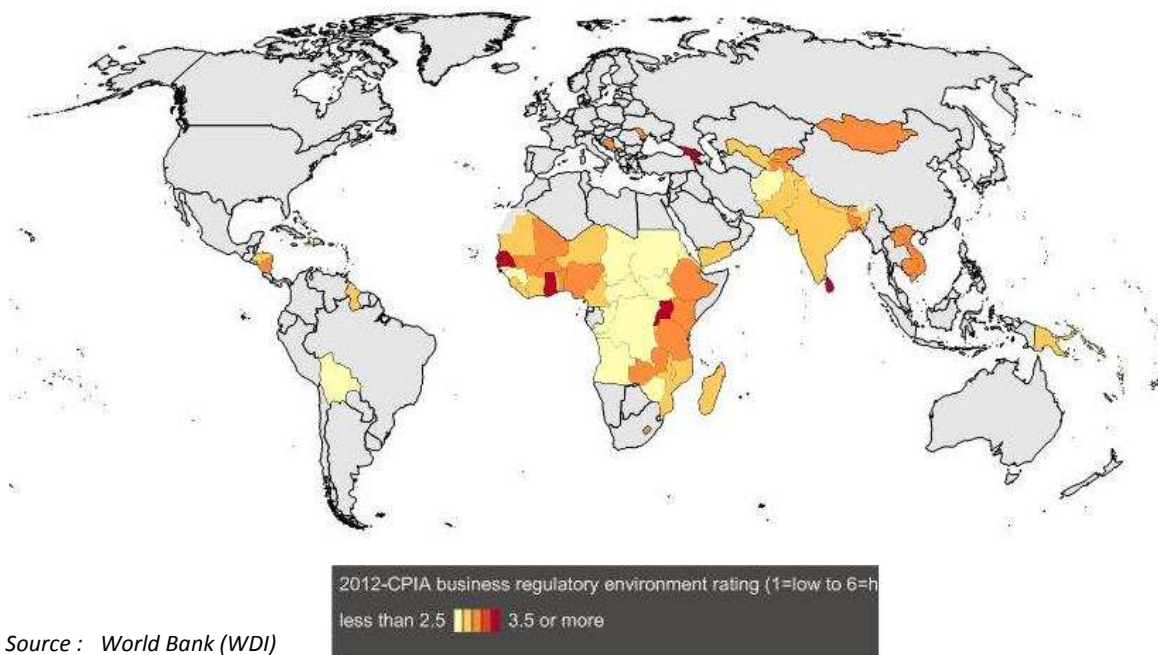
La Figure 31 ci-dessous montre une plus grande faiblesse du cadre politique et institutionnel macroéconomique en Afrique centrale par rapport à l’Afrique de l’Ouest et de l’Est.

²⁹ <http://www.doingbusiness.org/data/exploretopics/starting-a-business>

³⁰ Les nouvelles entreprises inscrites correspondent au nombre de nouvelles sociétés à responsabilité limitée inscrites pendant l’année civile.

³¹ Les données pour les PEID et les PDSL sont proches de celles des PMA. Nous ne les faisons pas apparaître pour ne pas alourdir la figure.

Figure 31: CPIA business regulatory environment rating (1=low to 6=high)



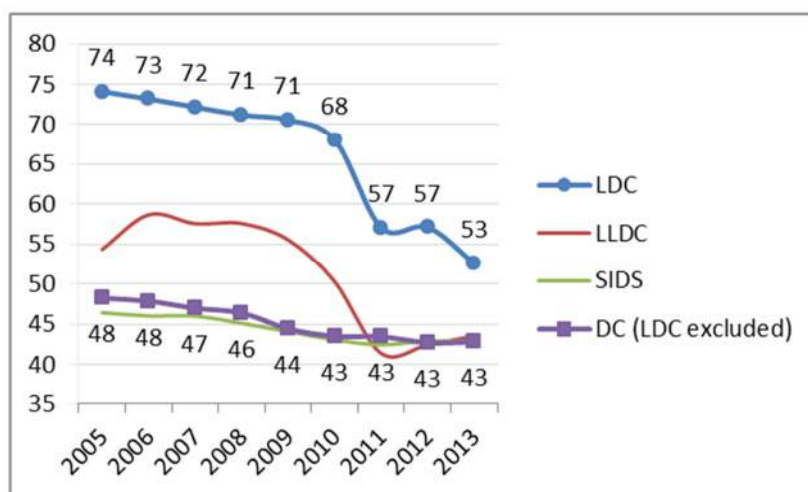
Source : World Bank (WDI)

Les scores des catégories de pays sont croissants avec leur niveau de revenu : les PMA obtiennent un score moyen de 3.0, alors que les 41 PRITI considérés par le CPIA sont crédités d'un score moyen de 3.2, et les 7 PRITS³² un score moyen de 3.4 (un score élevé indiquant une meilleure performance).

Cible proposée par l'OWG : 17.1 Améliorer, notamment grâce à l'octroi d'une assistance internationale aux pays en développement, la mobilisation de ressources nationales en vue de renforcer les capacités nationales de collecte de l'impôt et d'autres recettes

En matière de fiscalité, la Figure 32 ci-contre montre une convergence progressive des taux d'imposition totale des entreprises³³ vers un point proche des 43%. Les PMA restent les plus éloignés de ce point, mais leur taux a fortement baissé ces dernières années pour se rapprocher du taux des autres pays.

Figure 32 : Total tax rate (% of commercial profits)

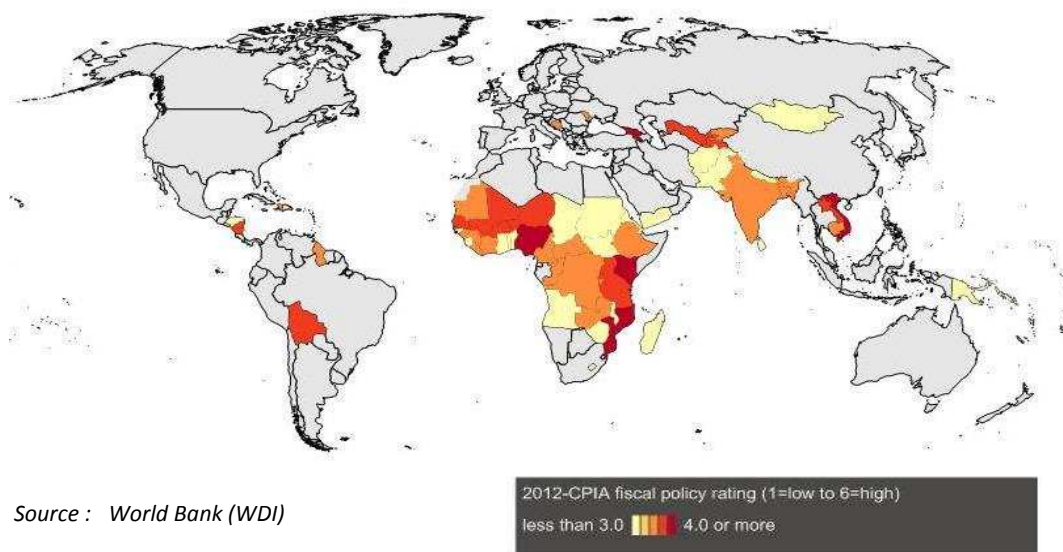


Source : World Bank (Doing Business - WDI)

³² Bosnie-Herzégovine, Dominique, Grenades, Maldives, St Lucie, St Vincent et Grenadines, Tuvalu

³³ Le taux d'imposition total mesure le montant des taxes et des cotisations obligatoires dues par les entreprises après la déclaration des déductions et exemptions autorisées en tant que part des bénéfices commerciaux. Les impôts retenus (comme les impôts sur le revenu des particuliers) ou collectés et remis à l'administration fiscale (comme les taxes sur la valeur ajoutée, les taxes sur le chiffre d'affaires ou les taxes sur les biens et services) ne sont pas comptabilisés.

Figure 33 : CPIA fiscal policy rating (1=low to 6=high) - 2012

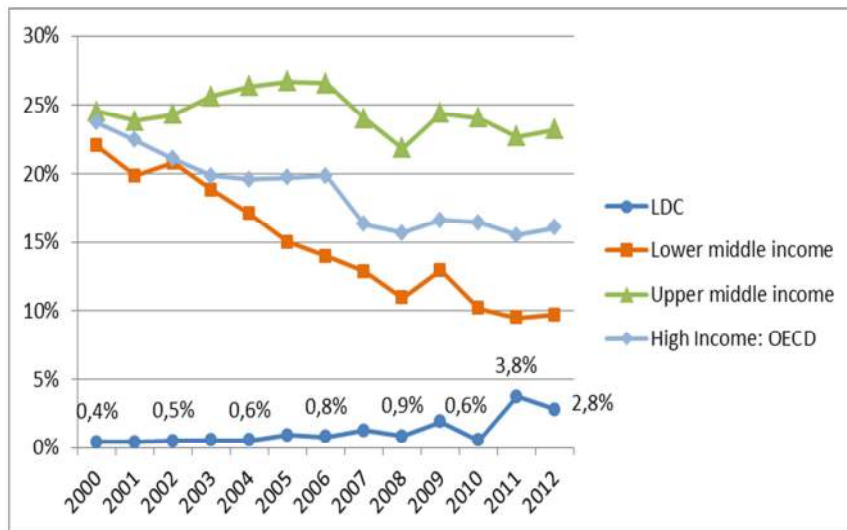


Le CPIA contient une composante évaluant la soutenabilité de la politique fiscale et son impact sur la croissance (*CPIA fiscal policy rating*). En 2012, les PMA obtiennent un score moyen de 3.3, les 41 PRITI un score moyen de 3.4, et les 7 PRITS³⁴ un score moyen de 3.0.

Cible proposée par l’OWG : 8.2 Parvenir à un niveau élevé de productivité économique par la diversification, la modernisation technologique et l’innovation, notamment en mettant l’accent sur les secteurs à forte valeur ajoutée et à forte intensité de main-d’œuvre

La part des produits de haute technologie dans la valeur monétaire des exportations³⁵ est beaucoup plus faible dans les PMA que dans les autres pays. Cette part diminue cependant dans les pays à revenu élevé et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure alors qu’elle reste à un niveau élevé dans les PRITS (Figure 34). Le cas des SIDS et des pays enclavés (non mentionnés dans la Figure 34)

Figure 34: High-technology exports (% of manufactured exports)



Source : World Bank (WDI)

³⁴ Bosnie-Herzégovine, Dominique, Grenades, Maldives, St Lucie, St Vincent et Grenadines, Tuvalu

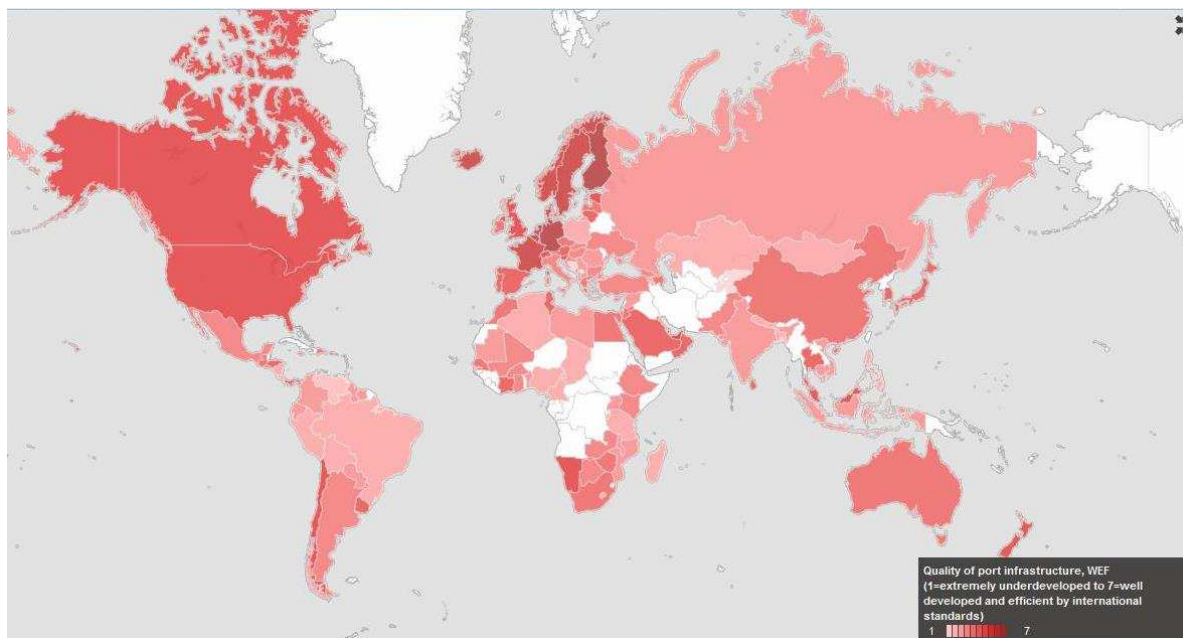
³⁵ Les exportations de haute technologie sont des produits avec une haute intensité en recherche et développement, telle que dans l'aérospatial, l'informatique, les produits pharmaceutiques, les instruments scientifiques et la machinerie électrique.

est semblable à celui des PMA, à l'exception du Kazakhstan (30%) et de l'Ouganda (21%).

Cible proposée par l'OWG : 9.1 Mettre en place une infrastructure résiliente, durable, fiable et de qualité, y compris une infrastructure régionale et transfrontière, pour favoriser le développement économique et le bien-être de la population, en mettant l'accent sur un accès universel, à un coût abordable et dans des conditions d'équité

Un indicateur du rapport annuel sur la compétitivité mondiale du *World Economic Forum* évalue la qualité des infrastructures portuaires³⁶. Il s'agit d'un score prenant une valeur comprise entre 1 pour des infrastructures extrêmement sous-développées à 7 pour des infrastructures bien développées et efficaces selon les standards internationaux. Selon cette mesure, les pays à revenus élevés de l'OCDE obtiennent un score moyen de 5.3, largement plus élevé que les pays en développement dont les scores sont corrélés avec le niveau de revenu : 3.9 pour les PRITS, 3.6 pour les PRITI, et 3.2 pour les PMA. La carte ci-dessous permet de voir que nombre de pays les moins bien dotés se situent en Afrique subsaharienne :

Figure 35: Quality of port infrastructure (2013)



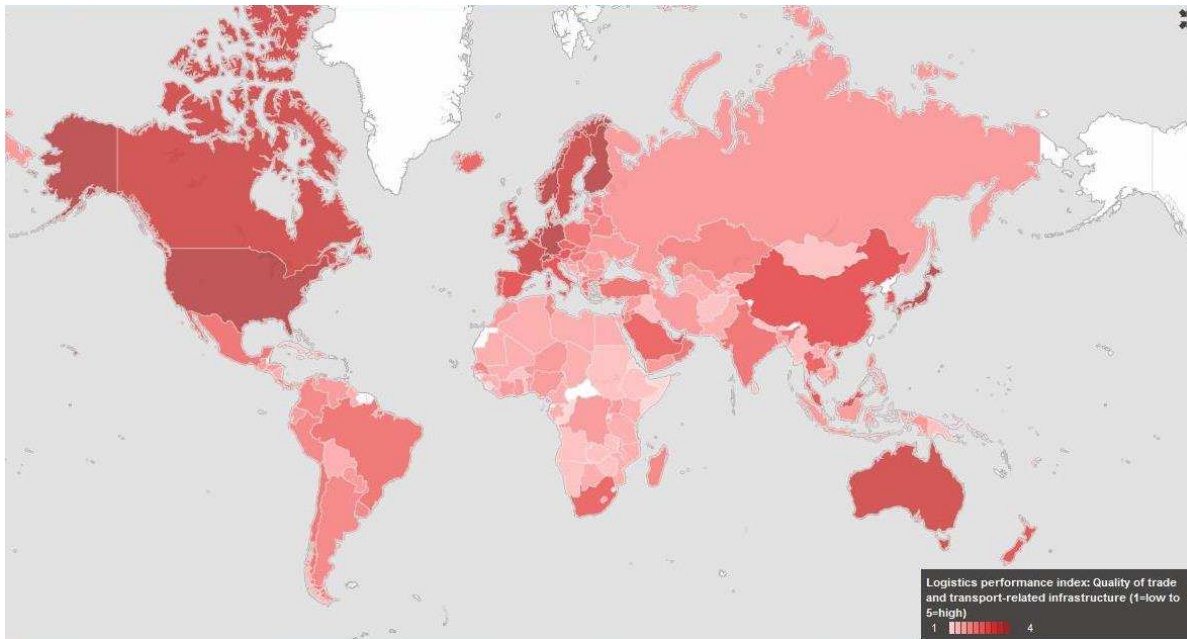
Source: World Economic Forum & World Bank (WDI)

³⁶ La qualité de l'infrastructure portuaire mesure la perception des dirigeants d'entreprises à l'égard des installations portuaires de leur pays. Les données sont tirées de l'enquête auprès des dirigeants d'entreprises du Forum économique mondial qui est réalisée annuellement depuis 30 ans en collaboration avec 150 institutions partenaires. Plus de 13 000 participants de 133 pays ont participé à la dernière édition. L'échantillonnage suit une stratification double basée sur la taille de l'entreprise et de secteur d'activité. Les données sont recueillies en ligne ou lors d'entretiens en personnes. Les réponses sont agrégées en utilisant une moyenne sectorielle pondérée. Les données pour l'année la plus récente sont combinées avec celle de l'année précédente pour créer une moyenne mobile sur deux ans. Les notes attribuées vont de 1 (infrastructures portuaires considérées comme extrêmement sous-développées) à 7 (infrastructures portuaires considérées comme efficaces au regard des normes internationales). L'enquête a demandé aux répondants des pays enclavés dans quelle mesure les installations portuaires sont accessibles (1= extrêmement inaccessibles et 7= extrêmement accessibles). Source de cette note : Banque mondiale.

Un autre indicateur, développé par la Banque mondiale, évalue la qualité de l'infrastructure commerciale et des transports (Indice de performance logistique). Il s'agit également d'un score par pays dont la valeur est comprise entre 1 pour une qualité faible et 5 pour une qualité élevée³⁷.

Les résultats pour 2012 sont comparables à ceux de 2013 pour l'indicateur précédent, à savoir une qualité d'infrastructures plus grande dans les pays à revenus élevés de l'OCDE (score moyen de 3.7) et une corrélation avec le niveau de revenu : 2.7 pour les PRITS, 2.4 pour les PRITI, et 2.2 pour les PMA. La carte ci-dessous permet de confirmer le constat précédent d'une qualité moindre des infrastructures en Afrique subsaharienne :

Figure 36: Logistics performance index: Quality of trade and transport-related infrastructure (2012)



Source: World Bank and Turku School of Economics

³⁷ Les données de l'indice sont tirées des enquêtes sur l'indice de la performance de la logistique réalisées par la Banque mondiale en partenariat avec des institutions universitaires et internationales ainsi que des sociétés privées et des personnes actives sur le marché de la logistique internationale. La dernière édition de l'enquête compte plus de 5 000 évaluations de pays réalisées par près de 1 000 transitaires internationaux. Les répondants évaluent huit marchés en attribuant une note de 1 (pire) à 5 (meilleur) à six dimensions clés de ces marchés. Les marchés sont choisis en fonction des marchés d'importations et d'exportations les plus importants dans le pays du répondant et d'une sélection au hasard et, pour les pays enclavés, en fonction des pays voisins par lesquels ils doivent transiter pour avoir accès aux marchés internationaux. Les détails relatifs à la méthodologie de l'enquête sont disponibles dans le rapport publié par M. Arvis et d'autres auteurs, intitulé *Connecting to Compete 2010 : Les répondants ont évalué la qualité des infrastructures relatives au commerce et au transport* (par ex. ports, chemins de fer, routes, technologies de l'information) sur une échelle allant de 1 (très faible) à 5 (très élevée). Source de cette note : Banque mondiale.

Cible proposée par l’OWG : 8.3 Promouvoir des politiques axées sur le développement qui favorisent des activités productives, la création d’emplois décents, l’entrepreneuriat, la créativité et l’innovation et encouragent l’officialisation et la croissance de microentreprises et de petites et moyennes entreprises, y compris par l’accès aux services financiers

Une étude la Banque mondiale (Schneider, Buehn, & Montenegro, 2010) estime le poids de l’économie informelle de 162 pays. En pourcentage du PIB « officiel », ce poids est évalué à près de 40% en moyenne en Afrique subsaharienne, 36.5% dans les pays d’Asie centrale, contre 13.5% dans les pays à revenu élevé de l’OCDE (données pour 2007 – voir Figure 37 ci-dessous).

Cette étude montre également une réduction progressive de l’économie informelle durant les années 2000. Selon ces auteurs, les déterminants de la formalisation sont le poids de la fiscalité et de la régulation du marché du travail, la qualité des biens et services publics, et la santé de l’économie formelle.

Figure 37: Size of the Shadow Economy by country, in 2007



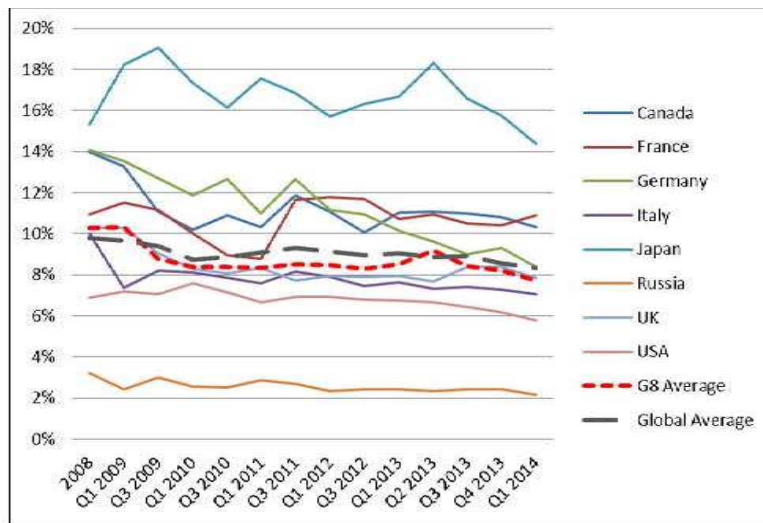
Source: (Schneider, Buehn, & Montenegro, 2010)

AUTRE CIBLES ET INDICATEURS

Cible proposée par l'OWG : 10.c D'ici à 2030, faire baisser au-dessous de 3 % les coûts de transaction des envois de fonds effectués par les migrants et éliminer les couloirs de transfert de fonds dont les coûts sont supérieurs à 5 %

L'initiative Remittance Prices Worldwide, financée par la Banque mondiale, fournit des données sur les frais d'envoi et de réception associés aux transferts de sommes d'argent relativement petites d'un pays à l'autre. Dans son rapport 2014 (World Bank, 2014), il apparaît que d'importantes disparités persistent entre les pays du G8 sur le coût d'envoi de fonds des migrants.

Figure 38: Average costs of transfers in G8 countries (% of amounts transferred)



Source: Figure extraite du rapport *Remittance Prices Worldwide Report 2014* (World Bank, 2014)

Ce même rapport nous apprend que les coûts sont plus élevés pour les transferts effectués vers l'Afrique subsaharienne. Dans le monde, le pourcentage moyen prélevé sur un transfert est de 8.4% en 2014. Il est de 6.2% en Amérique latine, 6.6% en Asie du Sud, 8.3% au Moyen Orient et en Afrique du Nord, 8.5% en Asie de l'Est et dans le Pacifique, et 11.7% en Afrique subsaharienne.

ODD 11 : Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables

Le programme des Nations Unies pour l'habitat (UN Habitat) prévoit que d'ici 2050 70% de la population mondiale vivra dans une aire urbaine, soit 3 milliards d'individus supplémentaires par rapport à aujourd'hui³⁸. Raison (2010) estime que la population urbaine vivant dans des bidonvilles (plus d'un milliard de personnes aujourd'hui) augmentera plus vite que la population urbaine totale pour atteindre 1,4 milliard d'individus en 2020.

L'Afrique subsaharienne devrait compter le plus grand contingent de personnes vivant dans des taudis en 2020 avec 390 millions d'individus, contre 371 millions en Asie du Sud, 300 en Asie de l'Est, 163 millions en Amérique latine et Caraïbes, 91 millions en Afrique du Nord et Moyen-Orient et 80 millions en Asie du Sud-Est.

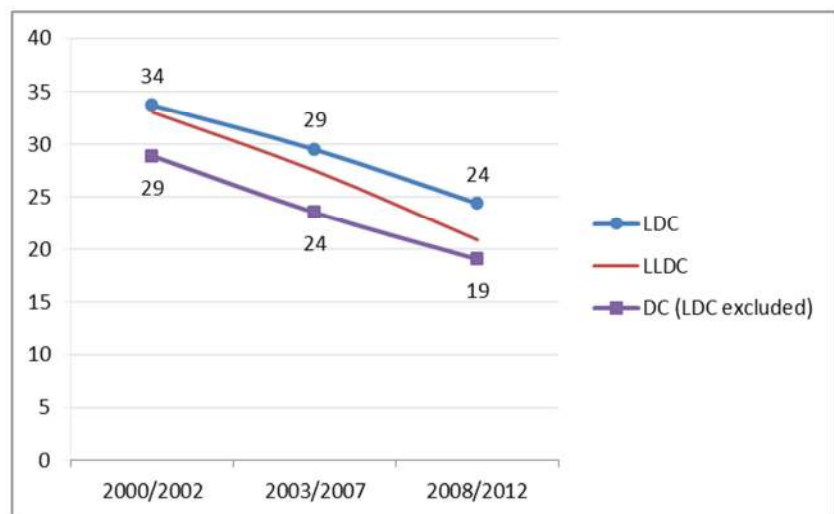
Ces prévisions impliquent de considérer avec attention les problématiques urbaines, notamment la qualité des logements et les conditions de vie dans les villes. L'OWG considère à ce titre un objectif spécifique sur les espaces urbains.

Cible proposée par l'OWG : 11.1 D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à un logement et des services de base adéquats et sûrs, à un coût abordable, et moderniser les bidonvilles

La pauvreté est un puissant facteur d'exclusion en matière d'habitat salubre. La pauvreté urbaine tend à diminuer dans tous les pays en développement (Figure 39).

L'écart entre les PMA, les pays enclavés et les autres PED est plus réduit dans les villes qu'au niveau national (voir l'objectif 1 illustré par la Figure 1 page 11 pour comparaison avec la pauvreté au niveau national).

Figure 39: Poverty headcount ratio at urban poverty line (% of urban population)

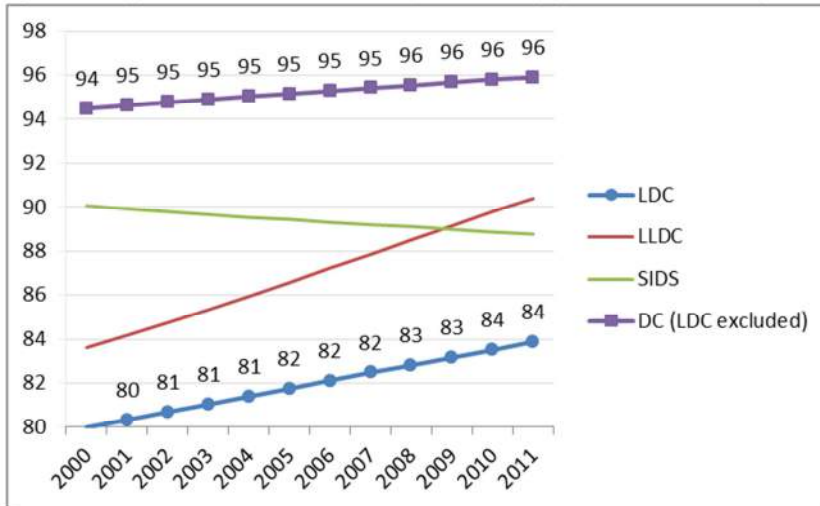


Source : World Bank (WDI)

Un bon proxy du niveau des services de base est l'accès à une source d'eau potable et à un service d'assainissement. L'accès à une source d'eau potable est désormais quasiment universel dans les PED hors PMA (96%) et en progrès constant dans les PMA et les pays enclavés où, respectivement, seuls 16% et 9% de la population urbaine n'a pas accès à une source d'eau potable. La situation des PEID est contrastée avec un niveau d'accès relativement élevé (89%) mais en baisse légère et constante depuis 2000 (Figure 40).

³⁸ <http://unhabitat.org/urban-initiatives-2/post-2015-agenda/>

Figure 40: Improved water source, urban (% of urban population with access)



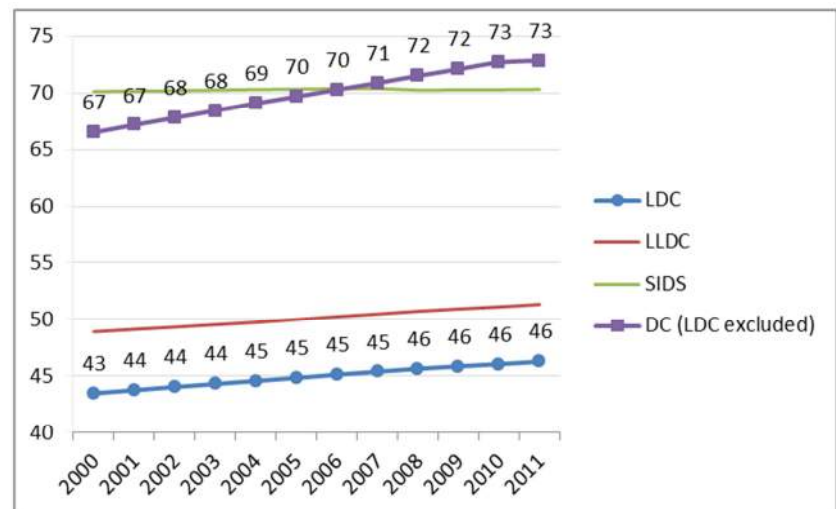
Source : World Bank (WDI)

L'accès à l'eau potable est significativement meilleur dans les villes que dans les zones agricoles, particulièrement dans les PMA où le taux d'accès est de 84% pour les populations urbaines contre seulement 57% pour les populations rurales (voir la Figure 18 page 28 pour l'accès à l'eau potable dans les zones rurales).

En revanche, et à l'instar des zones rurales, l'accès à des infrastructures d'assainissement améliorées dans les villes est plus contraint que l'accès à l'eau potable (voir Figure 19 page 29).

La Figure 41 ci-contre montre qu'un quart des urbains des PED hors-PMA et plus de la moitié des urbains des PMA n'ont pas accès à de telles infrastructures. Les populations urbaines des pays enclavés et des PEID souffrent également d'un accès limité (respectivement 51% et 70%).

Figure 41: Improved sanitation facilities, urban (% of urban population with access)

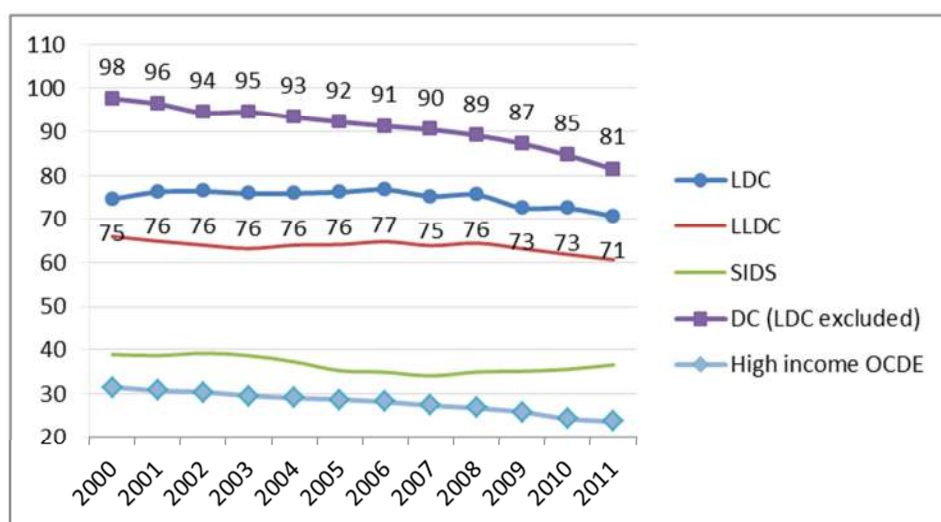


Source : World Bank (WDI)

Cible proposée par l'OWG : 11.6 D'ici à 2030, réduire l'impact environnemental négatif des villes par habitant, y compris en accordant une attention particulière à la qualité de l'air et à la gestion, notamment municipale, des déchets

Pour mesurer la qualité de l'environnement dans les villes, la base de données WDI renseigne l'indicateur PM10 qui estime le niveau moyen d'exposition annuelle des résidents en milieu urbain aux matières particulaires dans l'air (travail fondé sur les travaux du département environnement et recherches sur le développement de la Banque mondiale (2006))³⁹. Il apparaît que la qualité de l'air des villes s'améliore globalement depuis 2000, et ce dans toutes les catégories de pays. En niveau, les villes des PED hors-PMA sont les plus polluées avec une exposition aux particules fines environ 14% supérieure aux villes des PMA, et quatre fois plus que les villes des pays à revenu élevé (Figure 42). Les villes des pays enclavés ont des niveaux de pollution légèrement inférieure aux PMA alors que les villes des SIDS sont peu polluées.

Figure 42: PM10, country level (micrograms per cubic meter)



Source : World Bank (WDI)

Enfin, en se basant sur l'indicateur de développement urbain (IDU) développé par UN-Habitat dans les années 1990 et qui mesure la qualité de vie générale dans les villes, Raisson (2010) rappelle que « la qualité de l'environnement urbain reste liée, pour l'essentiel au niveau de développement économique ». L'indice de prospérité des villes récemment développé par UN-Habitat pour remplacer l'IDU confirme la force de ce lien (UN-Habitat, 2013).

³⁹ PM10, au niveau du pays (microgrammes par mètre cube) : Les concentrations d'émissions de particules désignent les fines particules en suspension de moins de 10 microns de diamètre (PM10) qui sont capables de pénétrer dans les voies respiratoires et de causer d'importants dommages à la santé. Les données pour les pays et les regroupements par région et par groupes de revenu sont les niveaux de PM10 pondérés par population urbaine dans les zones résidentielles des villes comptant plus de 100 000 habitants. Les estimations représentent le niveau moyen d'exposition annuelle des résidents en milieu urbain aux matières particulaires dans l'air. L'état des technologies et contrôles de pollution d'un pays est un facteur déterminant des concentrations de matières particulaires. Source de cette note : Banque mondiale.

ODD 14 et 15 : Utilisation durable des ressources naturelles et conservation des écosystèmes et de la biodiversité⁴⁰

Complémentaires des enjeux traités dans l'objectif « Energie et changements climatiques », les questions environnementales sont considérées par l'OWG dans deux objectifs (l'ODD 14 sur la préservation des ressources marines et l'ODD 15 sur la protection des écosystèmes et de la biodiversité) que nous rassemblons ici. Les données disponibles dans WDI permettent de suivre les cibles ci-dessous.

Cible proposée par l'OWG : 15.5 Prendre d'urgence des mesures énergiques pour réduire la dégradation du milieu naturel, mettre un terme à l'appauvrissement de la biodiversité et, d'ici à 2020, protéger les espèces menacées et prévenir leur extinction

L'indice des avantages pour la diversité du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) permet d'évaluer le niveau de la biodiversité d'un pays⁴¹. Les données n'étant disponibles que pour 2005 et 2008, elles ne permettent pas encore d'évaluer l'évolution de la biodiversité. Elles indiquent une biodiversité beaucoup plus grande dans les PED hors-PMA (indice égal à 46 pour un maximum de 100) que dans les trois catégories de pays vulnérables (indice égal à 7). L'enjeu de la cible est de maintenir ces niveaux d'indice à l'avenir.

L'une des composantes de l'indicateur CPIA évalue pour chaque pays éligible à l'IDA dans quelle mesure les politiques environnementales favorisent la protection et l'utilisation durable des ressources naturelles et la gestion de la pollution.

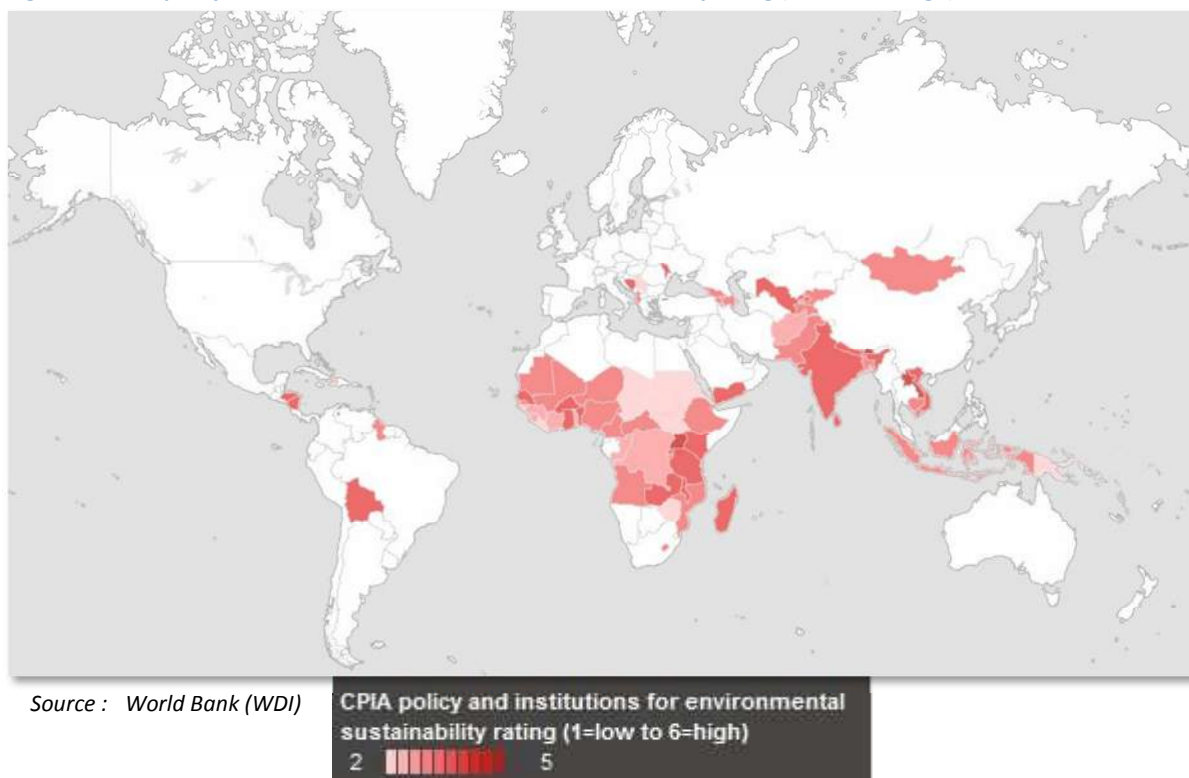
Les scores des catégories de pays sont croissants avec leur niveau de revenu (Figure 43 ci-dessous) : les PMA obtiennent un score moyen de 3.0, les 41 PRITI un score moyen de 3.2, et les 7 PRITS⁴² un score moyen de 3.7.

⁴⁰ L'objectif présenté ici regroupe les ODD 14 et 15 proposés par l'OWG : *Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable* (ODD 14), et *Préserver et remettre en état les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité* (ODD 15)

⁴¹ L'indice des avantages pour la diversité du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) est un indice composé du potentiel relatif à la biodiversité de chaque pays en fonction des espèces présentes dans chaque pays, de leur statut en termes de menace et de la diversité des types d'habitat dans chaque pays. L'indice a été normalisé pour que les valeurs aillent de 0 (aucun potentiel de biodiversité) à 100 (potentiel de biodiversité maximal). Source de cette note : Banque mondiale.

⁴² Bosnie-Herzégovine, Dominique, Grenades, Maldives, St Lucie, St Vincent et Grenadines, Tuvalu

Figure 43: CPIA policy and institutions for environmental sustainability rating (1=low to 6=high)



La base de données WDI renseigne également sur le nombre d'espèces mammifères, de poissons, d'oiseaux, et végétales menacées. Les quatre graphiques ci-dessous indiquent le nombre d'espèces menacées hébergées par chaque pays et témoignent que le problème est universel.

Figure 44: Mammal species, threatened (2013)

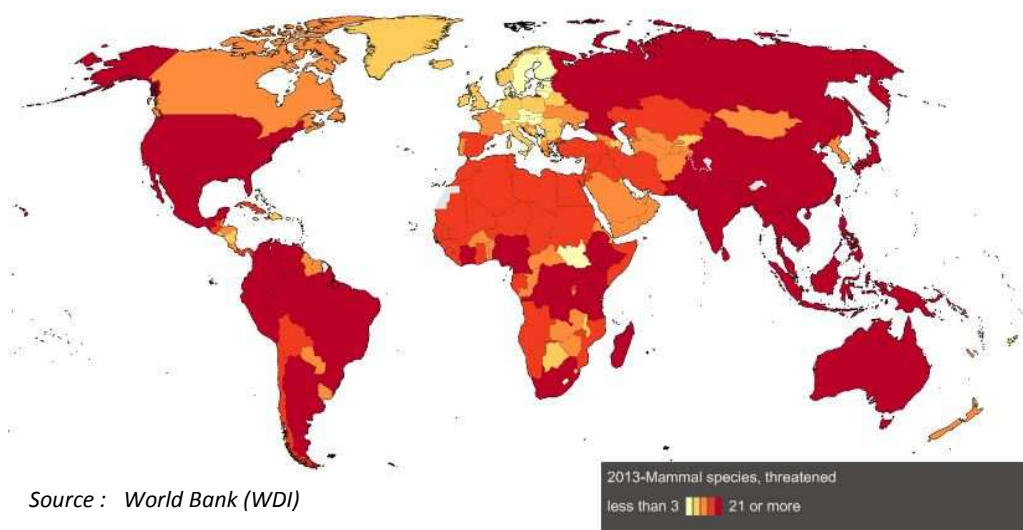


Figure 45: Bird species, threatened (2013)

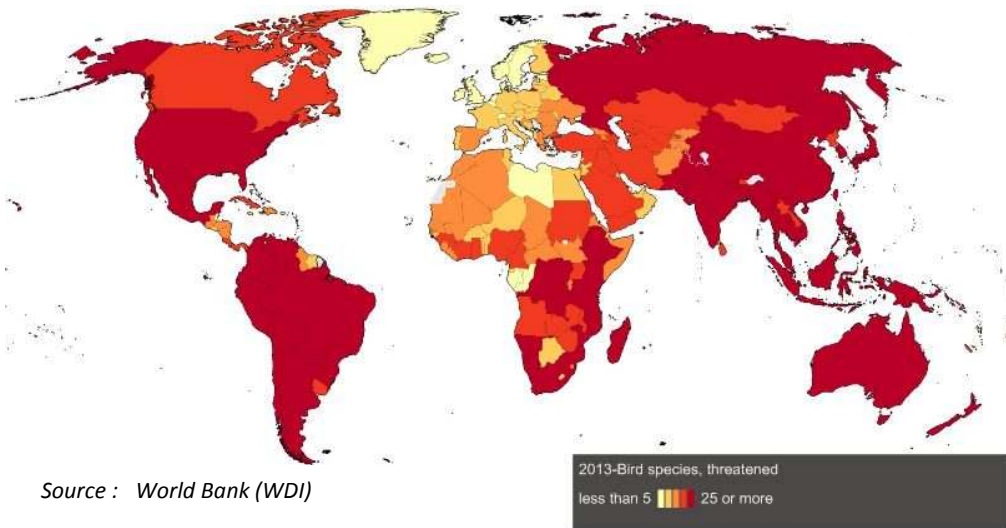


Figure 46: Fish species, threatened (2013)

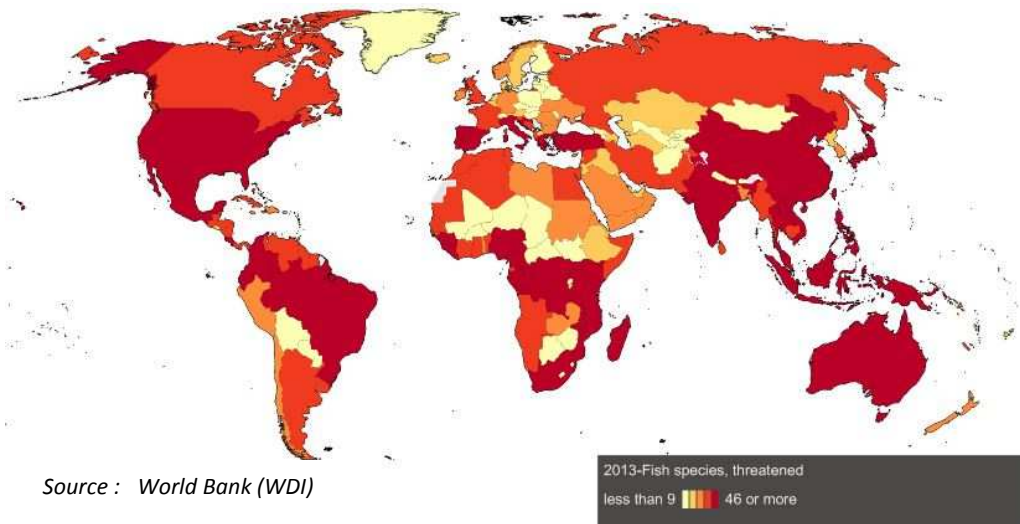
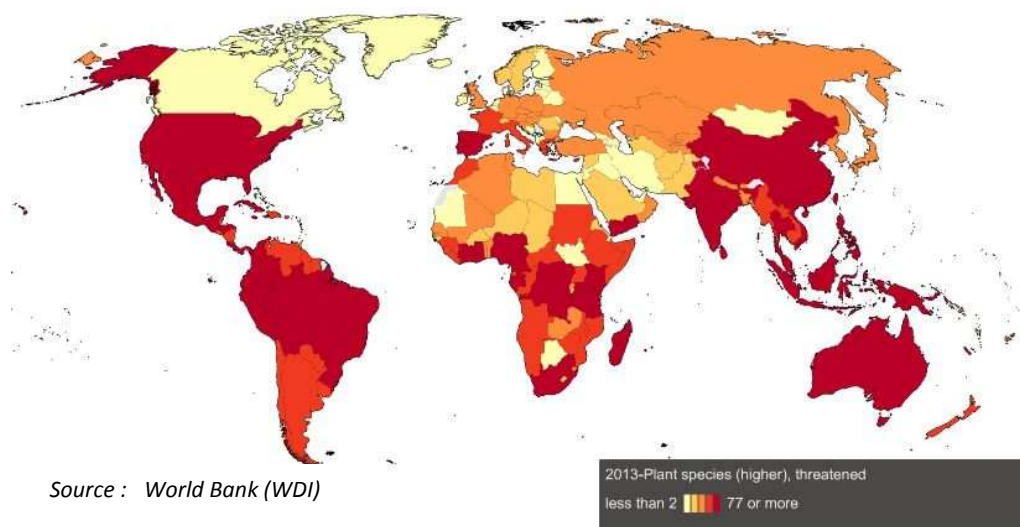


Figure 47: Plant species, threatened (2013)



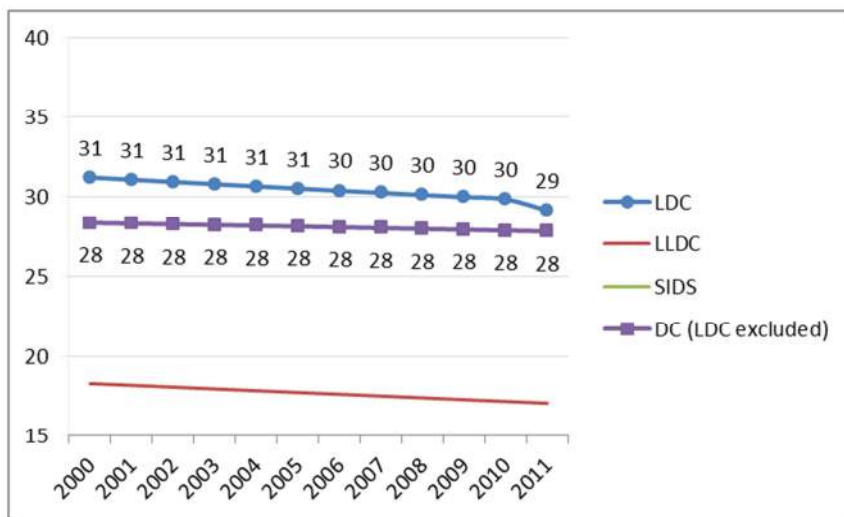
Cible proposée par l'OWG : 15.2 D'ici à 2020, promouvoir la gestion durable de tous les types de forêt, mettre un terme à la déforestation, remettre en état les forêts dégradées et accroître de 1 % le boisement et le reboisement au niveau mondial

Alors que la part des surfaces boisées est stable dans les PED non-PMA, elle diminue sensiblement dans les PDSL et les PMA (Figure 48).

La Banque mondiale évalue la soutenabilité de l'exploitation forestière par un indicateur d'épuisement net des forêts (% du RNB) basé sur le produit des bénéfices tirés de l'exploitation des ressources et de l'excès de bois rond récolté au cours de la croissance naturelle⁴³.

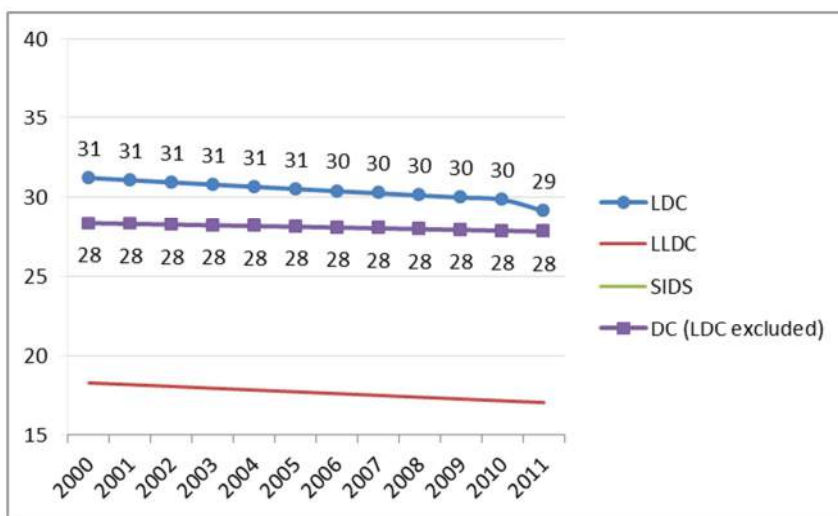
L'évolution de cet indicateur depuis 2000 (Figure 49) confirme la tendance observée sur la Figure 48, à savoir une dépréciation du capital forestier plus élevée dans les PMA et PDSL que dans les autres PED.

Figure 48: Forest area (% of land area)



Source : World Bank (WDI)

Figure 49: Adjusted savings: net forest depletion (% of GNI)



Source : World Bank (WDI)

⁴³ Cet indicateur entre dans la composition de celui d'épargne ajustée (développé par la Banque mondiale depuis 1998) qui tente de rendre compte de la valeur du capital d'un pays en considérant, outre le capital produit, les ressources naturelles, la qualité de l'environnement et le capital humain. Voir (Thiry, 2010) pour une analyse critique de l'épargne nette ajustée.

Cible proposée par l'OWG : 14.1 D'ici à 2025, prévenir et réduire sensiblement la pollution marine de tous types, en particulier celle résultant des activités terrestres, y compris les déchets marins et la pollution des nutriments

Cible proposée par l'OWG : 14.2 D'ici à 2020, gérer et protéger durablement les écosystèmes marins et côtiers, notamment en renforçant leur résilience, afin d'éviter leur dégradation et les graves conséquences qui pourraient en résulter et prendre des mesures de remise en état pour que les océans soient sains et productifs

Deux cibles du projet de l'OWG traitent de la protection des espaces marins.

Les surfaces marines protégées ont cru de près de 150% en vingt ans, et ce tant dans les pays vulnérables (PMA, PEID) que les autres pays en développement et dans les pays à revenu élevé (Boussichas & al., 2013).

ODD 16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes

L'édition 2011 du rapport sur le développement dans le monde de la Banque mondiale portait sur le thème sécurité et développement. Le message clé du rapport est qu'« environ 1,5 milliard d'êtres humains vivent dans des pays touchés par des cycles répétés de violence politique et criminelle — une situation qui engendre de la misère humaine et entrave le développement. Pour rompre ces cycles, il est crucial de renforcer la gouvernance et les institutions nationales légitimes de manière à assurer la sécurité des citoyens, la justice et l'emploi — et d'atténuer les facteurs de stress internationaux qui accroissent les risques de conflits violents » (World Bank, 2011).

Facteur essentiel du développement mais pourtant absent des OMD, la fragilité fait l'objet d'une attention particulière dans les travaux préparatoires de définition des objectifs post-2015. La Task Team du programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a reconnu en 2012 que « la violence et la fragilité sont devenus les plus grands obstacles à la réalisation des OMD ».

Il apparaît légitime que l'OWG ait fait de ce thème un objectif spécifique. Celui-ci est complété par un ensemble de cibles relatives à l'Etat de droit et la qualité des institutions.

CIBLES ET INDICATEURS SUR LA PROMOTION DE SOCIÉTÉS PACIFIQUES ET INCLUSIVES.

Cible proposée par l'OWG : 16.1 Réduire sensiblement, partout dans le monde, toutes les formes de violence et les taux de mortalité qui y sont associés

Cible proposée par l'OWG : 16.2 Mettre un terme à la maltraitance, à l'exploitation, à la traite, à toutes les formes de violence et de torture dont sont victimes les enfants

Comme pour de nombreuses nouvelles cibles potentielles proposées par l'OWG, les indicateurs bien renseignés et sur lesquels une cible est envisageable sur le niveau de violence et la criminalité restent rares. Le WDI propose le ratio d'homicides intentionnels pour 100 000 personnes⁴⁴.

Ce ratio est corrélé avec le niveau de développement. En 2012, ce ratio était de 2 dans les pays à revenu élevé de l'OCDE, contre 6.4 dans les PED hors-PMA, 9 dans les pays enclavés, 10 dans les PMA et 12.4 dans les PEID.

⁴⁴ Les homicides intentionnels sont définis comme la mort d'une personne provoquée de façon illégale et intentionnelle par une autre personne. Les données WDI présentées ici sont complétées par des données récentes de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC).

Témoignant d'une forme de violences, le nombre de personnes déplacées et le nombre de réfugiés sont relativement bien renseignés et pourraient également faire l'objet d'une attention particulière dans le cadre du suivi de l'ODD 16.

D'après le récent rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR, 2014), le nombre de personnes « déracinées » entendues comme la somme des individus déplacés à l'intérieur de leur pays, des réfugiés et des demandeurs d'asile, a dépassé en 2013 les 50 millions de personnes dans le monde. Ce chiffre est le plus élevé constaté depuis 1945⁴⁵. La majeure partie des individus « déracinés » sont des individus déplacés à l'intérieur de leur pays (33 millions - Figure 50).

Figure 50: Global forced displacement (1993-2013)

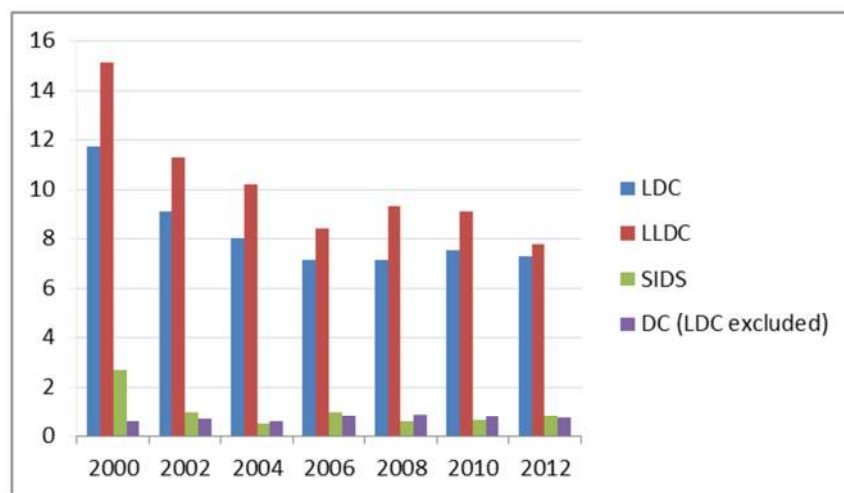


Source : UNHCR

Le rapport estime que « le record mondial de 51,2 millions de déracinés représente un nombre énorme de personnes ayant besoin d'aide, ce qui a des implications à la fois pour les budgets d'aide extérieure des pays donateurs dans le monde et pour les capacités d'absorption et d'accueil des pays qui se trouvent en première ligne des crises de réfugiés ».

Les réfugiés sont, en volume, majoritairement originaires des PMA : 6.4 millions en 2013, contre 4 millions de réfugiés originaires des PRI⁴⁶.

Figure 51: Refugee population by country or territory of origin (Per 1000 population of origin)



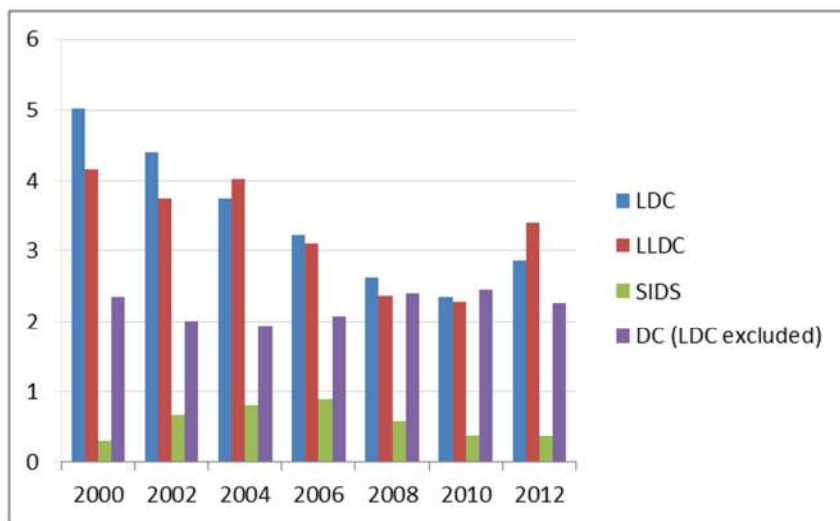
Source : World Bank (WDI)

Ramenés à la population du pays d'origine, les réfugiés sont majoritairement originaires des PMA et/ou des pays enclavés : respectivement 7,5 ‰ et 7,9‰ de la population de ces pays est réfugiée à l'extérieur, loin devant les autres PED et les SIDS (0.8 ‰).

⁴⁵ Une présentation synthétique du rapport est disponible à l'adresse suivante : <http://www.unhcr.fr/53a2e37ac.html>

⁴⁶ Les autres pays à faible revenu tels que définis par la liste des pays éligibles à l'APD du CAD de l'OCDE représentent un volume relativement faible de réfugiés.

Figure 52: Refugee population by country or territory of asylum (Per 1000 population of asylum)



Source : World Bank (WDI)

Ramenés à la population de leur pays d'accueil, le poids des réfugiés est relativement comparable dans les PMA, les pays enclavés et les PED non-PMA si on considère les dernières années : les réfugiés accueillis représentent entre 2 ‰ et 3,5 ‰ de la population des pays d'asile. Ce poids était plus élevé en 2000 pour les PMA (5 ‰) et les pays enclavés (4,2 ‰).

CIBLES ET INDICATEURS SUR LA PROMOTION DE L'ÉTAT DE DROIT ET LA CAPACITÉ INSTITUTIONNELLE

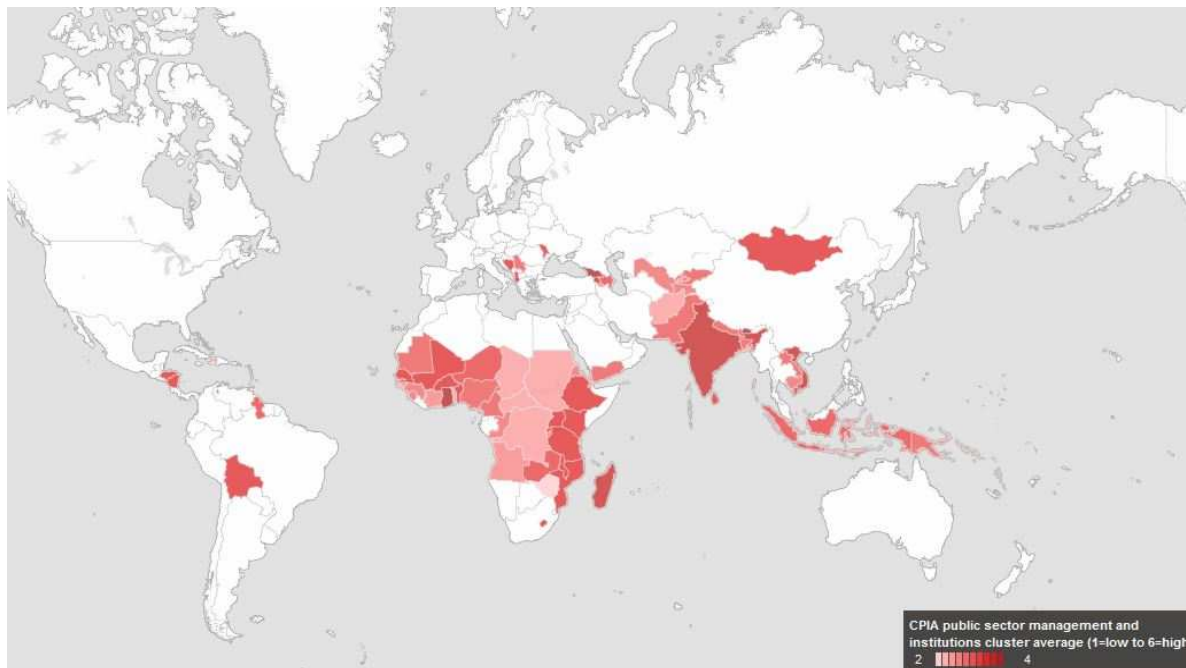
Nous présentons ci-dessous la composante du CPIA qui évalue la « gestion et institutions du secteur public », elle-même le fruit de cinq sous-composantes dont trois, que nous présentons également, en lien avec les cibles proposées par l'OWG.

Cible proposée par l'OWG : 16.6 Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux

La composante « gestion et institutions du secteur public » du CPIA est une agrégation des évaluations des règles de droits de propriété et de gouvernance, de la qualité de la gestion financière et budgétaire, de l'efficacité de la mobilisation des recettes, de la qualité de l'administration publique et de la transparence, la responsabilisation et la corruption dans le secteur public.

Les données 2012 sont présentées sur la Figure 53 ci-dessous. Elles témoignent d'institutions publiques d'une qualité globalement faible dans la plupart des pays de l'IDA, avec parmi les mieux classés des pays tels que le l'Inde, le Vietnam, le Sénégal, le Burkina Faso, le Rwanda et le Ghana.

Figure 53: CPIA public sector management and institutions cluster average (1=low to 6=high)



Source : World Bank (WDI)

En termes agrégés par catégorie de pays, les scores suivent le niveau de revenu: les PMA obtiennent un score moyen de 2.9, les pays IDA à revenus intermédiaires de la tranche inférieure un score moyen de 3.3, et les pays IDA à revenus intermédiaires de la tranche supérieure un score moyen de 3.7. Le score moyen des pays enclavé et des PEID est également relativement faible (3.2).

Ces résultats sont également ceux de la sous-composante « qualité de l'administration publique » qui évalue dans quelle mesure le personnel civil du gouvernement central est apte à concevoir et à mettre en place les politiques du gouvernement et à offrir des services de manière efficace.

Cible proposée par l'OWG : 16.3 Promouvoir l'état de droit aux niveaux national et international et assurer à tous l'accès à la justice dans des conditions d'égalité

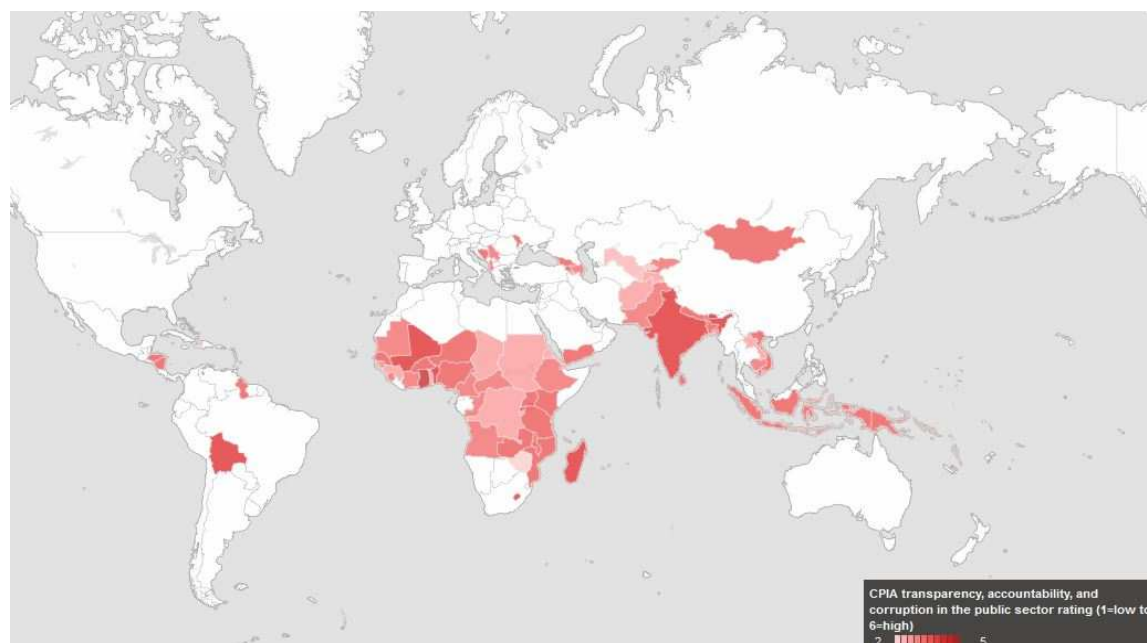
La sous-composante « droits de propriétés et règles de gouvernance » du CPIA évalue *dans quelle mesure l'activité économique privée est favorisée par un système juridique efficace et une structure de gouvernance basée sur des règles dans lesquels la priorité et les droits découlant des contrats sont appliqués de manière fiable et respectés* (source : Banque mondiale).

Les scores sont très proches de la composante "gestion et institutions du secteur public" et témoignent de systèmes juridiques dont l'efficacité suit le niveau de revenu : les PMA obtiennent un score moyen de 2.7, les pays IDA à revenus intermédiaires de la tranche inférieure un score moyen de 3.1, et les pays IDA à revenus intermédiaires de la tranche supérieure un score moyen de 3.7. Le score moyen des pays enclavé et des PEID est également relativement faible (respectivement 2.8 et 3.2).

Cible proposée par l'OWG : 16.5 Réduire sensiblement la corruption et la pratique des pots-de-vin sous toutes leurs formes

Une autre sous-composante mesure «la transparence, la responsabilisation et la corruption dans le secteur public » en évaluant « dans quelle mesure les dirigeants peuvent être tenus responsables de leur utilisation des fonds et des résultats de leurs actions par les électeurs et par la législature et le système judiciaire, ainsi que dans quelle mesure les hauts fonctionnaires du secteur public doivent rendre des comptes au sujet de leurs décisions administratives, de l'utilisation des ressources et des résultats obtenus » ; (source : Banque mondiale).

Figure 54: CPIA transparency, accountability, and corruption in the public sector rating (1=low to 6=high)



Source : World Bank (WDI)

Les résultats pour 2012 témoignent d'une qualité globalement moindre des régimes de transparence et de lutte contre la corruption et les cas de fraude dans une bande horizontale de pays d'Afrique centrale, en comparaison des pays d'Afrique de l'Ouest et de l'Est.

En 2012, le score moyen des PMA est de 2.7, inférieur à celui des pays IDA à revenus intermédiaires de la tranche inférieure (3.1), et celui des 7 pays IDA à revenus intermédiaires de la tranche supérieure (3.5). Les pays enclavés sont crédités d'un score moyen relativement faible (2.8) tandis que les PEID obtiennent un score moyen meilleur (3.3).

Le rapport 2011 sur le développement humain (World Bank, 2011) recommande notamment que l'aide internationale soit investie dans la prévention pour améliorer les capacités internationales dans les domaines de la police et de la justice, promouvoir la création d'emplois dans les zones dangereuses, fournir une aide spécialisée en matière de réduction des risques aux pays qui cherchent à prévenir la violence ainsi que dans les contextes de sortie de conflits. Il préconise également le soutien de la communauté internationale pour favoriser une meilleure coordination régionale et internationale en matière de prévention des risques et de lutte contre les trafics illégaux.

Conclusion

Les objectifs proposés par l'Open Working Group sur les ODD en juillet 2014 tentent de tracer une feuille de route à 15 ans pour l'ensemble des enjeux auxquels fait face la communauté internationale. L'ambition est grande et n'est pas sans risque quant à sa mise en œuvre concrète compte tenu du large éventail de problématiques et la grande hétérogénéité des pays. En effet, l'élargissement de l'agenda à tous les pays et aux questions d'environnement, de climat, de sécurité et de gouvernance enrichit mais complexifie grandement la matrice actuelle.

Pour faciliter cette concrétisation, il importe d'adopter quelques principes qui rendront crédible et efficace l'action de la communauté internationale. L'analyse descriptive des principales statistiques disponibles sur les futurs ODD proposée dans ce document tend à faciliter l'identification de ces principes.

Cette étude montre notamment que la meilleure prise en compte du concept de durabilité dans l'agenda du développement – principale différence entre l'agenda OMD et son remplaçant – ne modifie pas vraiment la géographie des problèmes. Les pays vulnérables comptent parmi ceux dont le retard est le plus important pour une majorité d'objectifs, y compris les nouveaux. Pire, les enjeux émergents (environnement, climat) constituent des facteurs d'aggravation des problèmes actuels de sous-développement. Ce constat doit être considéré dans la définition et la mise en œuvre de l'Agenda post-2015.

Alors que se profilent d'intenses débats sur la question du financement du développement, dont la Conférence d'Addis Abeba en juillet 2015, et du climat, avec notamment la Conférence COP21 à Paris fin 2015, il importe d'abord de garder à l'esprit que l'élargissement thématique et géographique de l'agenda fait toujours courir le risque d'une dilution de la priorité jusque-là donnée dans l'octroi de financements concessionnels aux pays les plus pauvres. Ces rendez-vous doivent être l'occasion d'anticiper ce risque.

L'effort de la communauté internationale doit ainsi continuer à différencier son soutien principalement selon les besoins des pays. Qu'elle soit économique, politique ou physique, la vulnérabilité doit être le premier critère de différenciation. Cette dernière doit se matérialiser notamment par un accès privilégié des pays les plus vulnérables aux ressources les plus concessionnelles et par un traitement différencié en matière de commerce international.

Enfin, un effort d'identification des vulnérabilités est nécessaire et doit être soutenu. Le manque de données sur un grand nombre d'objectifs et de cibles des ODD pénalise aujourd'hui l'identification des problèmes, l'élaboration et le suivi des politiques nationales et internationales. Ce document, par sa difficulté à rendre compte de l'ensemble des cibles, en constitue un modeste témoignage.

References

- Boussichas, M., Coudert, B., & Gillot, C. (2013). *Atteindre les OMD dans les PMA et autres pays vulnérables : Où en sommes-nous? - Reaching MDGs in LDCs and other vulnerable countries : Where do we stand? .* WP Ferdi P77.
- CAD. (1996). *Le rôle de la coopération pour le développement à l'aube du XXIème siècle.* OCDE.
- FAO. (2012). *World agriculture towards 2030/2050: The 2012 Revision.*
- Gakidou, E., Cowling, K., Lozano, R., & Murray, C. (2010). Increased educational attainment and its effect on child mortality in 175 countries between 1970 and 2009: a systematic analysis. *The Lancet*, Volume 376, Issue 9745, Pages 959-974.
- Guillaumont, P., & Simonet, C. (2011). To what extent are African Countries Vulnerable to climate change? Lessons from a new indicator of Physical Vulnerability to Climate Change. *WP Ferdi 108.*
- IFPRI. (2014). *L'indice de la faim dans le monde - Le défi de la faim invisible.*
- IPCC. (2013). *Climate Change 2013: The Physical Science Basis.* Intergovernmental Panel on Climate Change.
- IPCC. (2014a). *Climate Change 2014: Impacts, Adaptation, and Vulnerability.* Intergovernmental Panel on Climate Change.
- IPCC. (2014b). *Climate Change 2014: Mitigation of Climate Change.* Intergovernmental Panel on Climate Change.
- Iro Kokino, I., Labrousse, M., & Soumaïl, I. (2012). *Accéder aux services énergétiques modernes en Afrique.*
- Jayaraman, R., & Simroth, D. (2011). The impact of school lunches on primary school enrollment: evidence from India's midday meal scheme. *CESifo working paper: Economics of Education, No. 3679.*
- Nations Unies. (2015). Draft outcome document of the United Nations summit for the adoption of the post-2015 development agenda. New York.
- OCDE. (2014). *Perspectives du développement mondial 2014 - Accroître la productivité pour relever le défi du revenu intermédiaire.*
- OMS. (2010). *Rapport sur la santé dans le monde : Financement des systèmes de santé: le chemin vers une couverture universelle. .*
- Open Working Group on SDG. (2014). *Introduction to the Proposal of The Open Working Group for Sustainable Development Goals.* UN.

- Pandey, K., Wheeler, D., Ostro, B., Deichmann, U., Hamilton, K., & Bolt, K. (2006). *Ambient Particulate Matter Concentrations in Residential and Pollution Hotspot Areas of World Cities: New Estimates Based on the Global Model of Ambient Particulates (GMAPS)*. World Bank, Development Research Group and Environment Department.
- Raisson, V. (2010). *2033, Atlas ds futurs du monde*. Paris: R. Laffont.
- Schneider, F., Buehn, A., & Montenegro, C. (2010). *Shadow Economies All over the World: New Estimates for 162 Countries from 1999 to 2007*. Policy Research Working Paper 5356 - World Bank.
- The Lancet Commission on Investing in Health. (2013). *Global health 2035: a world convergning within a generation*. The Lancet.
- Thiry, G. (2010). Indicateurs alternatifs au PIB : Au-delà des nombres. L'Épargne nette ajustée en question. *Émulations - Presses universitaires de Louvain* .
- UNAIDS. (2014). *The Gap Report*.
- UNCTAD. (2013). *Least Developed Countries Report: Growth with employment for inclusive and sustainable development*. United Nations Publication.
- UN-Habitat. (2013). *State of the World's Cities 2012/2013 - Prosperity of Cities*. Routledge.
- UNHCR. (2014). *UNHCR Global Trends - War's Human Cost*.
- World Bank. (2011). *World Development Report - Conflict, Security and Development*.
- World Bank. (2014). *Remittances Prices Worldwide Report*. Issue n°9.
- World Economic Forum. (2013). *The Global Gender Gap Report*.

Annexes

- **Annex n°1:** Official list of Least Developed Countries, Landlocked Developing Countries and Small Island Developing Countries
- **Annex n°2:** List of DAC Developing countries by income group
- **Annex n°3:** Complete List of UN MDG Targets Indicators
- **Annex n°4:** Draft of Sustainable Development Goals by the Open Working Group on SDGs (Proposal of June 2014)
- **Annex n°5:** Abbreviations
- **Annex n°6:** List of figures

Annex n°1: Official list of Least Developed Countries, Landlocked Developing Countries and Small Island Developing Countries

Developping Countries eligible to ODA (138)			
AFG	Afghanistan	GTM	Guatemala
ALB	Albania	GIN	Guinea
DZA	Algeria	GNB	Guinea-Bissau
AGO	Angola	GUY	Guyana
ATG	Antigua and Barbuda	HTI	Haiti
ARG	Argentina	HND	Honduras
ARM	Armenia	IND	India
AZE	Azerbaijan	IDN	Indonesia
BGD	Bangladesh	IRN	Iran, Islamic Rep.
BLR	Belarus	IRQ	Iraq
BLZ	Belize	JAM	Jamaica
BEN	Benin	JOR	Jordan
BTN	Bhutan	KAZ	Kazakhstan
BOL	Bolivia	KEN	Kenya
BIH	Bosnia and Herzegovina	KIR	Kiribati
BWA	Botswana	PRK	Korea, Dem. Rep.
BRA	Brazil	KSV	Kosovo
BFA	Burkina Faso	KGZ	Kyrgyz Republic
BDI	Burundi	LAO	Lao PDR
KHM	Cambodia	LBN	Lebanon
CMR	Cameroon	LSO	Lesotho
CPV	Cape Verde	LBR	Liberia
CAF	Central African Republic	LBY	Libya
TCD	Chad	MDG	Madagascar
CHN	China	MWI	Malawi
COL	Colombia	MYS	Malaysia
COM	Comoros	MDV	Maldives
ZAR	Congo, Dem. Rep.	MLI	Mali
COG	Congo, Rep.	MHL	Marshall Islands
CRI	Costa Rica	MRT	Mauritania
CIV	Cote d'Ivoire	MUS	Mauritius
CUB	Cuba	MEX	Mexico
DJI	Djibouti	FSM	Micronesia, Fed. Sts.
DMA	Dominica	MDA	Moldova
DOM	Dominican Republic	MNG	Mongolia
ECU	Ecuador	MNE	Montenegro
EGY	Egypt, Arab Rep.	MAR	Morocco
SLV	El Salvador	MOZ	Mozambique
GNQ	Equatorial Guinea	MMR	Myanmar
ERI	Eritrea	NAM	Namibia
ETH	Ethiopia	NPL	Nepal
FJI	Fiji	NIC	Nicaragua
GAB	Gabon	NER	Niger
GMB	Gambia, The	NGA	Nigeria
GEO	Georgia	PAK	Pakistan
GHA	Ghana	PLW	Palau
GRD	Grenada	PAN	Panama
PNG	Papua New Guinea		
PRY	Paraguay		
PER	Peru		
PHL	Philippines		
RWA	Rwanda		
WSM	Samoa		
STP	Sao Tome and Principe		
SEN	Senegal		
SRB	Serbia		
SYC	Seychelles		
SLE	Sierra Leone		
SLB	Solomon Islands		
SOM	Somalia		
ZAF	South Africa		
SSD	South Sudan		
LKA	Sri Lanka		
KNA	St. Kitts and Nevis		
LCA	St. Lucia		
VCT	St. Vincent & Grenadines		
SDN	Sudan		
SUR	Suriname		
SWZ	Swaziland		
SYR	Syrian Arab Republic		
TJK	Tajikistan		
TZA	Tanzania		
THA	Thailand		
TMP	Timor-Leste		
TGO	Togo		
TON	Tonga		
TUN	Tunisia		
TUR	Turkey		
TKM	Turkmenistan		
TUV	Tuvalu		
UGA	Uganda		
UKR	Ukraine		
URY	Uruguay		
UZB	Uzbekistan		
VUT	Vanuatu		
VEN	Venezuela, RB		
VNM	Vietnam		
WBG	West Bank and Gaza		
YEM	Yemen, Rep.		
ZMB	Zambia		
ZWE	Zimbabwe		

Source : OECD

Least Developed Countries (48)			
AFG	Afghanistan	MDG	Madagascar
AGO	Angola	MWI	Malawi
BGD	Bangladesh	MLI	Mali
BEN	Benin	MRT	Mauritania
BTN	Bhutan	MOZ	Mozambique
BFA	Burkina Faso	MMR	Myanmar
BDI	Burundi	NPL	Nepal
KHM	Cambodia	NER	Niger
CAF	Central African Republic	RWA	Rwanda
TCD	Chad	STP	Sao Tome and Principe
COM	Comoros	SEN	Senegal
ZAR	Congo, Dem. Rep.	SLE	Sierra Leone
DJI	Djibouti	SLB	Solomon Islands
GNQ	Equatorial Guinea	SOM	Somalia
ERI	Eritrea	SSD	South Sudan
ETH	Ethiopia	SDN	Sudan
GMB	Gambia, The	TZA	Tanzania
GIN	Guinea	TMP	Timor-Leste
GNB	Guinea-Bissau	TGO	Togo
HTI	Haiti	TUV	Tuvalu
KIR	Kiribati	UGA	Uganda
LAO	Lao PDR	VUT	Vanuatu
LSO	Lesotho	YEM	Yemen, Rep.
LBR	Liberia	ZMB	Zambia

Source : UN-OHRLLS and OECD

Small Island Developing States eligible to ODA (32)			
ATG	Antigua and Barbuda	MUS	Mauritius
BLZ	Belize	FSM	Micronesia, Fed. Sts.
CPV	Cape Verde	PLW	Palau
COM	Comoros	PNG	Papua New Guinea
CUB	Cuba	WSM	Samoa
DMA	Dominica	STP	Sao Tome and Principe
DOM	Dominican Republic	SYC	Seychelles
FJI	Fiji	SLB	Solomon Islands
GRD	Grenada	KNA	St. Kitts and Nevis
GNB	Guinea-Bissau	LCA	St. Lucia
GUY	Guyana	VCT	St. Vincent & Grenadines
HTI	Haiti	SUR	Suriname
JAM	Jamaica	TMP	Timor-Leste
KIR	Kiribati	TON	Tonga
MDV	Maldives	TUV	Tuvalu
MHL	Marshall Islands	VUT	Vanuatu

Source : UN-OHRLLS and OECD

Landlocked Developing Countries eligible to ODA (31)			
AFG	Afghanistan	MLI	Mali
ARM	Armenia	MDA	Moldova
AZE	Azerbaijan	MNG	Mongolia
BTN	Bhutan	NPL	Nepal
BOL	Bolivia	NER	Niger
BWA	Botswana	PRY	Paraguay
BFA	Burkina Faso	RWA	Rwanda
BDI	Burundi	SSD	South Sudan
CAF	Central African Republic	SWZ	Swaziland
TCD	Chad	TJK	Tajikistan
ETH	Ethiopia	TKM	Turkmenistan
KAZ	Kazakhstan	UGA	Uganda
KGZ	Kyrgyz Republic	UZB	Uzbekistan
LAO	Lao PDR	ZMB	Zambia
LSO	Lesotho	ZWE	Zimbabwe
MWI	Malawi		

Source : UN-OHRLLS and OECD

Annex n°2: List of DAC Developing countries by income group (*Source: OECD / DAC*)

DAC List of ODA Recipients
Effective for reporting on 2012 and 2013 flows

Least Developed Countries	Other Low Income Countries (per capita GNI <= \$1 005 in 2010)	Lower Middle Income Countries and Territories (per capita GNI \$1 006-\$3 975 in 2010)	Upper Middle Income Countries and Territories (per capita GNI \$3 976-\$12 275 in 2010)
Afghanistan	Kenya	Armenia	Albania
Angola	Korea, Dem. Rep.	Belize	Algeria
Bangladesh	Kyrgyz Rep.	Bolivia	*Anguilla
Benin	Tajikistan	Cameroon	Antigua and Barbuda
Bhutan	Zimbabwe	Cape Verde	Argentina
Burkina Faso		Congo, Rep.	Azerbaijan
Burundi		Côte d'Ivoire	Belarus
Cambodia		Egypt	Bosnia and Herzegovina
Central African Rep.		El Salvador	Botswana
Chad		Fiji	Brazil
Comoros		Georgia	Chile
Congo, Dem. Rep.		Ghana	China
Djibouti		Guatemala	Colombia
Equatorial Guinea		Guyana	Cook Islands
Eritrea		Honduras	Costa Rica
Ethiopia		India	Cuba
Gambia		Indonesia	Dominica
Guinea		Iraq	Dominican Republic
Guinea-Bissau		Kosovo ¹	Ecuador
Haiti		Marshall Islands	Former Yugoslav Republic of Macedonia
Kiribati		Micronesia, Federated States	Gabon
Laos		Moldova	Grenada
Lesotho		Mongolia	Iran
Liberia		Morocco	Jamaica
Madagascar		Nicaragua	Jordan
Malawi		Nigeria	Kazakhstan
Mali		Pakistan	Lebanon
Mauritania		Papua New Guinea	Libya
Mozambique		Paraguay	Malaysia
Myanmar		Philippines	Maldives
Nepal		Sri Lanka	Mauritius
Niger		Swaziland	Mexico
Rwanda		Syria	Montenegro
Samoa		*Tokelau	*Montserrat
São Tomé and Príncipe		Tonga	Namibia
Senegal		Turkmenistan	Nauru
Sierra Leone		Ukraine	Niue
Solomon Islands		Uzbekistan	Palau
Somalia		Vietnam	Panama
South Sudan		West Bank and Gaza Strip	Peru
Sudan			Serbia
Tanzania			Seychelles
Timor-Leste			South Africa
Togo			*St. Helena
Tuvalu			St. Kitts-Nevis
Uganda			St. Lucia
Vanuatu			St. Vincent and Grenadines
Yemen			Suriname
Zambia			Thailand
			Tunisia
			Turkey
			Uruguay
			Venezuela
			*Wallis and Futuna

*Territory.

(1) This is without prejudice to the status of Kosovo under international law.

Annex n°3: Complete List of UN MDG Targets Indicators (in red: indicators studied in Boussichas & al., 2013)

Millennium Development Goals (MDGs)	
Goals and Targets (from the Millennium Declaration)	Indicators for monitoring progress
Goal 1: Eradicate extreme poverty and hunger	
Target 1.A: Halve, between 1990 and 2015, the proportion of people whose income is less than one dollar a day	1.1 Proportion of population below \$1 (PPP) per day ⁱ 1.2 Poverty gap ratio 1.3 Share of poorest quintile in national consumption
Target 1.B: Achieve full and productive employment and decent work for all, including women and young people	1.4 Growth rate of GDP per person employed 1.5 Employment-to-population ratio 1.6 Proportion of employed people living below \$1 (PPP) per day 1.7 Proportion of own-account and contributing family workers in total employment
Target 1.C: Halve, between 1990 and 2015, the proportion of people who suffer from hunger	1.8 Prevalence of underweight children under-five years of age 1.9 Proportion of population below minimum level of dietary energy consumption
Goal 2: Achieve universal primary education	
Target 2.A: Ensure that, by 2015, children everywhere, boys and girls alike, will be able to complete a full course of primary schooling	2.1 Net enrolment ratio in primary education 2.2 Proportion of pupils starting grade 1 who reach last grade of primary 2.3 Literacy rate of 15-24 year-olds, women and men
Goal 3: Promote gender equality and empower women	
Target 3.A: Eliminate gender disparity in primary and secondary education, preferably by 2005, and in all levels of education no later than 2015	3.1 Ratios of girls to boys in primary, secondary and tertiary education 3.2 Share of women in wage employment in the non-agricultural sector 3.3 Proportion of seats held by women in national parliament
Goal 4: Reduce child mortality	
Target 4.A: Reduce by two-thirds, between 1990 and 2015, the under-five mortality rate	4.1 Under-five mortality rate 4.2 Infant mortality rate 4.3 Proportion of 1 year-old children immunised against measles
Goal 5: Improve maternal health	
Target 5.A: Reduce by three quarters, between 1990 and 2015, the maternal mortality ratio	5.1 Maternal mortality ratio 5.2 Proportion of births attended by skilled health personnel
Target 5.B: Achieve, by 2015, universal access to reproductive health	5.3 Contraceptive prevalence rate 5.4 Adolescent birth rate 5.5 Antenatal care coverage (at least one visit and at least four visits) 5.6 Unmet need for family planning
Goal 6: Combat HIV/AIDS, malaria and other diseases	
Target 6.A: Have halted by 2015 and begun to reverse the spread of HIV/AIDS	6.1 HIV prevalence among population aged 15-24 years 6.2 Condom use at last high-risk sex 6.3 Proportion of population aged 15-24 years with comprehensive correct knowledge of HIV/AIDS 6.4 Ratio of school attendance of orphans to school attendance of non-orphans aged 10-14 years
Target 6.B: Achieve, by 2010, universal access to treatment for HIV/AIDS for all those who need it	6.5 Proportion of population with advanced HIV infection with access to antiretroviral drugs
Target 6.C: Have halted by 2015 and begun to reverse the incidence of malaria and other major diseases	6.6 Incidence and death rates associated with malaria 6.7 Proportion of children under 5 sleeping under insecticide-treated bednets 6.8 Proportion of children under 5 with fever who are treated with appropriate anti-malarial drugs 6.9 Incidence, prevalence and death rates associated with tuberculosis 6.10 Proportion of tuberculosis cases detected and cured under directly observed treatment short course

Goal 7: Ensure environmental sustainability	
Target 7.A: Integrate the principles of sustainable development into country policies and programmes and reverse the loss of environmental resources	7.1 Proportion of land area covered by forest 7.2 CO ² emissions, total, per capita and per \$1 GDP (PPP) 7.3 Consumption of ozone-depleting substances 7.4 Proportion of fish stocks within safe biological limits
Target 7.B: Reduce biodiversity loss, achieving, by 2010, a significant reduction in the rate of loss	7.5 Proportion of total water resources used 7.6 Proportion of terrestrial and marine areas protected 7.7 Proportion of species threatened with extinction
Target 7.C: Halve, by 2015, the proportion of people without sustainable access to safe drinking water and basic sanitation	7.8 Proportion of population using an improved drinking water source 7.9 Proportion of population using an improved sanitation facility
Target 7.D: By 2020, to have achieved a significant improvement in the lives of at least 100 million slum dwellers	7.10 Proportion of urban population living in slums ⁱⁱ
Goal 8: Develop a global partnership for development	
Target 8.A: Develop further an open, rule-based, predictable, non-discriminatory trading and financial system Includes a commitment to good governance, development and poverty reduction – both nationally and internationally	<i>Some of the indicators listed below are monitored separately for the least developed countries (LDCs), Africa, landlocked developing countries and small island developing States.</i> <u>Official development assistance (ODA)</u> 8.1 Net ODA, total and to the least developed countries, as percentage of OECD/DAC donors' gross national income 8.2 Proportion of total bilateral, sector-allocable ODA of OECD/DAC donors to basic social services (basic education, primary health care, nutrition, safe water and sanitation) 8.3 Proportion of bilateral official development assistance of OECD/DAC donors that is untied 8.4 ODA received in landlocked developing countries as a proportion of their gross national incomes 8.5 ODA received in small island developing States as a proportion of their gross national incomes
Target 8.B: Address the special needs of the least developed countries Includes: tariff and quota free access for the least developed countries' exports; enhanced programme of debt relief for heavily indebted poor countries (HIPC) and cancellation of official bilateral debt; and more generous ODA for countries committed to poverty reduction	<u>Market access</u> 8.6 Proportion of total developed country imports (by value and excluding arms) from developing countries and least developed countries, admitted free of duty 8.7 Average tariffs imposed by developed countries on agricultural products and textiles and clothing from developing countries 8.8 Agricultural support estimate for OECD countries as a percentage of their gross domestic product 8.9 Proportion of ODA provided to help build trade capacity
Target 8.C: Address the special needs of landlocked developing countries and small island developing States (through the Programme of Action for the Sustainable Development of Small Island Developing States and the outcome of the twenty-second special session of the General Assembly)	<u>Debt sustainability</u> 8.10 Total number of countries that have reached their HIPC decision points and number that have reached their HIPC completion points (cumulative) 8.11 Debt relief committed under HIPC and MDRI Initiatives 8.12 Debt service as a percentage of exports of goods and services
Target 8.D: Deal comprehensively with the debt problems of developing countries through national and international measures in order to make debt sustainable in the long term	
Target 8.E: In cooperation with pharmaceutical companies, provide access to affordable essential drugs in developing countries	8.13 Proportion of population with access to affordable essential drugs on a sustainable basis
Target 8.F: In cooperation with the private sector, make available the benefits of new technologies, especially information and communications	8.14 Fixed telephone lines per 100 inhabitants 8.15 Mobile cellular subscriptions per 100 inhabitants 8.16 Internet users per 100 inhabitants

i : For monitoring country poverty trends, indicators based on national poverty lines should be used, where available.

ii :The actual proportion of people living in slums is measured by a proxy, represented by the urban population living in households with at least one of the four characteristics: (a) lack of access to improved water supply; (b) lack of access to improved sanitation; (c) overcrowding (3 or more persons per room); and (d) dwellings made of non-durable material

Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)	
Objectifs et cibles (énoncés dans la Déclaration du Millénaire)	Indicateurs de suivi des progrès accomplis
Objectif 1: Éliminer l'extrême pauvreté et la faim	
Cible 1A: Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour	1.1 Proportion de la population disposant de moins d'un dollar par jour en parité du pouvoir d'achat (PPA) ⁱ 1.2 Indice d'écart de la pauvreté 1.3 Part du quintile le plus pauvre de la population dans la consommation nationale
Cible 1B: Assurer le plein-emploi et la possibilité pour chacun, y compris les femmes et les jeunes, de trouver un travail décent et productif	1.4 Taux de croissance du PIB par personne occupée 1.5 Ratio emploi/population 1.6 Proportion de la population occupée disposant de moins de 1 dollar PPA par jour 1.7 Proportion de travailleurs indépendants et de travailleurs familiaux dans la population occupée
Cible 1C: Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim	1.8 Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans 1.9 Proportion de la population n'atteignant pas le niveau minimal d'apport calorique
Objectif 2: Assurer l'éducation primaire pour tous	
Cible 2A: D'ici à 2015, donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires	2.1 Taux net de scolarisation dans le primaire 2.2 Proportion d'écoliers ayant commencé la première année d'études primaires qui terminent l'école primaire 2.3 Taux d'alphabétisation des 15-24 ans, femmes et hommes
Objectif 3: Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	
Cible 3A: Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005 si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard	3.1 Rapport filles/garçons dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur 3.2 Proportion des femmes salariées dans le secteur non agricole 3.3 Proportion des sièges occupés par les femmes au parlement national
Objectif 4: Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans	
Cible 4A: Réduire de deux tiers, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans	4.1 Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans 4.2 Taux de mortalité infantile 4.3 Proportion d'enfants d'1 an vaccinés contre la rougeole
Objectif 5: Améliorer la santé maternelle	
Cible 5A: Réduire de trois quarts, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité maternelle	5.1 Taux de mortalité maternelle 5.2 Proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié
Cible 5B : Rendre l'accès à la médecine procréative universel d'ici à 2015	5.3 Taux de contraception 5.4 Taux de natalité parmi les adolescentes 5.5 Couverture des soins prénatals (au moins une visite et au moins quatre visites) 5.6 Besoins non satisfaits en matière de planification familiale
Objectif 6: Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies	
Cible 6A: D'ici à 2015, avoir enrayé la propagation du VIH/sida et commencé à inverser la tendance actuelle	6.1 Taux de prévalence du VIH dans la population âgée de 15 à 24 ans 6.2 Utilisation d'un préservatif lors du dernier rapport sexuel à haut risque 6.3 Proportion de la population âgée de 15 à 24 ans ayant des connaissances exactes et complètes au sujet du VIH/sida 6.4 Taux de scolarisation des orphelins par rapport aux non-orphelins âgés de 10 à 14 ans
Cible 6B: D'ici 2010, assurer à tous ceux qui en ont besoin l'accès aux traitements contre le VIH/sida	6.5 Proportion de la population au stade avancé de l'infection par le VIH ayant accès à des médicaments antirétroviraux
Cible 6C: D'ici à 2015, avoir maîtrisé le paludisme et d'autres grandes maladies et commencé à inverser la tendance actuelle	6.6 Incidence du paludisme et taux de mortalité due à cette maladie 6.7 Proportion d'enfants de moins de 5 ans dormant sous des moustiquaires imprégnées d'insecticide 6.8 Proportion d'enfants de moins de 5 ans atteints de fièvre traités aux moyens de médicaments antipaludéens appropriés 6.9 Incidence, prévalence de la tuberculose et taux de mortalité due à cette maladie 6.10 Proportion de cas de tuberculose détectés et soignés dans le cadre d'un traitement direct à court terme et sous observation

Objectif 7: Assurer un environnement durable	
Cible 7A: Intégrer les principes du développement durable dans les politiques et programmes nationaux et inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources environnementales	7.1 Proportion de zones forestières 7.2 Emissions de CO ₂ (total, par habitant et pour un dollar du PIB, en parité du pouvoir d'achat) 7.3 Consommation de substances appauvrissant la couche d'ozone 7.4 Proportion de stocks de poissons vivant dans des milieux biologiques sains
Cible 7B: Réduire la perte de la biodiversité et atteindre d'ici à 2010 une diminution significative du taux de perte	7.5 Proportion de ressources d'eau totales utilisées 7.6 Proportion de zones terrestres et marines protégées 7.7 Proportion d'espèces menacées d'extinction
Cible 7C: Réduire de moitié, d'ici à 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas d'accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable ni à des services d'assainissement de base	7.8 Proportion de la population utilisant une source d'eau potable améliorée 7.9 Proportion de la population utilisant des infrastructures d'assainissement améliorées
Cible 7D: Améliorer sensiblement, d'ici à 2020, les conditions de vie d'au moins 100 millions d'habitants de taudis	7.10 Proportion de citoyens vivant dans des taudis ⁱⁱ
Objectif 8: Mettre en place un partenariat mondial pour le développement	
Cible 8A: Poursuivre la mise en place d'un système commercial et financier multilatéral ouvert, réglementé, prévisible et non discriminatoire	<i>Certains des indicateurs ci-après sont évalués séparément dans les cas des pays les moins avancés (PMA) de l'Afrique, des pays sans littoral et des petites Etats insulaires en développement</i>
Comprend un engagement en faveur d'une bonne gouvernance, du développement et de la lutte contre la pauvreté, au niveau tant national qu'international	<u>Aide publique au développement (APD)</u> 8.1 Montant net de l'ADP totale et en faveur des pays les moins avancés, en pourcentage du revenu national brut des pays donateurs du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (CAD/OCDE)
Cible 8B: Répondre aux besoins particuliers des pays les moins avancés	8.2 Proportion de l'ADP bilatérale totale des pays du CAD/OCDE, par secteur, consacrée aux services sociaux de base (éducation de base, soins de santé primaires, nutrition, eau salubre et assainissement)
Suppose l'admission en franchise et hors contingents des produits exportés par les pays les moins avancés, l'application d'un programme renforcé d'allègement de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE) et l'annulation des dettes publiques bilatérales, ainsi que l'octroi d'une aide publique au développement plus généreuse aux pays qui démontrent leur volonté de lutter contre la pauvreté	8.3 Proportion de l'ADP bilatérale des pays du CAD/OCDE qui n'est pas liée 8.4 ADP reçue par les pays en développement sans littoral en pourcentage de leur revenu national brut 8.5 ADP reçue par les petits Etats insulaires en développement en pourcentage de leur revenu national brut
Cible 8C: Répondre aux besoins particuliers des pays en développement sans littoral et des petits Etats insulaires en développement (en appliquant le Programme d'action pour le développement durable des petits Etats insulaires en développement et les décisions issues de la vingt-deuxième session extraordinaire de l'Assemblée Générale)	<u>Accès aux marchés</u> 8.6 Proportion du total des importations des pays développés (en valeur et à l'exclusion des armes) en provenance des pays en développement et des pays les moins avancés qui sont admises en franchise de droits 8.7 Droits de douane moyens appliqués par les pays développés aux produits agricoles et textiles en provenance des pays en développement 8.8 Estimation des subventions aux produits agricoles dans les pays de l'OCDE en pourcentage de leur produit intérieur brut
Cible 8D: Traiter globalement le problème de la dette des pays en développement par des mesures d'ordre national et international propres à rendre l'endettement viable à long terme	8.9 Proportion de l'ADP allouée au renforcement des capacités commerciales <u>Viabilité de la dette</u> 8.10 Nombre total de pays ayant atteint leurs points de décision et nombre total de pays ayant atteint leurs points d'achèvement (cumulatif) dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) 8.11 Allègement de la dette annoncé au titre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés et de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) 8.12 Service de la dette, en pourcentage des exportations de biens et services
Cible 8E: En coopération avec l'industrie pharmaceutique, rendre les médicaments essentiels disponibles et abordables dans les pays en développement	8.13 Proportion de la population pouvant se procurer les médicaments essentiels à un coût abordable et dans des conditions pouvant être maintenues durablement
Cible 8F: En coopération avec le secteur privé, faire en sorte que les avantages des nouvelles technologies, en particulier des technologies de l'information et de la communication, soient accordés à tous	8.14 Nombre de lignes fixes, pour 100 habitants 8.15 Abonnés à un service de téléphonie mobile, pour 100 habitants 8.16 Nombre d'utilisateurs d'Internet, pour 100 habitants

i : Pour suivre l'évolution de la pauvreté dans les différents pays, il convient d'utiliser, lorsqu'ils existent, des indicateurs fondés sur les seuils de pauvreté nationaux.

ii : La proportion effective d'habitants vivant dans des taudis s'obtient en calculant le nombre de citoyens soumis à l'une au moins des conditions suivantes : a) accès insuffisant à une source d'eau améliorée; b) accès insuffisant à des infrastructures d'assainissement améliorées; c) surpeuplement (trois personnes ou plus par pièce); d) habitations faites de matériaux non durables.

**Annex n°4 : Draft of Sustainable Development Goals by the Open Working Group on SDGs
(Proposal of July 2014)**

Sustainable Development Goals (SDGs)
Proposed goal 1. End poverty in all its forms everywhere
Target 1.1 by 2030, eradicate extreme poverty for all people everywhere, currently measured as people living on less than \$1.25 a day
Target 1.2 by 2030, reduce at least by half the proportion of men, women and children of all ages living in poverty in all its dimensions according to national definitions
Target 1.3 implement nationally appropriate social protection systems and measures for all, including floors, and by 2030 achieve substantial coverage of the poor and the vulnerable
Target 1.4 by 2030 ensure that all men and women, particularly the poor and the vulnerable, have equal rights to economic resources, as well as access to basic services, ownership, and control over land and other forms of property, inheritance, natural resources, appropriate new technology, and financial services including microfinance
Target 1.5 by 2030 build the resilience of the poor and those in vulnerable situations, and reduce their exposure and vulnerability to climate-related extreme events and other economic, social and environmental shocks and disasters
Target 1.a. ensure significant mobilization of resources from a variety of sources, including through enhanced development cooperation to provide adequate and predictable means for developing countries, in particular LDCs, to implement programmes and policies to end poverty in all its dimensions
Target 1.b create sound policy frameworks, at national, regional and international levels, based on pro-poor and gender-sensitive development strategies to support accelerated investments in poverty eradication actions
Proposed goal 2. End hunger, achieve food security and improved nutrition, and promote sustainable agriculture
Target 2.1 by 2030 end hunger and ensure access by all people, in particular the poor and people in vulnerable situations including infants, to safe, nutritious and sufficient food all year round
Target 2.2 by 2030 end all forms of malnutrition, including achieving by 2025 the internationally agreed targets on stunting and wasting in children under five years of age, and address the nutritional needs of adolescent girls, pregnant and lactating women, and older persons
Target 2.3 by 2030 double the agricultural productivity and the incomes of small-scale food producers, particularly women, indigenous peoples, family farmers, pastoralists and fishers, including through secure and equal access to land, other productive resources and inputs, knowledge, financial services, markets, and opportunities for value addition and non-farm employment
Target 2.4 by 2030 ensure sustainable food production systems and implement resilient agricultural practices that increase productivity and production, that help maintain ecosystems, that strengthen capacity for adaptation to climate change, extreme weather, drought, flooding and other disasters, and that progressively improve land and soil quality
Target 2.5 by 2020 maintain genetic diversity of seeds, cultivated plants, farmed and domesticated animals and their related wild species, including through soundly managed and diversified seed and plant banks at national, regional and international levels, and ensure access to and fair and equitable sharing of benefits arising from the utilization of genetic resources and associated traditional knowledge as internationally agreed
Target 2.a increase investment, including through enhanced international cooperation, in rural infrastructure, agricultural research and extension services, technology development, and plant and livestock gene banks to enhance agricultural productive capacity in developing countries, in particular in least developed countries
Target 2.b. correct and prevent trade restrictions and distortions in world agricultural markets, including the parallel elimination of all forms of agricultural export subsidies and all export measures with equivalent effect in accordance with the mandate of the Doha Development Round
Target 2.c. adopt measures to ensure the proper functioning of food commodity markets and their derivatives, and facilitate timely access to market information, including on food reserves, in order to help limit extreme food price volatility
Proposed goal 3. Ensure healthy lives and promote well-being for all at all ages
Target 3.1 by 2030 reduce the global maternal mortality ratio to less than 70 per 100,000 live births
Target 3.2 by 2030 end preventable deaths of newborns and under-five children
Target 3.3 by 2030 end the epidemics of AIDS, tuberculosis, malaria, and neglected tropical diseases and combat hepatitis, water-borne diseases, and other communicable diseases
Target 3.4 by 2030 reduce by one-third pre-mature mortality from non-communicable diseases (NCDs) through prevention and treatment, and promote mental health and wellbeing
Target 3.5 strengthen prevention and treatment of substance abuse, including narcotic drug abuse and harmful use of alcohol
Target 3.6 by 2020 halve global deaths and injuries from road traffic accidents
Target 3.7 by 2030 ensure universal access to sexual and reproductive health care services, including for family planning, information and education, and the integration of reproductive health into national strategies and programmes
Target 3.8 achieve universal health coverage (UHC), including financial risk protection, access to quality essential health care services, and access to safe, effective, quality, and affordable essential medicines and vaccines for all

Target 3.9 by 2030 substantially reduce the number of deaths and illnesses from hazardous chemicals and air, water, and soil pollution and contamination
Proposed goal 4. Ensure inclusive and equitable quality education and promote life-long learning opportunities for all
Target 4.1 by 2030, ensure that all girls and boys complete free, equitable and quality primary and secondary education leading to relevant and effective learning outcomes
Target 4.2 by 2030 ensure that all girls and boys have access to quality early childhood development, care and pre-primary education so that they are ready for primary education
Target 4.3 by 2030 ensure equal access for all women and men to affordable quality technical, vocational and tertiary education, including university
Target 4.4 by 2030, increase by x% the number of youth and adults who have relevant skills, including technical and vocational skills, for employment, decent jobs and entrepreneurship
Target 4.5 by 2030, eliminate gender disparities in education and ensure equal access to all levels of education and vocational training for the vulnerable, including persons with disabilities, indigenous peoples, and children in vulnerable situations
Target 4.6 by 2030 ensure that all youth and at least x% of adults, both men and women, achieve literacy and numeracy
Target 4.7 by 2030 ensure all learners acquire knowledge and skills needed to promote sustainable development, including among others through education for sustainable development and sustainable lifestyles, human rights, gender equality, promotion of a culture of peace and non-violence, global citizenship, and appreciation of cultural diversity and of culture's contribution to sustainable development
Target 4.a build and upgrade education facilities that are child, disability and gender sensitive and provide safe, non-violent, inclusive and effective learning environments for all
Target 4.b by 2020 expand by x% globally the number of scholarships for developing countries in particular LDCs, SIDS and African countries to enrol in higher education, including vocational training, ICT, technical, engineering and scientific programmes in developed countries and other developing countries
Target 4.c by 2030 increase by x% the supply of qualified teachers, including through international cooperation for teacher training in developing countries, especially LDCs and SIDS
Proposed goal 5. Achieve gender equality and empower all women and girls
Target 5.1 end all forms of discrimination against all women and girls everywhere
Target 5.2 eliminate all forms of violence against all women and girls in public and private spheres, including trafficking and sexual and other types of exploitation
Target 5.3 eliminate all harmful practices, such as child, early and forced marriage and female genital mutilations
Target 5.4 recognize and value unpaid care and domestic work through the provision of public services, infrastructure and social protection policies, and the promotion of shared responsibility within the household and the family as nationally appropriate
Target 5.5 ensure women's full and effective participation and equal opportunities for leadership at all levels of decision-making in political, economic, and public life
Target 5.6 ensure universal access to sexual and reproductive health and reproductive rights as agreed in accordance with the Programme of Action of the ICPD and the Beijing Platform for Action and the outcome documents of their review conferences
Target 5.a undertake reforms to give women equal rights to economic resources, as well as access to ownership and control over land and other forms of property, financial services, inheritance, and natural resources in accordance with national laws
Target 5.b enhance the use of enabling technologies, in particular ICT, to promote women's empowerment
Target 5.c adopt and strengthen sound policies and enforceable legislation for the promotion of gender equality and the empowerment of all women and girls at all levels
Proposed goal 6. Ensure availability and sustainable management of water and sanitation for all
Target 6.1 by 2030, achieve universal and equitable access to safe and affordable drinking water for all
Target 6.2 by 2030, achieve access to adequate and equitable sanitation and hygiene for all, and end open defecation, paying special attention to the needs of women and girls and those in vulnerable situations
Target 6.3 by 2030, improve water quality by reducing pollution, eliminating dumping and minimizing release of hazardous chemicals and materials, halving the proportion of untreated wastewater, and increasing recycling and safe reuse by x% globally
Target 6.4 by 2030, substantially increase water-use efficiency across all sectors and ensure sustainable withdrawals and supply of freshwater to address water scarcity, and substantially reduce the number of people suffering from water scarcity
Target 6.5 by 2030 implement integrated water resources management at all levels, including through transboundary cooperation as appropriate
Target 6.6 by 2020 protect and restore water-related ecosystems, including mountains, forests, wetlands, rivers, aquifers and lakes
Target 6.a by 2030, expand international cooperation and capacity-building support to developing countries in water and sanitation related activities and programmes, including water harvesting, desalination, water efficiency,

wastewater treatment, recycling and reuse technologies
Target 6.b support and strengthen the participation of local communities for improving water and sanitation management
Proposed goal 7. Ensure access to affordable, reliable, sustainable, and modern energy for all
Target 7.1 by 2030 ensure universal access to affordable, reliable, and modern energy services
Target 7.2 increase substantially the share of renewable energy in the global energy mix by 2030
Target 7.3 double the global rate of improvement in energy efficiency by 2030
Target 7.a by 2030 enhance international cooperation to facilitate access to clean energy research and technologies, including renewable energy, energy efficiency, and advanced and cleaner fossil fuel technologies, and promote investment in energy infrastructure and clean energy technologies
Target 7.b by 2030 expand infrastructure and upgrade technology for supplying modern and sustainable energy services for all in developing countries, particularly LDCs and SIDS
Proposed goal 8. Promote sustained, inclusive and sustainable economic growth, full and productive employment and decent work for all
Target 8.1 sustain per capita economic growth in accordance with national circumstances, and in particular at least 7% per annum GDP growth in the least-developed countries
Target 8.2 achieve higher levels of productivity of economies through diversification, technological upgrading and innovation, including through a focus on high value added and labour-intensive sectors
Target 8.3 promote development-oriented policies that support productive activities, decent job creation, entrepreneurship, creativity and innovation, and encourage formalization and growth of micro-, small- and medium-sized enterprises including through access to financial services
Target 8.4 improve progressively through 2030 global resource efficiency in consumption and production, and endeavour to decouple economic growth from environmental degradation in accordance with the 10-year framework of programmes on sustainable consumption and production with developed countries taking the lead
Target 8.5 by 2030 achieve full and productive employment and decent work for all women and men, including for young people and persons with disabilities, and equal pay for work of equal value
Target 8.6 by 2020 substantially reduce the proportion of youth not in employment, education or training
Target 8.7 take immediate and effective measures to secure the prohibition and elimination of the worst forms of child labour, eradicate forced labour, and by 2025 end child labour in all its forms including recruitment and use of child soldiers
Target 8.8 protect labour rights and promote safe and secure working environments of all workers, including migrant workers, particularly women migrants, and those in precarious employment
Target 8.9 by 2030 devise and implement policies to promote sustainable tourism which creates jobs, promotes local culture and products
Target 8.10 strengthen the capacity of domestic financial institutions to encourage to expand access to banking, insurance and financial services for all
Target 8.a increase Aid for Trade support for developing countries, particularly LDCs, including through the Enhanced Integrated Framework for LDCs
Target 8.b by 2020 develop and operationalize a global strategy for youth employment and implement the ILO Global Jobs Pact
Proposed goal 9. Build resilient infrastructure, promote inclusive and sustainable industrialization and foster innovation
Target 9.1 develop quality, reliable, sustainable and resilient infrastructure, including regional and trans-border infrastructure, to support economic development and human well-being, with a focus on affordable and equitable access for all
Target 9.2 promote inclusive and sustainable industrialization, and by 2030 raise significantly industry's share of employment and GDP in line with national circumstances, and double its share in LDCs
Target 9.3 increase the access of small-scale industrial and other enterprises, particularly in developing countries, to financial services including affordable credit and their integration into value chains and markets
Target 9.4 by 2030 upgrade infrastructure and retrofit industries to make them sustainable, with increased resource use efficiency and greater adoption of clean and environmentally sound technologies and industrial processes, all countries taking action in accordance with their respective capabilities
Target 9.5 enhance scientific research, upgrade the technological capabilities of industrial sectors in all countries, particularly developing countries, including by 2030 encouraging innovation and increasing the number of R&D workers per one million people by x% and public and private R&D spending
Target 9.a facilitate sustainable and resilient infrastructure development in developing countries through enhanced financial, technological and technical support to African countries, LDCs, LLDCs and SIDS
Target 9.b support domestic technology development, research and innovation in developing countries including by ensuring a conducive policy environment for inter alia industrial diversification and value addition to commodities
Target 9.c significantly increase access to ICT and strive to provide universal and affordable access to internet in LDCs by 2020
Proposed goal 10. Reduce inequality within and among countries
Target 10.1 by 2030 progressively achieve and sustain income growth of the bottom 40% of the population at a rate

higher than the national average
Target 10.2 by 2030 empower and promote the social, economic and political inclusion of all irrespective of age, sex, disability, race, ethnicity, origin, religion or economic or other status
Target 10.3 ensure equal opportunity and reduce inequalities of outcome, including through eliminating discriminatory laws, policies and practices and promoting appropriate legislation, policies and actions in this regard
Target 10.4 adopt policies especially fiscal, wage, and social protection policies and progressively achieve greater equality
Target 10.5 improve regulation and monitoring of global financial markets and institutions and strengthen implementation of such regulations
Target 10.6 ensure enhanced representation and voice of developing countries in decision making in global international economic and financial institutions in order to deliver more effective, credible, accountable and legitimate institutions
Target 10.7 facilitate orderly, safe, regular and responsible migration and mobility of people, including through implementation of planned and well-managed migration policies
Target 10.a implement the principle of special and differential treatment for developing countries, in particular least developed countries, in accordance with WTO agreements
Target 10.b encourage ODA and financial flows, including foreign direct investment, to states where the need is greatest, in particular LDCs, African countries, SIDS, and LLDCs, in accordance with their national plans and programmes
Target 10.c by 2030, reduce to less than 3% the transaction costs of migrant remittances and eliminate remittance corridors with costs higher than 5%
Proposed goal 11. Make cities and human settlements inclusive, safe, resilient and sustainable
Target 11.1 by 2030, ensure access for all to adequate, safe and affordable housing and basic services, and upgrade slums
Target 11.2 by 2030, provide access to safe, affordable, accessible and sustainable transport systems for all, improving road safety, notably by expanding public transport, with special attention to the needs of those in vulnerable situations, women, children, persons with disabilities and older persons
Target 11.3 by 2030 enhance inclusive and sustainable urbanization and capacities for participatory, integrated and sustainable human settlement planning and management in all countries
Target 11.4 strengthen efforts to protect and safeguard the world's cultural and natural heritage
Target 11.5 by 2030 significantly reduce the number of deaths and the number of affected people and decrease by y% the economic losses relative to GDP caused by disasters, including water-related disasters, with the focus on protecting the poor and people in vulnerable situations
Target 11.6 by 2030, reduce the adverse per capita environmental impact of cities, including by paying special attention to air quality, municipal and other waste management
Target 11.7 by 2030, provide universal access to safe, inclusive and accessible, green and public spaces, particularly for women and children, older persons and persons with disabilities
Target 11.a support positive economic, social and environmental links between urban, peri-urban and rural areas by strengthening national and regional development planning
Target 11.b by 2020, increase by x% the number of cities and human settlements adopting and implementing integrated policies and plans towards inclusion, resource efficiency, mitigation and adaptation to climate change, resilience to disasters, develop and implement in line with the forthcoming Hyogo Framework holistic disaster risk management at all levels
Target 11.c support least developed countries, including through financial and technical assistance, for sustainable and resilient buildings utilizing local materials
Proposed goal 12. Ensure sustainable consumption and production patterns
Target 12.1 implement the 10-Year Framework of Programmes on sustainable consumption and production (10YFP), all countries taking action, with developed countries taking the lead, taking into account the development and capabilities of developing countries
Target 12.2 by 2030 achieve sustainable management and efficient use of natural resources
Target 12.3 by 2030 halve per capita global food waste at the retail and consumer level, and reduce food losses along production and supply chains including post-harvest losses
Target 12.4 by 2020 achieve environmentally sound management of chemicals and all wastes throughout their life cycle in accordance with agreed international frameworks and significantly reduce their release to air, water and soil to minimize their adverse impacts on human health and the environment
Target 12.5 by 2030, substantially reduce waste generation through prevention, reduction, recycling, and reuse
Target 12.6 encourage companies, especially large and trans-national companies, to adopt sustainable practices and to integrate sustainability information into their reporting cycle
Target 12.7 promote public procurement practices that are sustainable in accordance with national policies and priorities
Target 12.8 by 2030 ensure that people everywhere have the relevant information and awareness for sustainable development and lifestyles in harmony with nature

Target 12.a support developing countries to strengthen their scientific and technological capacities to move towards more sustainable patterns of consumption and production
Target 12.b develop and implement tools to monitor sustainable development impacts for sustainable tourism which creates jobs, promotes local culture and products
Target 12.c rationalize inefficient fossil fuel subsidies that encourage wasteful consumption by removing market distortions, in accordance with national circumstances, including by restructuring taxation and phasing out those harmful subsidies, where they exist, to reflect their environmental impacts, taking fully into account the specific needs and conditions of developing countries and minimizing the possible adverse impacts on their development in a manner that protects the poor and the affected communities
Proposed goal 13. Take urgent action to combat climate change and its impacts
Target 13.1 strengthen resilience and adaptive capacity to climate related hazards and natural disasters in all countries
Target 13.2 integrate climate change measures into national policies, strategies, and planning
Target 13.3 improve education, awareness raising and human and institutional capacity on climate change mitigation, adaptation, impact reduction, and early warning
Target 13.a implement the commitment undertaken by developed country Parties to the UNFCCC to a goal of mobilizing jointly USD100 billion annually by 2020 from all sources to address the needs of developing countries in the context of meaningful mitigation actions and transparency on implementation and fully operationalize the Green Climate Fund through its capitalization as soon as possible
Target 13.b Promote mechanisms for raising capacities for effective climate change related planning and management, in LDCs, including focusing on women, youth, local and marginalized communities
Proposed goal 14. Conserve and sustainably use the oceans, seas and marine resources for sustainable development
Target 14.1 by 2025, prevent and significantly reduce marine pollution of all kinds, particularly from land-based activities, including marine debris and nutrient pollution
Target 14.2 by 2020, sustainably manage, and protect marine and coastal ecosystems to avoid significant adverse impacts, including by strengthening their resilience and take action for their restoration, to achieve healthy and productive oceans
Target 14.3 minimize and address the impacts of ocean acidification, including through enhanced scientific cooperation at all levels
Target 14.4 by 2020, effectively regulate harvesting, and end overfishing, illegal, unreported and unregulated (IUU) fishing and destructive fishing practices and implement science-based management plans, to restore fish stocks in the shortest time feasible at least to levels that can produce maximum sustainable yield as determined by their biological characteristics
Target 14.5 by 2020, conserve at least 10 per cent of coastal and marine areas, consistent with national and international law and based on best available scientific information
Target 14.6 by 2020, prohibit certain forms of fisheries subsidies which contribute to overcapacity and overfishing, and eliminate subsidies that contribute to IUU fishing, and refrain from introducing new such subsidies, recognizing that appropriate and effective special and differential treatment for developing and least developed countries should be an integral part of the WTO fisheries subsidies negotiation
Target 14.7 by 2030 increase the economic benefits to SIDS and LDCs from the sustainable use of marine resources, including through sustainable management of fisheries, aquaculture and tourism
Target 14.a increase scientific knowledge, develop research capacities and transfer marine technology taking into account the Intergovernmental Oceanographic Commission Criteria and Guidelines on the Transfer of Marine Technology, in order to improve ocean health and to enhance the contribution of marine biodiversity to the development of developing countries, in particular SIDS and LDCs
Target 14.b provide access of small-scale artisanal fishers to marine resources and markets
Target 14.c ensure the full implementation of international law, as reflected in UNCLOS for states parties to it, including, where applicable, existing regional and international regimes for the conservation and sustainable use of oceans and their resources by their parties
Proposed goal 15. Protect, restore and promote sustainable use of terrestrial ecosystems, sustainably manage forests, combat desertification, and halt and reverse land degradation and halt biodiversity loss
Target 15.1 by 2020 ensure conservation, restoration and sustainable use of terrestrial and inland freshwater ecosystems and their services, in particular forests, wetlands, mountains and drylands, in line with obligations under international agreements
Target 15.2 by 2020, promote the implementation of sustainable management of all types of forests, halt deforestation, restore degraded forests, and increase afforestation and reforestation by x% globally
Target 15.3 by 2020, combat desertification, and restore degraded land and soil, including land affected by desertification, drought and floods, and strive to achieve a land-degradation neutral world
Target 15.4 by 2030 ensure the conservation of mountain ecosystems, including their biodiversity, to enhance their capacity to provide benefits which are essential for sustainable development
Target 15.5 take urgent and significant action to reduce degradation of natural habitat, halt the loss of biodiversity, and by 2020 protect and prevent the extinction of threatened species

Target 15.6 ensure fair and equitable sharing of the benefits arising from the utilization of genetic resources, and promote appropriate access to genetic resources
Target 15.7 take urgent action to end poaching and trafficking of protected species of flora and fauna, and address both demand and supply of illegal wildlife products
Target 15.8 by 2020 introduce measures to prevent the introduction and significantly reduce the impact of invasive alien species on land and water ecosystems, and control or eradicate the priority species
Target 15.9 by 2020, integrate ecosystems and biodiversity values into national and local planning, development processes and poverty reduction strategies, and accounts
Target 15.a mobilize and significantly increase from all sources financial resources to conserve and sustainably use biodiversity and ecosystems
Target 15.b mobilize significantly resources from all sources and at all levels to finance sustainable forest management, and provide adequate incentives to developing countries to advance sustainable forest management, including for conservation and reforestation
Target 15.c enhance global support to efforts to combat poaching and trafficking of protected species, including by increasing the capacity of local communities to pursue sustainable livelihood opportunities
Proposed Goal 16. Promote peaceful and inclusive societies for sustainable development, provide access to justice for all and build effective, accountable and inclusive institutions at all levels
Target 16.1 significantly reduce all forms of violence and related death rates everywhere
Target 16.2 end abuse, exploitation, trafficking and all forms of violence and torture against children
Target 16.3 promote the rule of law at the national and international levels, and ensure equal access to justice for all
Target 16.4 by 2030 significantly reduce illicit financial and arms flows, strengthen recovery and return of stolen assets, and combat all forms of organized crime
Target 16.5 substantially reduce corruption and bribery in all its forms
Target 16.6 develop effective, accountable and transparent institutions at all levels
Target 16.7 ensure responsive, inclusive, participatory and representative decision-making at all levels
Target 16.8 broaden and strengthen the participation of developing countries in the institutions of global governance
Target 16.9 by 2030 provide legal identity for all including birth registration
Target 16.10 ensure public access to information and protect fundamental freedoms, in accordance with national legislation and international agreements
Target 16.a strengthen relevant national institutions, including through international cooperation, for building capacities at all levels, in particular in developing countries, for preventing violence and combating terrorism and crime
Target 16.b promote and enforce non-discriminatory laws and policies for sustainable development
Proposed goal 17. Strengthen the means of implementation and revitalize the global partnership for sustainable development
Finance
Target 17.1 strengthen domestic resource mobilization, including through international support to developing countries to improve domestic capacity for tax and other revenue collection
Target 17.2 developed countries to implement fully their ODA commitments, including to provide 0.7% of GNI in ODA to developing countries of which 0.15-0.20% to least-developed countries
Target 17.3 mobilize additional financial resources for developing countries from multiple sources
Target 17.4 assist developing countries in attaining long-term debt sustainability through coordinated policies aimed at fostering debt financing, debt relief and debt restructuring, as appropriate, and address the external debt of highly indebted poor countries (HIPC) to reduce debt distress
Target 17.5 adopt and implement investment promotion regimes for LDCs
Technology
Target 17.6 enhance North-South, South-South and triangular regional and international cooperation on and access to science, technology and innovation, and enhance knowledge sharing on mutually agreed terms, including through improved coordination among existing mechanisms, particularly at UN level, and through a global technology facilitation mechanism when agreed
Target 17.7 promote development, transfer, dissemination and diffusion of environmentally sound technologies to developing countries on favourable terms, including on concessional and preferential terms, as mutually agreed
Target 17.8 fully operationalize the Technology Bank and STI (Science, Technology and Innovation) capacity building mechanism for LDCs by 2017, and enhance the use of enabling technologies in particular ICT
Capacity building
Target 17.9 enhance international support for implementing effective and targeted capacity building in developing countries to support national plans to implement all sustainable development goals, including through North-South, South-South, and triangular cooperation
Trade
Target 17.10 promote a universal, rules-based, open, non-discriminatory and equitable multilateral trading system under the WTO including through the conclusion of negotiations within its Doha Development Agenda
Trade 17.11 increase significantly the exports of developing countries, in particular with a view to doubling the LDC share of global exports by 2020

Trade 17.12 realize timely implementation of duty-free, quota-free market access on a lasting basis for all least developed countries consistent with WTO decisions, including through ensuring that preferential rules of origin applicable to imports from LDCs are transparent and simple, and contribute to facilitating market access
Policy and institutional coherence
Target 17.13 enhance global macroeconomic stability including through policy coordination and policy coherence
Target 17.14 enhance policy coherence for sustainable development
Target 17.15 respect each country's policy space and leadership to establish and implement policies for poverty eradication and sustainable development
Multi-stakeholder partnerships
Target 17.16 enhance the global partnership for sustainable development complemented by multi-stakeholder partnerships that mobilize and share knowledge, expertise, technologies and financial resources to support the achievement of sustainable development goals in all countries, particularly developing countries
Target 17.17 encourage and promote effective public, public-private, and civil society partnerships, building on the experience and resourcing strategies of partnerships
Data, monitoring and accountability
Target 17.18 by 2020, enhance capacity building support to developing countries, including for LDCs and SIDS, to increase significantly the availability of high-quality, timely and reliable data disaggregated by income, gender, age, race, ethnicity, migratory status, disability, geographic location and other characteristics relevant in national contexts
Target 17.19 by 2030, build on existing initiatives to develop measurements of progress on sustainable development that complement GDP, and support statistical capacity building in developing countries

Annex n°5 : Abbreviations

CAD (OCDE)	Comité d'Aide au Développement	DAC (OECD)	Development Assistance Committee
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le Commerce Et Développement	UNCTAD	United Nations Conference on Trade and Development
CPIA	Evaluation des politiques et des institutions du pays	CPIA	Country Policy and Institutional Assessment
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	FAO	Food and Agriculture Organization
FEM	Fonds pour l'environnement mondial	GEF	Global Environment Fund
GIEC	Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat	IPCC	Intergovernmental Panel on Climate Change
IDA	Association Internationale de Développement	IDA	International Development Association
IDU	Indicateur de Développement Urbain	UDI	Urban Development Indicator
MAE	Ministère des Affaires Etrangères et du développement International	MAE	French Ministry of Foreign Affairs and International Development
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economique	OECD	Organization for Economic Cooperation and Development
ODD	Objectifs de développement durable	SDG	Sustainable Development Goals
OIT	Organisation Internationale du Travail	ILO	International Labor Organization
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement	MDG	Millennium Development Goals
OMS	Organisation Mondiale de la Santé	WHO	World Health Organization
ONU	Organisation des Nations Unies	UNO	United Nations Organization
OWG	Open Working Group	OWG	Open Working Group
PDSL	Pays en développement sans littoral	LLDC	Landlocked Developing Countries
PED	Pays en développement	DC	Developing Countries
PIB	Produit Intérieur Brut	GDP	Gross Domestic Product
PIED	Petits Etats insulaires en développement	SIDS	Small Island Developing States
PMA	Pays les moins avancés	LDC	Least Developed Countries
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement	UNDP	United Nations Development Programme
PPA	Parité en Pouvoir d'Achat	PPP	Purchasing Power Parity
PRITI	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure		Lower-middle-income economies
PRITS	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure		Upper-middle-income economies
PVCCI	Indicateur de vulnérabilité physique au changement climatique	PVCCI	Physical Vulnerability to Climate Change Index
UNHCR	agence des Nations Unies pour les réfugiés	UNHCR	United Nations High Commissioner for Refugees
UNODC	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime	UNODC	United Nations Office on Drugs and Crimes
WDI	Indicateur de développement mondial	WDI	World Development Indicators

Annex n°6 : List of figures

Figure 1 : Poverty headcount ratio at \$1.25 a day (PPP) (% of population)	11
Figure 2 : Poverty headcount ratio at national poverty line (% of population).....	12
Figure 3 : Prevalence of undernourishment (% of population).....	13
Figure 4 : Depth of the food deficit (kilocalories per person per day)	14
Figure 5 : Malnutrition prevalence, height for age	15
Figure 6 : Malnutrition prevalence, weight for age	15
Figure 7 : Global Hunger Index (GHI) - 2014	15
Figure 8 : Cereal yield (kg per hectare)	16
Figure 9 : Arable land (% of land area).....	17
Figure 10 : Tuberculosis case detection rate (% , all forms)	19
Figure 11 : Out-of-pocket health expenditure (% of total expenditure on health).....	20
Figure 12 : Immunization, DPT (% of children ages 12-23 months).....	20
Figure 13 : Adjusted net enrollment rate, primary (% of primary school age children).....	22
Figure 14 : Children out of school, primary.....	23
Figure 15 : School enrollment, secondary (% net).....	23
Figure 16 : Labor force participation rate, male and female (% of male and female population ages 15-64), in 2012	26
Figure 17 : Gap Gender Index - Economic opportunity & Political Empowerment	27
Figure 18 : Improved water source, rural (% of rural population with access).....	28
Figure 19 : Improved sanitation facilities, rural (% of rural population with access)	29
Figure 20 : Access to electricity (% of population).....	31
Figure 21 : Sources of electricity production (2011).....	32
Figure 22 : Energy use (kg of oil equivalent) per \$1,000 GDP (constant 2005 PPP)	33
Figure 23 : Sources of CO ₂ emissions (2011)	33
Figure 24 : Composition du PVCCI.....	34
Figure 25: PVCCI (2011)	35
Figure 26 : Comparison Annual GDP growth with annual GDP growth needed to reach OECD level in 2050 ..	37
Figure 27 : Vulnerable employment, total (% of total employment)	38
Figure 28 : Unemployment, youth total in 2012 (% of total labor force ages 15-24)	39
Figure 29: Cost, time and procedures to start-up a business (in 2013)	40
Figure 30: New business density (new registrations per 1,000 people ages 15-64)	41
Figure 31: CPIA business regulatory environment rating (1=low to 6=high)	42
Figure 32 : Total tax rate (% of commercial profits)	42
Figure 33 : CPIA fiscal policy rating (1=low to 6=high) - 2012	43
Figure 34: High-technology exports (% of manufactured exports).....	43
Figure 35: Quality of port infrastructure (2013)	44
Figure 36: Logistics performance index: Quality of trade and transport-related infrastructure (2012).....	45
Figure 37: Size of the Shadow Economy by country, in 2007.....	46
Figure 38: Average costs of transfers in G8 countries (% of amounts transferred).....	47
Figure 39: Poverty headcount ratio at urban poverty line (% of urban population).....	48
Figure 40: Improved water source, urban (% of urban population with access)	49
Figure 41: Improved sanitation facilities, urban (% of urban population with access).....	49
Figure 42: PM10, country level (micrograms per cubic meter)	50
Figure 43: CPIA policy and institutions for environmental sustainability rating (1=low to 6=high)	52
Figure 44: Mammal species, threatened (2013).....	52
Figure 45: Bird species, threatened (2013)	53
Figure 46: Fish species, threatened (2013).....	53
Figure 47: Plant species, threatened (2013)	53

<i>Figure 48: Forest area (% of land area)</i>	54
<i>Figure 49: Adjusted savings: net forest depletion (% of GNI)</i>	54
<i>Figure 50: Global forced displacement (1993-2013)</i>	57
<i>Figure 51: Refugee population by country or territory of origin (Per 1000 population of origin)</i>	57
<i>Figure 52: Refugee population by country or territory of asylum (Per 1000 population of asylum)</i>	58
<i>Figure 53: CPIA public sector management and institutions cluster average (1=low to 6=high)</i>	59
<i>Figure 54: CPIA transparency, accountability, and corruption in the public sector rating (1=low to 6=high)</i>	60

“Sur quoi la fondera-t-il l'économie du monde qu'il veut gouverner? Sera-ce sur le caprice de chaque particulier? Quelle confusion! Sera-ce sur la justice? Il l'ignore.”

Pascal



Créée en 2003, la **Fondation pour les études et recherches sur le développement international** vise à favoriser la compréhension du développement économique international et des politiques qui l'influencent.

Contact

www.ferdi.fr

contact@ferdi.fr

+33 (0)4 73 17 75 30